

**cnahes**

Conservatoire National  
des Archives et de l'Histoire  
de l'Éducation Spécialisée  
et de l'Action Sociale

# Figures de l'éducateur

## Catalogue de ressources audiovisuelles

Hauts-de-France : 1966-2020

**Youcef Boudjémaï**



**ina**

Catalogue réalisé avec le soutien de l'Institut national de l'audiovisuel



# Sommaire

Avant-propos .....	5
Introduction .....	7
Modalités de consultation et d'utilisation des documents .....	25
Lieux de consultation dans les Hauts-de-France .....	27
Les années 1960-1970 .....	29
Les années 1980 .....	37
Les années 1990 .....	51
Les années 2000 .....	75
Les années 2010 .....	119
Index .....	189
Annexe .....	199
Présentation .....	217
L'auteur du catalogue .....	221



Avant-propos

## Une nouvelle ressource audiovisuelle proposée par le CNAHES

*Bernard Heckel, président*

*En lien avec Sylvain Cid, archiviste du CNAHES*

Saluons une nouvelle ressource audiovisuelle du CNAHES !

Elle est consacrée aux représentations du groupe professionnel que constituent les éducateurs, dans la diversité de leurs fonctions, des secteurs d'activité et des cadres d'intervention.

Conçu et réalisé par Youcef Boudjemaï, membre de la Délégation des Hauts de France, ce catalogue de ressources est inédit. Il inaugure une démarche sous l'angle des métiers du travail social, en explorant les représentations qui y sont produites et diffusées par la télévision publique régionale entre 1966 et 2020. En lien étroit avec l'Institut national de l'audiovisuel (INA Nord) il représente un corpus d'une centaine de documents filmés.

Quand les services d'archives nationales et départementales accueillent aujourd'hui les nombreux fonds d'archives privées de l'éducation spécialisée et de l'action sociale, mais aussi de plus en plus de témoignages d'acteurs - le CNAHES est là pour y veiller - c'est ailleurs que ces sources audiovisuelles sont à rechercher la plupart du temps. Lorsqu'en 1974 l'ORTF a été démantelée, l'Institut national de l'audiovisuel (INA) fut d'abord chargé de gérer les archives de la radio et de la télévision publiques. Ses missions se sont ensuite étendues, avec en 1992 l'extension du dépôt légal au domaine de la télévision et de la radio, l'ouverture au public de l'Inathèque en 1998, la mise en œuvre de la numérisation dans les années 2000, l'ouverture d'un site Internet grand public en 2006. L'INA en 2022, ce sont 23 millions d'heures de télévision et de radio à travers toute la France, accessibles dans une cinquantaine de lieux de consultation, avec le soutien de sept délégations régionales couvrant le territoire métropolitain.

Le présent document émane de la délégation CNAHES Hauts-de-France, précisément là où a été créée la première délégation régionale de l'INA en 1977 : la délégation INA Nord recouvre aujourd'hui les Hauts-de-France.

Ce catalogue vient prendre place en tant que troisième pièce du *Guide des sources de l'éducation spécialisée et de l'action sociale* en construction continue. Après le document d'archives (objet du premier volume de ce Guide) – produit à l'état brut de l'activité des personnes et des institutions – puis le témoignage (objet du second) –

parole de l'acteur sur son propre parcours de vie – voici la parole et l'image des acteurs telles qu'elles se donnent à entendre et à voir auprès d'un grand public, non sans quelque médiation bien sûr. À travers des journaux télévisés, magazines d'information, de reportages, diffusés par FR3 Nord Pas-de-Calais et Picardie, ce sont autant de morceaux de réel, de vécu et d'imaginaire qui au cours du temps ont influencé, modelé, formé ou déformé les représentations de téléspectateurs sur l'exercice des professions éducatives et sociales. Pour nous aujourd'hui, ces archives audiovisuelles redonnent corps et voix à d'anciens militants et professionnels, ce qui est d'abord une source renouvelée d'émotion et d'étonnement.

Il enrichit aussi les ressources pédagogiques du CNAHES : humaines, matérielles, numériques dans le domaine de la formation et les supports d'exposition existants. Très concrètement, il développe les formations proposées par le CNAHES telles que répertoriées dans le document « *Le CNAHES, partenaire et intervenant dans la formation des travailleurs sociaux* ».

Enfin j'ai l'espoir que cette initiative suscite des démarches inspirantes dans d'autres délégations régionales. Afin de voir plus loin, penser plus large autour des questions formulées dans l'introduction qui suit. Elles sont essentielles comme celles-ci : *Quelles figures de l'éducateur représentent ces documents audiovisuels ? Que nous disent ces images audiovisuelles des différentes réalités historiques du travail social et de ses acteurs (associations, institutions, professionnels connus et anonymes ?*

La mémoire du travail social est plurielle. Ces ressources audiovisuelles y contribuent assurément.

## Introduction

# Les éducateurs en représentation(s)

*Youcef Boudjémaï*

Ce présent catalogue inaugure une démarche qui vise à établir une ressource audiovisuelle sous l'angle des métiers du travail social, en explorant les représentations produites et diffusées par la télévision publique régionale.

Cette première publication est consacrée aux représentations audiovisuelles du groupe professionnel que constituent les éducateurs, dans la diversité de leurs fonctions, des secteurs d'activité et des cadres d'intervention. Par groupe professionnel, nous entendons un ensemble de salariés réunis par une activité commune, situés distinctement dans la division sociale du travail, disposant d'une certaine visibilité, « bénéficiant d'une identification et d'une reconnaissance, occupant une place différenciée dans la division sociale du travail, et caractérisés par une légitimité symbolique »<sup>1</sup>.

En lien avec l'Institut national de l'audiovisuel *Nord*, ce catalogue recense les documents audiovisuels sur les figures de l'éducateur dans ses différentes composantes (éducateur spécialisé, éducateur technique spécialisé, éducateur de jeunes enfants, moniteur éducateur et éducateur de justice, en écartant les fonctions faisant office d'éducateur), comme dans les divers secteurs d'activité (public et privé associatif), à partir des actualités régionales ou du fonds « actualités » des Hauts-de-France : journaux télévisés, magazines d'information, de reportages, diffusés par FR3 Nord-Pas-de-Calais et Picardie entre 1966 et 2020, soit quelques années après la création du premier journal télévisé dans le Nord, et l'année d'achèvement de notre recherche.

Au Cnahes, nous portons un intérêt primordial aux images du travail liées aux groupes professionnels, en ce qu'elles participent à la production d'une histoire sociale de ces familles de métier. Quelles figures de l'éducateur représentent-elles ? Que nous montrent-elles des activités et des pratiques professionnelles dans le cadre des activités associatives ? Comment leur visibilité sociale se construit-elle ? Que nous disent ces images audiovisuelles des différentes réalités historiques du travail social et de ses acteurs (associations, institutions, professionnels connus et anonymes) ? Quelle exploration peut être faite de ces images pour contribuer à une mémoire plurielle du travail social ?

Autant de questions qui ont émergé du corpus de 459 documents sur lequel nous avons travaillé, pour en sélectionner une centaine, dans la perspective historique d'un métier et de ses activités, demeurés en eux-mêmes peu représentés.

## Méthode

L'ouverture du dépôt légal de la radio-télévision nous a permis d'accéder à une série de journaux télévisés, conservés par l'INA. Le fond des archives de la télévision est d'une grande richesse. Pour autant, il n'a pas été constitué à des fins de recherche, les documents n'ont été conservés initialement que pour une réutilisation par les professionnels.

Pour l'élaboration de cet ouvrage, nous nous sommes attachés, en priorité, à la sélection de documents privilégiant les différentes réalités qui caractérisent le métier d'éducateur. En raison d'un corpus de documents nationaux conséquent, notre méthode s'est centrée sur une approche par région. Afin de limiter la taille de ce corpus régional, notre choix s'est limité aux documents d'une durée supérieure à une minute, excluant les documents inexploitablement en raison de leurs problèmes techniques (absence de son, d'images...). Par ailleurs, notre intérêt s'est porté majoritairement sur les reportages inclus dans les journaux télévisés, en raison de leur visée fonctionnelle consistant à produire une information claire et concise, à l'adresse d'un large public. De ce fait, nous avons écarté les fictions ou les émissions de débats qui appelaient d'autres modalités d'approche.

Le début de la période couverte par notre sélection démarre en 1966. Cette année correspond à l'apparition des premiers reportages télévisuels en région consacrés à la figure des éducateurs. La production et la diffusion de reportages télévisuels étaient alors réduites en raison de la durée limitée des journaux télévisés. Le journal télévisé, dont se dote Télé-Lille en juin 1951, connaîtra en novembre 1963 une version quotidienne plus étoffée (19 h 25 à 19 h 40). De manière générale, en raison d'un manque de moyens, tant techniques qu'humains, caractérisant la politique de régionalisation de l'information télévisée, jusqu'aux années 1980, le nombre de reportages journalistiques demeure fort limité, et le choix des sujets réduit, à fortiori, ceux consacrés au travail social.

Les reportages, qui composent très largement ce catalogue, étaient insérés dans l'organisation générale des journaux télévisés des différentes éditions régionales (France 3 Nord-Pas-de-Calais, France 3 Picardie, Lille locale). Un même reportage pouvait être diffusé dans différentes versions destinées aux diverses éditions de ces journaux télévisés. De ces versions, conservées par l'INA, nous avons opté pour celle qui nous semblait la plus significative ou la plus complète quant au sujet traité. De même, à quelques exceptions près, nous avons fait le choix de sélectionner les films dont les thématiques se répètent, en raison de la complémentarité de leur contenu ou de l'importance des problèmes abordés au regard des réalités du travail social.

Dans cette production régionale, aucune considération de style ou de qualité n'a été prise en compte. Les films retenus répondent moins à des critères esthétiques

qu'à leur potentiel d'appréhension d'un univers professionnel par ses représentations sociales. Ces critères de choix visent également à saisir les situations, les personnages, les activités, les thèmes, les plus fréquemment montrés et traités, et les évolutions qui les caractérisent selon différentes périodes historiques qui s'y rattachent.

Notre démarche ne traite pas ces films comme des objets fermés sur eux-mêmes. Les reportages retenus offrent un ensemble d'informations couvrant la plupart des thèmes du travail social contextualisés et replacés dans une perspective historique. Cette contextualisation est renforcée, pour chaque document, par la reproduction du résumé source de France3 Régions (expurgé des indications techniques), par nos propres commentaires et les chronologies législatives insérées en tête de chapitre, organisant le classement du catalogue par décennie.

Donner à voir ce que ces documents audiovisuels montrent et font entendre, par la complémentarité de l'image et du texte, concourt à une meilleure compréhension des catégories à partir desquelles un groupe professionnel pense et agit dans le cadre des représentations qui en sont produites. Les médias ne sont pas de simples dispositifs techniques qui transmettent de l'information ; les visions journalistiques agissent sur le moment et fabriquent collectivement une représentation sociale, qui même lorsqu'elle est assez éloignée de la réalité, perdure. C'est pourquoi le champ journalistique télévisuel est devenu, pour le travail social, un espace stratégique majeur qui oblige à prendre en compte le caractère singulier de l'information produite. Sa large diffusion et la particularité des codes utilisés donnent, à cette production d'information, un poids particulièrement fort dans le processus de constitution des représentations dominantes des événements. Dans la mesure où le journal télévisé cherche à jouer un rôle de miroir social en suscitant, par ses choix, l'intérêt des téléspectateurs, il offre, à qui sait le décoder, des indicateurs de tendance sociales, renseignant sur les aspirations et les goûts du public par lesquels se créer une relation de complicité.

Pour autant, ce catalogue ne s'intéresse pas aux conditions sociales de la production de cette représentation journalistique (choix des sujets, modalités de traitement insérées dans les pratiques professionnelles, place du reporter dans les rédactions, division du travail, enjeux de pouvoir...). Il s'agit plutôt de la situer, en tant que construction d'une connaissance socialement marquée, à partir d'un point de vue médiatique par lequel s'élabore la « mise en image » des événements. Par ces événements, il est question de rendre compte de ce qui est vu et entendu d'une part, et de ce qui est induit en termes de valeur et de degré d'appréciation, d'autre part. Cette mise en scène du visible, donnant à voir et à croire à ce qu'on voit, amène à considérer « le regard lui-même [...] comme socialement construit, comme le résultat de constructions subjectives autant que collectives ». En cela, comme le souligne Patrick Champagne : « Les médias font désormais partie intégrante de la

réalité ou, si l'on préfère, produisent des effets de réalité en créant une vision médiatique de la réalité qui finit par passer dans celle-ci. »<sup>2</sup>

## Objectifs

Ces documents audiovisuels ne prétendent nullement à l'exhaustivité, beaucoup de figures professionnelles, d'institutions, d'activité ou de revendications, sont absentes. Le choix journalistique se fait, en général, au gré des circonstances d'une actualité locale ou nationale qui incite à mobiliser des associations bénéficiant d'une certaine visibilité, ou repérées dans l'implication des sujet traités. D'autres facteurs, tels que l'éloignement géographique voire la disponibilité, limitent l'accès journalistique à certaines associations et à leurs professionnels. Néanmoins, ces documents constituent un riche fonds patrimonial qui s'offre à une exploitation rétrospective des réalités historiques du travail social. Ils donnent l'occasion d'exhumer diverses archives, d'accéder à de nouvelles ressources documentaires et de solliciter de multiples témoignages, qui participent à la reconstitution d'épisodes de l'histoire des institutions (motifs de création, moments de développement, de progrès, de crise...). Cette ressource audiovisuelle apporte ainsi un témoignage sur le passé, et souligne les évolutions marquantes qui caractérisent le travail des éducateurs.

De manière générale, le reportage inclus dans les journaux télévisés n'est pas pris comme objet d'étude, et n'en est guère fait usage dans les institutions de formation en travail social. Notre objectif est de le considérer comme une source de connaissance et un support d'analyse. Dans cette perspective, les films qui composent ce catalogue, par leur durée et la variété des thèmes traités, s'offrent aisément à l'exploration par les acteurs du travail social ou de l'université. En effet, la représentation des pratiques, qui en est produite, contribue à la compréhension des modes d'action de cette catégorie de professionnels et des modalités dont le travail social se pense et il est pensé.

Ce catalogue contribue ainsi à rendre visibles les situations de travail et les institutions qui les portent, par les images, la parole, les faits et les gestes d'acteurs anonymes ou connus, qui les traversent, en situant ces derniers comme les témoins et les agents privilégiés de l'histoire du travail social régional. Dans la représentation des figures éducatives, se croisent identité et mémoire, en tissant passé et présent, fondation et construction, transmission et réception. Ces images nous disent la manière dont ce métier et ses institutions se représentent et se racontent. Elles renouvellent et repositionnent l'inscription sociale des figures de l'éducateur dans la prise de conscience de sa raison d'être et de son identité. Dès lors, ces reportages constituent des supports appréciables pour la valorisation de

l'histoire des associations sociales et médico-sociales. Ils leur permettent une appropriation des épisodes de leur histoire, par l'accès et l'acquisition de ces documents audiovisuels (cf. précédemment les modalités d'acquisition auprès de l'INA), et de répondre à la nécessité de revivifier, par les pratiques mémorielles, les événements considérés comme fondateurs de leur propre identité.

Enfin, ces documents audiovisuels visent, avec modestie, à prendre part à la réflexion générale sur les enjeux qui entourent la visibilité sociale des éducateurs et, plus largement, du travail social. La manière dont ces figures sont représentées par autrui rappelle que la production de leur visibilité n'est ni unilatérale ni autonome. C'est pourquoi, il revient aux acteurs du travail social de construire leurs propres modalités de représentation de soi, en développant des stratégies de visibilité qui ne se confondent pas avec la gestion entrepreneuriale d'images professionnelles, inspirée par les techniques du marketing. L'appropriation des médias sociaux par certains collectifs de travailleurs sociaux, en développant des pratiques alternatives à la communication d'entreprise, ouvre des perspectives qui méritent d'être soutenues et valorisées.

## La régionalisation de l'information télévisée

L'activité journalistique télévisuelle construit une relation particulière avec le téléspectateur, une sorte de connivence, de dialogue continu, prenant pour thème les « nouvelles », avec un rituel précis et rassurant, afin d'asseoir un rôle déterminant dans la structuration de l'imaginaire collectif. Ce rapport sera d'autant plus affirmé avec la régionalisation de l'information télévisée.

Le premier journal télévisé national, d'une durée de quinze minutes et en images muettes avec un commentaire en direct, fut lancé en juin 1949. Son démarrage sera officialisé en octobre de la même année, avec une diffusion quotidienne et très peu de reportages, laissant une place prépondérante aux commentaires des présentateurs qui font leur apparition sur l'écran en 1954. L'antenne généraliste de proximité de la télévision publique Télé-Lille, qui était alors le premier centre d'actualités télévisées régionales, voit le jour à Lille, dans des conditions techniques précaires et de programmation très limitée, en avril 1950, sous l'égide de la Radiodiffusion-télévision française (RTF). Celle-ci deviendra en 1964 l'Office de radiodiffusion-télévision française (ORTF). Télé-Lille se dotera d'un journal télévisé en juin 1951 qui connaîtra, en novembre 1963, une version quotidienne plus étoffée (19 h 25 à 19 h 40), intitulée Nord Actualités, dans le cadre d'une politique nationale d'information régionale inaugurée par la station régionale du Nord. Les centres d'actualités télévisées régionaux, chargés de concevoir et de diffuser par décrochage un journal télévisé régional quotidien, se développeront dans les années 1960. Les

journaux télévisés régionaux seront diffusés chaque soir de 19 heures à 19 h 20, à partir d'avril 1970. Cette politique de régionalisation de l'information sera renforcée entre 1983 et 1986, avec les lois dites de décentralisation administrative<sup>3</sup>.

À l'occasion du lancement, en direct des studios de Nord Actualités, des émissions d'actualité du soir (19 h 25 à 19 h 40) dans toutes les régions de France, Alain Peyrefitte déclarait : « Les Français de province, c'est-à-dire, plus de 4 Français sur 5, souhaitent (...) que la télévision leur montre davantage leur région, ce qu'elle a de particulier, toutes les manifestations de son activité. La télévision ne doit pas être une télévision parisienne (...), elle doit être aussi la télévision de toutes les régions françaises (...). Pourquoi commencer cette série de journaux télévisés par Lille ? Parce que la région Nord, votre région, est à la pointe de ce grand mouvement qui est en train de faire entrer le petit écran dans tous les foyers (...). Mais le nouveau journal télévisé va s'efforcer de mieux répondre à ce que vous souhaitez, de vous montrer plus vite des images plus abondantes de la vie de votre région (...). Ces images passeront à une heure où la majorité d'entre vous sera en mesure d'en profiter (...). Il faut que vous connaissiez mieux les problèmes et la vie des uns et des autres, depuis les mineurs de Lens jusqu'aux pêcheurs de Boulogne, depuis les cultivateurs picards, qu'ils soient de l'Aisne ou de la Somme jusqu'aux lainières de Roubaix. »<sup>4</sup>

La raison sociale de la télévision régionale, principalement par l'intermédiaire de son journal d'information, réside dans la construction d'une relation de proximité avec les événements traités, dans un contexte socioculturel qui apparaît familier. Ce lien implique, par un choix d'informations, l'identification d'un public à un territoire local, en suscitant un sentiment d'appartenance au cadre de réalités évoquées, sans pour autant s'y confondre pleinement. La proximité se construit ainsi dans la perception d'une réalité à la fois proche et lointaine, familière et inconnue. Afin d'assurer au téléspectateur sa place au sein du dispositif télévisuel et d'asseoir sa fidélisation, le journal d'information se constitue en un genre codifié, élaborant sa technique de communication, sa représentation du monde, en suggérant la manière de le percevoir. L'essentiel de l'information télévisuelle est apporté par une modalité journalistique dont la particularité réside dans l'organisation des images, des interviews et des commentaires, permettant ainsi le renforcement du contenu de l'information. Dans cette modalité de fabrication de l'information, le reportage occupe une place spécifique dans la structuration d'un journal télévisé.

## La construction des reportages

Le reportage se veut un témoignage – un point de vue journalistique puisé sur le terrain, dans un rapport de proximité avec les faits rapportés. L'information est

« mise en scène », afin de mettre en valeur les propos, les sentiments des protagonistes d'une situation ou d'un élément, restitués dans leur contexte environnemental, et de susciter l'intérêt du spectateur.

Le corps du journal télévisé est structuré, de manière standardisée selon trois catégories d'objets :

1. L'annonce des sujets,
2. Les reportages,
3. Les invites sur le plateau en direct en lien avec un des sujets du journal.

Pour traiter des sujets abordés, le recours au reportage est largement privilégié. Ce mode de traitement journalistique repose sur l'enquête, plus précisément sur le principe d'un déplacement sur le terrain à la rencontre des interlocuteurs. L'information, articulant images et sons, se doit d'être ancrée dans la réalité des lieux et des personnages, évitant ainsi toute description abstraite. L'objectif est d'inscrire la situation décrite ou l'événement rapporté dans leur contexte social et humain. Le reportage du journal télévisé s'incarne dans l'immédiateté de l'événement et l'effet d'authenticité du témoignage.

L'élaboration du reportage possède sa propre construction selon le plus souvent le schéma suivant :

1. Évocation de la situation en voix off par le journaliste,
2. Entretien sur le terrain des interlocuteurs,
3. Conclusion accompagnée parfois d'une brève réflexion sur les enjeux ou les perspectives et enjeux.

L'entretien (ou l'interview) est la technique de recueil et de transmission de l'information la plus utilisée. Elle favorise l'expression des points de vue et des opinions des personnes interviewées, en leur permettant ainsi de prendre part à la fabrication de cette information. L'entretien atteste du contact direct entre l'enquêteur et son interlocuteur.

En général, dans les séquences d'entretien, l'intervention journalistique se manifeste par la présence à l'écran du reporter et le maintien, au montage final, de ses questions. Dans les reportages sélectionnés, si les interviews sont introduites et parfois conclues par la voix-off du journaliste, la présence de ce dernier est le plus souvent reléguée dans le hors champ. Il s'agit de donner l'impression que l'entretien n'est pas dirigé, en privilégiant plutôt les propos des personnes interrogées. La mise en exergue de leurs récits offre ainsi l'occasion de raconter elles-mêmes l'événement ou la situation liés à l'actualité évoquée. Rare sont les reportages où le point de vue du journaliste surplombe les images et les propos des interviewés. Pour valoriser cette parole singulière, certains journalistes choisissent de recourir au portrait. Ce mode de traitement cherche à mettre en scène une personne, en centrant le

reportage sur ses activités, son parcours, et en laissant cours, dans les limites imposées, à sa subjectivité, ses choix, ses motivations. Les reportages articulent des images, des entretiens et des commentaires du reporter pour renforcer leur ancrage dans la réalité. L'information se construit autant par les images qui montrent que par le commentaire du journaliste ou la parole des protagonistes qui donnent à entendre.

Cette combinaison d'images et de paroles concourt à une visée informative, de nature descriptive et explicative, sur une question donnée inscrite dans son environnement. La transmission d'informations se travaille à un premier degré de signification, en appui d'un propos bref, dépouillé et synthétique. Les reportages s'écoutent et se regardent comme des récits linéaires soucieux de la compréhension de leurs propos et de leur production de connaissance. Pour informer en captant l'adhésion du téléspectateur, la structure narrative est la forme majoritairement choisie dans les reportages. Ce travail d'« écriture » journalistique, procède par bribes d'histoires qui mettent en scène les personnages dans leur décor, ici les éducateurs dans leur cadre professionnel, afin d'atténuer l'approche abstraite, par la valorisation de détails concrets d'un vécu se rapportant à la situation ou à l'événement traités.

## Médias et travail social

L'intérêt de travailler sur les reportages télévisuels est également lié au fait qu'ils sont, le plus souvent, constitués d'images et de paroles de citoyens ordinaires peu représentés dans les médias, et guère habitués aux codes de communication audiovisuelle. Leur présence comme leur parole ne sont légitimées qu'en tant que représentants d'une catégorie sociale ou professionnelle. S'agissant des éducateurs, seule l'appartenance à leur catégorie professionnelle leur confère une habilitation à s'exprimer. Ce choix journalistique explique l'absence, dans la très large majorité des reportages, de la parole d'experts (magistrats, psychologues, médecins, sociologues...). Les connaissances expertes sont plutôt portées par les professionnels de « base », dont la légitimité s'exprime par la reconnaissance d'un savoir-faire qui passe par des pratiques relationnelles fondées sur la considération des usagers, en appui de multiples médiations. La visibilité médiatique devient alors un enjeu stratégique de reconnaissance professionnelle qui n'a pas besoin de mobiliser des compétences dans le domaine de la communication.

Ces images et ces paroles d'éducateurs sont d'autant plus précieuses que l'activité liée au travail social demeure en elle-même peu filmée. En effet, si la télévision montre de multiples professions, certaines figures du monde du travail sont souvent absentes. Celles du travail social se caractérisent à la fois par une faible

production de représentations sociales à leur endroit et une absence d'études sur leur peu de visibilité. Cet état de fait résulte de plusieurs facteurs : les professions et les associations du secteur social et médico-social n'ont pas l'habitude de solliciter les médias, aussi leurs interventions, notamment dans les journaux télévisés, demeurent exceptionnelles. Ils ne se mobilisent guère en faveur de leur visibilité. Considérant que le travail éducatif n'est guère « spectaculaire », et les réalités qui le composent peu « représentables », au regard des critères de l'information télévisuelle, les éducateurs et leurs associations sont peu enclins à développer une stratégie de communication en direction des médias.

De manière générale, les activités professionnelles liées au travail social ne font pas « événements ». En ce sens, elles ne sont pas porteuses, selon les critères dominants des politiques rédactionnelles, d'une information à même de faire l'actualité pour accéder au journal télévisé. Quand elles suscitent un intérêt, leur place se trouve réduite au strict minimum, ou reléguée à une diffusion locale. Elles ne deviennent, le plus souvent, des événements médiatiques, que par le choix des directions de rédaction. Par ailleurs, le reportage journalistique télévisuel n'a pas pour objectif de saisir la complexité du travail social dans ses différentes activités, de dévoiler le social dans ses zones grises de l'altérité, ou de produire une connaissance sociologique des situations et des acteurs liés au secteur social et médico-social. Son ambition est de fabriquer une information qui rend compte de réalités factuelles, dont la visée objective n'efface pas la dimension subjective exprimée par le point de vue du journaliste, en tant qu'expression d'un système médiatique mobilisant différentes fonctions et compétences techniques : choix et construction du sujet, éléments de filmage (cadres, lumière, des interlocuteurs...), montage du document, place accordée dans le journal télévisé selon la hiérarchie de l'information arrêtée...

### De la visibilité du travail social

Longtemps, le travail social n'était visible que par le prisme des drames de l'enfance maltraitée, des problèmes de déviance et de marginalité d'une catégorie sociale de la jeunesse. Le juge, le psychiatre, le psychologue ou le responsable d'établissement, étaient alors les figures dominantes, expertes, chargées d'expliquer les causes de ces « fléaux sociaux ». Cette tendance perdure encore aujourd'hui, accentuée par le diktat de l'audimat généré par la concurrence économique entre les chaînes de télévision, en particulier du secteur privé. Le travail éducatif est le plus souvent convoqué pour en dénoncer les pratiques indignes de professionnels et d'institutions censées prendre soin des personnes accueillies. Tout particulièrement depuis la fin des années 1990, les reportages se suivent et se ressemblent dans leurs

images comme dans leurs propos. Tous prétendent montrer des réalités jusqu'alors occultées. Le recours à la technique d'infiltration, décrivant en caméra cachée des pratiques condamnables dans les foyers éducatifs, sert à produire des éléments de preuve pour dénoncer l'omerta qui entoure les services d'Aide sociale à l'enfance. Les images montrent des éducateurs dépassés, et parfois maltraitants, des enfants en pleine détresse, dans des situations d'une extrême gravité. Ces reportages, fortement médiatisés, ont contribué à la fabrication d'une représentation et d'un discours dominants qui a pris corps sur des logiques de stigmatisation du travail social et de dénonciation des insuffisances de ses professionnels éducatifs, et qui se sont progressivement imposés au point d'influencer le cours des politiques publiques (réformes de la formation des travailleurs sociaux, de la protection de l'enfance, de la réglementation des établissements d'accueil...).

L'existence de violences institutionnelles dans le travail social, tant à l'égard des usagers que des salariés, ne fait aucun doute. Néanmoins, certains de ces reportages soulèvent au moins deux problèmes : d'une part, continuer de filmer caméra cachée ou pas, non pas un fait de guerre mais la violence exercée sur un usager, en l'occurrence un enfant, renvoie à un questionnement éthique et déontologique, conformément à l'esprit de la *Charte de Munich* de novembre 1971 (Déclaration des devoirs et des droits des journalistes) ; d'autre part, dans bien des reportages, le travail d'enquête traduit une méconnaissance du dispositif de la protection de l'enfance, ce qui entraîne une tendance à généraliser les dysfonctionnements décrits à l'ensemble de ce secteur<sup>5</sup>.

Toutefois, la représentation des éducateurs, dans les reportages télévisuels, ne se réduit pas à ces effets négatifs de médiatisation. Une autre approche s'est progressivement imposée grâce à l'émergence, dans les années 1980, de reportages centrés sur la vie quotidienne des gens ordinaires, ayant pour cadre familier la crise économique et sociale. Un certain engouement pour le traitement médiatique des questions sociales, abordées comme des problèmes de portée générale, se dessine. Il correspond à un contexte où ces sujets prennent de plus en plus de place dans les journaux télévisés. Le social est alors représenté à travers l'existence de modestes gens, en valorisant le vécu émotionnel par l'exploration des visages et l'attention portée à la voix de ceux et celles qui parlent face à la caméra. Dans le contexte de transformation politique, sociale et économique, que furent les années post 68 et celles des années de crise de 1970 et 1980, l'émergence de nouvelles préoccupations, d'expériences privées et de témoignages profanes de catégories sociales longtemps occultées, suscite le renouveau des champs d'investigation télévisuelle. Cette immersion dans de nouveaux territoires du social est favorisée par la relance de la régionalisation de la télévision, dont l'événement marquant fut la création de la troisième chaîne en 1973. L'information locale affirme davantage sa présence dans la grille des programmes avec l'accroissement des moyens financiers.

Si le travail social n'est pas en soi un objet médiatique, les situations sur lesquelles il intervient (chômage, pauvreté, difficultés d'insertion, surendettement, logement, santé...) trouvent une plus grande place dans les journaux télévisés. Parce qu'ils sont les témoins et aussi les protagonistes de ces réalités sociales pesant sur la vie des gens, les travailleurs sociaux apparaissent aux journalistes comme les interlocuteurs privilégiés de ces existences fragiles. Par cette position, ces professionnels gagnent peu à peu une présence dans les journaux télévisés. Cette visibilité fait d'eux des agents de liaison nécessaires à la « mise en scène » d'images de vies précaires, susceptibles de provoquer de l'émotion chez le téléspectateur, et de favoriser chez lui l'identification et l'empathie.

C'est donc par l'attention journalistique portée aux publics auxquels ils s'adressent que les éducateurs accèdent à la scène médiatique. La montée, toute relative, de cette médiatisation est indissociable de la construction de la visibilité sociale des populations référées au travail social. L'intérêt journalistique porté aux éducateurs leur confère une reconnaissance intersubjective, en les situant comme les acteurs primordiaux d'un espace d'interaction sociale, rendu possible par les médias. Plaçant leurs activités au centre de sa démarche, le reportage télévisuel est devenu ainsi l'espace médiatique privilégié de la mise en visibilité des éducateurs.

## Figures de l'éducateur

Le travail sur les documents audiovisuels, contenus dans cet ouvrage, n'a pas pour but d'analyser les activités des éducateurs. Il n'ambitionne pas de restituer la complexité de leurs réalités, car les éducateurs, comme tout autre groupe professionnel, ne peuvent être réduits aux représentations qui en sont faites. L'intérêt porte davantage sur la représentation journalistique du métier d'éducateur dans ses différentes composantes.

La représentation, qui est donnée des éducateurs, s'organise autour de la rencontre, de l'écoute et de récits de leurs expériences. Elle dessine les traits expressifs d'un métier aux figures multiples, en procédant par la description des caractéristiques de leur métier. Cette représentation participe à la construction d'un groupe social à travers les éléments d'identité professionnelle qui structurent les reportages : savoirs, pratiques, catégories de public, cadres institutionnels et organisationnels, modalités d'intervention, collectifs, contexte influant sur les pratiques et les modes de penser... Les éducateurs sont identifiés à leur formation spécifique (éducateur spécialisé, éducateur de justice, éducateur technique spécialisé). Il s'y déploie également la reconnaissance d'un ensemble des savoir-faire spécifiques dans certains domaines de l'action sociale (addictologie, logement, lutte contre les violences faites aux femmes, santé mentale) ou de compétences

développées à leur initiative (photo, sport, cuisine, commerce des fleurs...). Les traits de cette identité professionnelle se caractérisent également par l'expression de valeurs communes et les formes d'expression langagière qui appartiennent à la « culture » des éducateurs.

Par l'intermédiaire des publics accueillis et accompagnés, la majorité des reportages prennent le travail éducatif comme un élément central de la démarche journalistique, le plus souvent « en train de se faire », plus rarement en direct d'un journal télévisé ou dans le cadre d'une intervention en plateau d'émission. Le travail qui y est filmé a pour objet une activité, une expérience, une actualité sociale liée à la profession, à une institution ou au public accueilli, mais aussi des événements ponctuels à caractère exceptionnel ou festif (inaugurations de locaux, anniversaires...). Apparaissant dans une évolution qui court sur plusieurs décennies, le travail éducatif est le plus souvent articulé aux relations avec les usagers, aux modalités d'organisation, de fonctionnement, et aux projets qui les soutiennent. Si certains secteurs d'activité, pratiques professionnelles, catégories de population accueillies ou situations institutionnelles, sont inégalement représentés voire absents dans la production de ces reportages, la représentation de ce travail éducatif traduit, néanmoins, ses réalités variées de manière concrète, perceptible et compréhensible, pour les rendre largement visibles ; le souci étant d'apporter une information sur un univers professionnel accessible aux téléspectateurs qui en sont, plus ou moins, éloignés.

### Une évolution socio-historique

Les sujets explorés dans ces reportages donnent à voir et à entendre l'évolution historique d'une profession et, au-delà, du travail social. Leur lecture socio-historique permet de mesurer les mutations qui les ont traversés : ouverture à de nouveaux publics, adaptation à une diversité de situations sociales et médico-sociales, changements dans les modes de prise en charge... Cette vision historique nous permet de mieux percevoir les implications du travail social dans l'évolution des politiques publiques. Certains thèmes soulignent l'importance de cette contextualisation, ultérieure à l'institutionnalisation de la profession d'éducateur, marquée par la signature de la convention collective nationale de mars 1966 et la création du diplôme national en 1967.

Dans les années 1970, les idées nées de Mai 68 ont exercé une influence considérable dans le travail social. La mise en crise généralisée de la représentation des institutions et la constatation des pouvoirs incarnant l'ordre social, portées par ce mouvement social de masse, se traduisent dans les reportages par l'émergence de la conflictualité (parfois avec occupation de locaux) autour de la formation, des

conditions de travail, de la syndicalisation, de la remise en cause de la domination du pouvoir médical, du refus de la vision traditionnelle du social, de l'ouverture des structures vers l'extérieur...

Les deux lois du 30 juin 1975 (loi relative aux institutions sociales et médico-sociales et loi d'orientation en faveur des personnes handicapées) ont introduit une profonde dynamique dans le travail social : structuration du secteur médico-social par une indépendance au champ hospitalier ; création de nouveaux établissements et services sociaux et médico-sociaux ; développement de nouvelles modalités d'accueil et d'accompagnement des personnes dans les domaines du logement, de l'éducation, de la pédagogie, du soin, de la formation, du travail, de l'insertion sociale...

La décentralisation a produit de profonds changements, dont les effets apparaissent néanmoins en creux : repositionnement des foyers départementaux de l'enfance ; implantation de petites structures à proximité des familles ; développement des actions de prévention ; attention plus soutenue à l'égard des maisons d'enfants à caractère social et des foyers en direction des personnes handicapées ; apparition des élus et des institutions du Département...

La « politique de la ville », en tant que programmes de coproduction entre la Ville, l'État et les acteurs, publics et privés, a permis la visibilité de la prévention spécialisée dans les quartiers, en lien avec les habitants. Y sont évoqués les problèmes liés à la drogue, à la délinquance, à l'insalubrité des logements, mais aussi les actions et les projets des populations impliquant les habitants.

L'augmentation importante de la pauvreté dans les années 1980 a donné lieu à une abondante production de textes législatifs et à une multitude de dispositifs. Les travailleurs sociaux se sont investis dans cette évolution des politiques sociales, en prenant part notamment à la lutte contre l'exclusion, l'urgence sociale ; l'hébergement d'insertion et le logement adapté ; l'insertion par l'économie, l'accompagnement vers la formation et l'emploi. Certains reportages insistent sur les modalités d'interventions (SAMU social, Services d'accueil et d'orientation, Équipes mobiles, Hébergement d'urgence...) ; d'autres sur la dénonciation, notamment par des mobilisations et des journées de grève, des restrictions budgétaires décidées par l'État, du manque criant de moyens face l'ampleur des situations d'urgence, en particulier durant les périodes hivernales...

Les questions relatives à la protection judiciaire de la jeunesse sont présentes dans de nombreux reportages, pour évoquer les enjeux relatifs à la lutte contre la délinquance des mineurs ; le durcissement constant de la politique pénale en direction de ces jeunes, par la remise en cause des principes fondamentaux de l'ordonnance de 1945 ; les mobilisations contre ce recentrage de la protection de la jeunesse vers le pénal (atteinte au primat de l'éducatif sur le répressif avec notamment la fixation de la majorité pénale à 12 ans...) ; la transformation de

structures éducatives en centres d'incarcération ; la situation des personnels d'éducation de la protection judiciaire de la jeunesse (évolution des conditions d'exercice de la profession éducative, absence de revalorisation du statut, formation, rémunération, difficultés de recrutement)...

Les politiques publiques ont fortement marqué, au cours des dernières décennies, les pratiques du travail social dans des domaines qui se sont constitués en problèmes publics, à travers des textes législatifs et des programmes d'action. S'agissant de la politique en faveur de l'autisme, les pratiques s'appuient sur la création de classes accueillant des élèves autistes, ou dans le cadre de places en établissements médico-sociaux alternatifs à la psychiatrie. De nouvelles pratiques de soins, d'éducation et de pédagogie, se déploient avec des approches diverses d'inspiration psychanalytique ou comportementale...

Depuis longtemps, le travail social a pris part à la lutte contre les addictologies. Les pratiques professionnelles, souvent pionnières, ont été marginales avant de gagner en légitimité, en apportant leur contribution à ce champ de la santé publique, à travers le développement de modalités d'intervention auprès des publics concernés. Dans le domaine des politiques de l'immigration et de l'asile, les professionnels et les associations se sont inscrits en permanence dans les dispositifs d'accueil et d'intégration, considérant que cette implication relève de la mission du travail social. Toutefois, le contexte et parfois la visée de ces politiques étatiques soulèvent des tensions, et provoquent des contradictions chez les travailleurs sociaux, au regard d'une éthique professionnelle et de la réalité quotidienne des migrants. La lutte contre la délinquance et plus récemment contre le radicalisme islamiste, dont les textes législatifs et les programmes nationaux se sont succédés, a provoqué de vives réactions chez les éducateurs, quant à la compatibilité de leur mission avec l'impératif sécuritaire et la lutte contre le terrorisme. Dans la prise en compte des violences conjugales, en tant que problème public, les travailleurs sociaux ont joué un rôle primordial, passant parfois du militantisme au professionnalisme, par la création de structures d'écoute, de soutien psychologique, d'hébergement ou encore le développement d'actions d'insertion et d'autonomie.

Les enjeux liés à la formation traversent également ces reportages, en centrant les préoccupations sur le financement des études et les mobilisations qu'elles ont provoquées. La suppression en 1992 des crédits du fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale, affectés aux dépenses de formation et de rémunération des stagiaires sous convention nationale, comme les enjeux ayant entourés la gratification des stages, ont provoqué des situations de précarité. Il est également question des difficultés rencontrées par les jeunes se formant en Belgique, ne possédant pas le baccalauréat ou ayant échoué à plusieurs aux épreuves d'admission en formation en France.

Ces reportages n'occulent pas certaines conditions de travail des salariés, caractérisées par des violences institutionnelles (agression physique, pression psychologique, suicide, restructuration d'établissement, projet de licenciement, dégradation des conditions d'hébergements, insécurité...). Pour autant, ces réalités ne privent pas de signification les pratiques et les expériences qui foisonnent dans ces reportages télévisés : insertion d'enfants handicapés en établissements scolaires ; démarches pédagogiques variées ; projet maritime ; antenne ou unité mobile dans le secteur de l'addictologie ; semaine chantier de restauration du patrimoine (château) ; préparation de mineurs et jeunes majeurs à la vie active ; investissement dans de nouvelles questions (pratiques sociales alternatives à l'hôpital psychiatrique ; projets de coopération européenne ; recours à de nouveaux supports : photographie, Scène slam, rap, traversée européenne à moto, gastronomie...) ; ou encore, investissement du travail éducatif dans de nouveaux cadres institutionnels (hôpital, centre d'action médico-sociale précoce, commissariat, classes scolaires, commissariat de Police...).

Il y a dans la vision de ces documents une réinscription de la pratique éducative dans une réinvention d'un quotidien qui agit silencieusement, invisiblement, modestement et banalement. Leurs images décèlent une créativité permanente du travail social qui réside dans des actes qui instituent la visibilité de la pensée et de l'agir. Des actes qui donnent corps à une trame du quotidien, en tant que texture composée de pratiques, de langages, de gestes, de récits, de subjectivités, qui ne cessent de se confronter à l'épreuve de l'altérité. Car dans ces pratiques filmées, où la parole et le visage, dans leurs propres expressions, s'offrent à la rencontre, c'est toujours la relation aux autres (usagers) qui ouvre à cette part de notre d'humanité.

Par cette mise en perspective des enjeux et des pratiques professionnelles, l'utilisation de ces documents audiovisuels acquiert une fonction ressource précieuse ; ils constituent ainsi une source d'exploitation d'une grande richesse pour éclairer la dimension historique des questions liées au travail social et contribuer à une compréhension de l'évolution du métier d'éducateur. Les pratiques et les expériences, qui rendent manifestes les engagements collectifs et individuels, assurent le fonds d'une culture professionnelle. Elles deviennent alors des valeurs fondatrices, en acquérant une signification particulière, en raison du caractère marquant des expériences collectives inscrites dans les mémoires. La mise en articulation du passé et du présent facilite la perception des données nouvelles, des persistances du passé, du conjoncturel, du structurel, du général et du singulier ; les pratiques et les expériences passées sont interprétées à la lumière des réalités d'aujourd'hui : nouvelles, incertaines et en devenir.

Les images et les paroles, contenues dans ces reportages, témoignent de réalités quotidiennes du travail social, au cours d'un demi-siècle. Elles viennent nous rappeler que les éducateurs sont porteurs d'un capital de savoirs, d'expériences,

d'histoires et de discours, plus ou moins reconnus. Loin de refléter l'hétérogénéité et les difficultés de la profession, la mise en images et en mots de leurs engagements professionnels, de leurs capacités à dire leur travail, permet toutefois de comprendre les fondements de leurs pratiques. Elle contribue à modifier le regard porté sur le métier, par la construction d'une représentation audiovisuelle positive des figures de l'éducateur. Échappant aux stéréotypes et aux clichés, cette représentation participe pleinement à la production médiatique d'une visibilité sociale de ce groupe professionnel.

Ce catalogue accompagne cette visibilité sociale, en contribuant à la transmission d'une mémoire plurielle du travail social. Son objectif ne revient pas à mythifier des expériences et des engagements d'un prétendu « âge d'or ». Dans un contexte où le rapport à l'héritage du travail social ne va pas de soi, il est de notre responsabilité de mobiliser les récits constitutifs de son histoire, et de saisir les traces vivantes du passé, afin de rendre intelligible le présent<sup>6</sup>.

1. Christian Papinot, Marc Perrenoud , « Le travail à l'écran. Mise en scène des groupes professionnels par les médias » [en ligne], *Images du travail, travail des images* n°5 | 2018 : <http://journals.openedition.org/itti/797>.  
Sur les enjeux liés à l'analyse des images des groupes professionnels, se reporter aux travaux de la revue électronique semestrielle en libre accès *Images du travail, travail des images* : <https://journals.openedition.org/itti/>.
2. Patrick Champagne, « La construction médiatique des < malaises sociaux > », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 90, décembre 1991. La souffrance. pp. 64-76.
3. Yannick Lebtahi « Une télévision régionale ? De la genèse à l'institutionnalisation », dans François Jost (sous la direction), *Années 70 : la télévision en jeu*, Paris, CNRS Éditions, 2005.
4. LINA éclaire l'actu : Lancement du journal télévisé Nord Actualités.
5. Cf. notamment le reportage intitulé « Enfants placés, les sacrifiés de la République » de Sylvain Louvet, diffusé en janvier 2019 par France 3. Le reportage se conclut par ces termes du réalisateur : « Après des mois d'enquête, je me demande si l'ASE joue pleinement son rôle. En échouant souvent à sa mission de protection, notre pays ne fabrique-t-il pas une bombe à retardement ? »  
Un an après, janvier 2020, la chaîne privée M6 programme un reportage de Jean-Charles Doria intitulé : « Mineurs en danger, enquête sur les scandaleuses défaillances de l'Aide sociale à l'enfance » dont le propos se termine par ce constat : « Aujourd'hui en France, seules quelques structures allient le soin et la protection de l'enfance pour ces enfants abîmés. » Contrairement à la surreprésentation médiatique de la violence institutionnelle, celle-ci occupe une place restreinte dans les reportages figurant dans ce catalogue, à l'image de la réalité majoritaire des établissements sociaux et médico-sociaux.  
Cf. également dans une perspective historique : Samuel Boussion, De l'honneur d'une profession. Les éducateurs face aux affaires et à leur retentissement médiatique (1945-1965), [en ligne] *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* n°13, 2011 : <https://journals.openedition.org/rhei/3233>. Sophie Victorien, « L'Affaire Polac » : Chronique d'une dénonciation de la violence institutionnelle [en ligne], *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* n°13 : <https://journals.openedition.org/rhei/3234>
6. François Hartog. *Régimes d'historicité : présentisme et expériences du temps*. Paris, Seuil, 2003.



# Modalités de consultation et d'utilisation des documents

## Modalités de consultation

Les archives sélectionnées dans ce catalogue proviennent de l'Inathèque, qui est le service de consultation des archives audiovisuelles de l'INA et des fonds du dépôt légal de l'audiovisuel français.

Se présentant comme une base de données sur un poste informatique dédié, l'Inathèque est disponible à la consultation pour tous les usagers, à partir de postes de consultation partout en France. Pour retrouver votre lieu de consultation le plus proche : <http://www.inatheque.fr/consultation.html>

Deux types de lieux existent, le lieu de consultation experte dans les centres régionaux INA permettant de profiter de l'accompagnement des équipes, d'outils d'aide à l'analyse et d'un environnement de travail numérique personnel, et le lieu de consultation autonome, installé dans des médiathèques, cinémathèques et bibliothèques universitaires.

Afin de faciliter la consultation experte dans une délégation régionale INA, une pré-accréditation est disponible sur leur site internet. Celle-ci permet de préciser votre sujet et le contexte de votre recherche.

Dans le cadre de ce catalogue, nous vous invitons à passer par l'interface PCM (Poste de consultation multimédia) pour effectuer vos recherches dans la mesure où elle permet une consultation autonome et accessible.

Vous pouvez également naviguer sur l'interface de consultation SLAV (Station de lecture audiovisuelle) pour effectuer une consultation experte. Nous vous invitons à échanger avec les équipes documentaires et techniques de l'INA pour de plus amples explications.

Afin de retrouver et visionner un document répertorié dans le catalogue ci-dessous, il suffira, via l'interface PCM, d'entrer le titre du document dans la barre de recherche principale.

## Modalités de réutilisation

Pour tout souhait d'usage (commercial, pédagogique, loisir) ou d'achat, veuillez-vous rapprocher de la délégation régionale INA Hauts-de-France par mail ([ina-lille@ina.fr](mailto:ina-lille@ina.fr)) ou par téléphone au 03.20.38.82.60.



# Lieux de consultation dans les Hauts-de-France

## Centre de consultation de Lille - INA NORD

- Adresse : 21 Rue Edgar Quinet, 59200 Tourcoing
- Jours et horaires d'ouverture : Du lundi au vendredi de 10h à 18h. Sur rendez-vous.
- Courriel : [ina-lille@ina.fr](mailto:ina-lille@ina.fr)
- Téléphone : 03 20 38 82 60
- Site internet : <http://www.inatheque.fr/consultation/centre-de-consultation-lille.html>

## Bibliothèque Universitaire SHS Pont de Bois Lille

- Adresse : Rue du Barreau, 59650 Villeneuve d'Ascq
- Le poste de consultation se trouve au rez-de-chaussée au sein de l'Espace recherche. Sur inscription, casque audio prêté contre le dépôt d'une Carte Étudiante Multiservices (CMS) ou de la carte de bibliothèque.
- Jours et horaires d'ouverture : Du lundi au vendredi 9 heures - 18 heures. Fermé le samedi et le dimanche. Horaires réduits pendant les pauses pédagogiques (voir le site internet). Fermeture en été et à Noël (voir le site internet).
- Courriel : [scd-ina@univ-lille.fr](mailto:scd-ina@univ-lille.fr)
- Téléphone : 03 20 41 70 00
- Site internet : <https://www.univ-lille3.fr/bibliotheques/>

## LILLIAD Learning Center Innovation - Université de Lille

- Adresse : Cité scientifique, Avenue Henri Poincaré, 59650 Villeneuve d'Ascq. Le poste de consultation est situé au 1er étage. Sur accréditation, passage obligatoire par l'accueil au rez-de-chaussée.
- Jours et horaires d'ouverture : Du lundi au samedi 8h - 20h Fermé le dimanche. Horaires élargis/réduits en période de révisions/d'interruption pédagogique (voir le site internet).
- Courriel : <https://lilliad.univ-lille.fr/contact>
- Téléphone : 03 20 43 44 20
- Site internet : <https://lilliad.univ-lille.fr/>



## Les années 1960-1970



## Chronologie législative : 1956-1979

1956

- Création du Code de la famille et de l'Aide Sociale qui deviendra en 2000 Code de l'Action Sociale et des familles (CASF)

1958

- Ordonnance n°58-1301 du 23 décembre 1958 relative à l'enfance et l'adolescence en danger.
- Décret n°58-912 du 27 septembre 1958 relatif à la création au ministère de l'Education nationale d'un Haut-commissariat à la Jeunesse et aux Sports

1959

- Décret n°59-100 du 7 janvier 1959 relatif à la protection sociale de l'enfance en danger.

1962

- Inscription de l'Éducation surveillée au IV<sup>e</sup> Plan. L'équipement en milieu ouvert est privilégié.
- « Politique de la vieillesse » : rapport de la Commission d'étude des problèmes de la vieillesse présidé par Pierre Laroque.

1963

- Arrêté du 14 mars 1963 portant création du comité national des clubs et équipes de prévention contre l'inadaptation sociale de la jeunesse.
- Arrêté du 9 avril 1963 créant l'école d'État d'éducateurs de l'éducation surveillée située à Savigny-sur-Orge.
- Loi n°63-775 du 31 juillet 1963 créant allocation d'éducation spécialisée (AES) pour mineurs infirmes.

1964

- Décret du 30 juillet relatif à la création des Directions départementales de l'action sanitaire et sociale qui prirent le nom de Directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS) par un décret du 22 avril 1977.

1966

- Décret n°66-62 du 20 janvier 1966 relatif aux attributions du ministre des Affaires sociales (attributions précédemment dévolues au ministre du travail et au ministre de la Santé publique).

- Convention collective nationale de l'enfance et de l'adolescence inadaptée du 15 mars 1966. En 1981, elle devient : « Convention collective nationale du travail des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées ».
- Décret n°66-268 du 2 mai 1966 transférant au ministre des Affaires sociales les attributions dans le domaine de l'action sociale en faveur des travailleurs étrangers.
- Décret n°66-388 du 13 juin 1966 relatif à la tutelle administrative des associations, Fondations et congrégations.
- Décret du 6 juillet 1966 créant la direction de la population et des migrations (DPM).
- Loi n°66-500 du 11 juillet 1966 portant réforme de l'adoption remplace la légitimation adoptive par l'adoption plénière.

### 1967

- Décret n°67-138 du 22 février 1967 instituant un diplôme d'État d'éducateur spécialisé (DEES).
- Décret n°67-390 du 11 mai 1967 portant regroupement des services d'inspection générale du ministère des affaires sociales au sein de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS).
- Rapport Bloch-Lainé au Premier ministre intitulé « Étude du problème général de l'inadaptation des personnes handicapées », qui ouvre la voie au texte d'orientation de 1975.
- Ordonnance du 13 juillet 1967 créant l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) placée sous l'autorité du ministère des affaires sociales.
- Loi n°67-1176 du 28 décembre 1967 relative à la régulation des naissances établissant le droit à la contraception (dite loi Neuwirth).

### 1968

- Accords de Grenelle : augmentation de 25 % du SMIG et de 10 % en moyenne des salaires réels, réduction du temps de travail, création de la section syndicale d'entreprise...
- Loi n°68-1179 du 27 décembre 1968 relative à l'exercice du droit syndical dans les entreprises.
- Loi n°68-5 du 3 janvier 1968 portant réforme du droit des incapables majeurs.

### 1969

- Loi n°69-434 du 16 mai 1969 portant à quatre semaines la durée minimum des congés payés annuels.

### 1970

- Loi n°70-459 du 4 juin 1970 relative à l'autorité parentale.
- Loi n°70-643 du 17 juillet 1970 crée le contrôle judiciaire. Elle interdit la détention provisoire même si le juge d'instruction peut la décider en matière criminelle, pour les mineurs de 13 ans.
- Loi n°70-1320 du 31 décembre 1970 relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie, et à la répression du trafic et de l'usage illicite des substances vénéneuses.

### 1971

- Loi n°71-563 de ce 13 juillet 1971 relative à diverses mesures en faveur des handicapés, crée deux allocations : l'allocation aux mineurs handicapés destinée aux enfants exclus du bénéfice de l'allocation d'éducation spéciale et l'allocation aux adultes handicapés (AAH).
- Loi n°71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente.
- L'École nationale de formation des personnels de l'éducation surveillée (ENFPES) remplace le Centre de formation et d'études de l'éducation surveillée.

### 1972

- Loi n°72-3 du 3 janvier 1972 sur la filiation.
- Rapport DUPONT-FAUVILLE « Pour une réforme de l'aide sociale à l'enfance ».
- Arrêté du 4 juillet 1972 relatif aux clubs et équipes de prévention.

### 1973

- Décret n°73-73 du 13 janvier 1973 instituant un diplôme d'État d'éducateur de jeunes enfants.

### 1974

- Loi n°74-631 du 5 juillet 1974 fixant à dix-huit ans l'âge de la majorité.
- Loi n°74-955 du 19 novembre étendant l'aide sociale à de nouvelles catégories de bénéficiaires et modifiant diverses dispositions du Code de la famille et de l'aide sociale et du Code du travail, créant les Centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS).

### 1975

- Loi n°75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) (dite loi Veil) adoptée pour une période de 5 ans.

- Décret n°75-96 du 18 février 1975 fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur de jeunes majeurs.
- Loi 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées. Elle fixe le cadre juridique de l'action des pouvoirs publics.
- Loi 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales.
- Décret n°75-1118 du 2 décembre 1975 relatif à la protection sociale de l'enfance en danger.

#### 1976

- Décret n°76-47 du 12 janvier 1976 instituant le certificat d'aptitude aux fonctions d'éducateur technique spécialisé : Diplôme d'État d'éducateur technique spécialisé (CAFTES).
- Décret 76-526 du 15 juin 1976 portant application des articles 185 et 185-3 du Code de la famille et de l'aide sociale, étendant l'aide sociale à de nouvelles catégories de bénéficiaires et relatif aux centres d'hébergement et de réadaptation.

#### 1977

- Décret n°77-213 ou/et 214 du 2 mars 1977 fixant les débuts de la régionalisation des services de l'Éducation surveillée.
- Décret n°77-1546 du 31 décembre relatif aux centres d'aide par le travail prévu à l'article 167 du Code de la famille et de l'aide sociale.

#### 1978

- Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dite loi informatique et libertés) créant la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).
- Loi n°78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, créant la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).
- Abandon des centres d'observation fermés ou de sécurité de l'Éducation Surveillée (Juvisy, Épernay).

#### 1979

- Fermeture des centres spéciaux d'observation de l'Éducation surveillée (CSOES) en milieu carcéral.

# 1 Enquête sur l'enfance délinquante



- Secteur : Protection enfance
- Public : Mineurs sous mesure de protection administrative et judiciaire
- Établissement : Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) – Section apprentissage.
- Ville : Phalempin
- Département : Nord (59)

- 
- Date de diffusion : 13.10.1966
  - Heure de diffusion : 19:40:05
  - Durée : 00:08:02
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : Nord actualités télé
  - Genre : Magazine : Journal télévisé
  - Identifiant INA : RCF99003772

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Monsieur le Juge Allaert, Vice-président du Tribunal de Lille présente l'enquête sur l'enfance délinquante. Enquête sur le travail des éducateurs au Centre d'apprentissage artisanal de sauvegardes de l'enfance et de l'adolescence de Phalempin (Nord).

## Commentaire Cnahes

Le métier d'éducateur est ici abordé dans le cadre d'une journée portes ouvertes du Centre des Apprentissages de Phalempin, géré par la Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence du Nord. Cet établissement accueille, selon son directeur, des mineurs de 14 à 20 ans relevant d'une mesure de protection administrative ou judiciaire. Le travail éducatif prend appui sur l'apprentissage et l'orientation professionnelle. Le rôle de l'éducateur vise à « donner aux jeunes la possibilité de vivre de son métier ». Dans cette optique, le reportage donne la parole à des responsables d'entreprises recevant ces jeunes en stage ou en emploi. Portant sur eux un regard bienveillant, ils insistent sur la nécessité de les mettre en confiance.

## 2 Amiens : licenciement de 5 éducateurs

- Secteur : Formation professionnelle en travail social
- Public : Étudiants en travail social
- Établissement : Établissement de formation en travail social
- Autres métiers : Formateurs, directeur
- Ville : Amiens
- Département : Oise (60)

- 
- Date de diffusion : 09/04/1974
  - Heure de diffusion : 19:21:00
  - Durée : 00:04:05
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : Picardie Actualités
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : RCC8905024232



**Résumé documentaire** Source : France3 Régions

Absence de résumé

### Commentaire Cnahes

Grève et occupation des locaux de l'Institut Régional de Formation d'Amiens par les élèves en formation et le personnel, suite à des licenciements de formateurs pour « agissements incompatibles avec la fonction d'éducateurs de l'enfance inadaptée », selon le directeur ; pour les grévistes aucun motif officiel juridique n'a été fourni. Le texte des affiches de protestation : « École d'éducateurs d'Amiens IRFFE le directeur M. Malineau a dit non à la création d'une section syndicale, à la liberté d'expression. Résultat 5 instructeurs licenciés, 3 autres menacés. Ras le bol des éducateurs en formation. » Le reportage porte également sur la dénonciation des conditions de formation et sur l'évocation du malaise institutionnel.



## Les années 1980



## Chronologie législative : 1980-1989

### 1980

- Rapport Bianco-Lamy intitulé : « L'aide sociale à l'enfance demain. Contribution à une politique de réduction des inégalités ».

### 1981

- Circulaire n°81-5 du 23 janvier 1981 relative à la nouvelle politique de l'aide sociale à l'enfance.
- 10 mai 1981 élection du candidat socialiste, François Mitterrand, à la présidence.

### 1982

- Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (premier texte des « lois Deferre » instaurant une nouvelle articulation des pouvoirs entre l'État, les régions, les départements et les communes).
- Circulaire du 28 mai 1982 de Nicole Questiaux, alors ministre de la solidarité, intitulée « Orientations principales sur le travail social ».
- Loi n°82-915 du 28 octobre 1982 relative au développement des institutions représentatives du personnel, dite « loi Auroux ».
- Loi du 13 novembre 1982 relative à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail. Elle instaure une obligation de négociation annuelle sur les salaires, la durée et l'organisation du travail, tant au niveau de la branche que de l'entreprise.
- Loi n°82-1097 du 23 décembre 1982 relative aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

### 1983

- Ordonnance du 26 mars 1983 fixant l'âge légal de la retraite à 60 ans à partir du 1<sup>er</sup> avril 1983.
- Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, complétée par celle du 22 juillet 1983.

### 1984

- Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale
- Loi n°84-422 du 6 juin 1984 relative aux droits des familles dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance, et au

statut des pupilles de l'État.

### 1985

- Décret n°85-936 du 23 août 1985 relatif aux droits des familles dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance.
- Décret n°85-937 du 23 août 1985 relatif au conseil de famille des pupilles de l'État.
- Loi du 30 décembre 1985 promulguant l'obligation pour les magistrats de consulter le service de l'Éducation surveillée pour tous les mineurs risquant d'être mis en détention provisoire (art. 12 de l'ordonnance du 2 février 1945).

### 1986

- Loi n°86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation d'action sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé.

### 1987

- Loi n°87-570 du 22 juillet 1987 sur l'exercice de l'autorité parentale.
- Arrêté 30 juillet 1987 portant création des services éducatifs auprès des tribunaux pour enfants (SEAT). Héritiers des services d'orientation éducative et des services de liberté surveillée.
- Loi n°87-517 du 10 juillet 1987 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés.

### 1988

- Loi n°88-1088 du 1er décembre 1988, relative au revenu minimum d'insertion (RMI).
- Décret n°88-949 du 6 octobre 1988 relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs.

### 1989

- Loi n°89-18 du 13 janvier 1989 portant diverses mesures d'ordre social (amendement Creton).
- Loi n°89-487 du 10 juillet 1989 relative à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance.
- Loi n°89-486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation
- Adoption, dans le cadre des Nations Unies, de la Convention internationale des droits de l'enfant. La France ratifie la Convention le 8 août 1990.
- Décret n°89-601 du 28 août 1989 instituant un certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement social (CAFDES).
- Décret n°89-798 du 27 octobre 1989 portant révision des annexes XXIV.

## 3 Foyer éducatif à Dunkerque : enfants difficiles



- Secteur : Protection enfance
- Public : Mineurs sous mesure de protection administrative et judiciaire
- Établissement : MECS – Section apprentissage
- Autre métier : Directeur
- Ville : Dunkerque
- Département : Nord (59)

En accès libre à l'adresse :

<https://sites.ina.fr/educateur-specialise/>  
<https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/5/medias/RCC99008192>

- Date de diffusion : 16/04/1980
- Heure de diffusion : 19:20:06
- Durée : 00:04:20
- Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
- Collection : JT FR3 Nord Pas de Calais
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : RCC99008192

**Résumé documentaire** Source : France3 Régions

Dunkerque : Foyer éducatif : association d'action éducative : enfants difficiles

### Commentaire Cnahes

Présentation du foyer éducatif dépendant de l'Association d'Action Éducative (AAE) dont le siège est situé à Dunkerque, centré sur l'ouverture à l'extérieur, l'autonomie, l'intégration sociale par la formation en ateliers d'apprentissage (menuiserie, peinture, cuisine...), et l'accès à la vie active.

## 4 Amiens : activités des éducateurs de prévention contre la délinquance

- Secteur : Prévention Spécialisée
- Public : Jeunes et habitants de quartier populaire
- Établissement : Club de prévention spécialisée
- Ville : Amiens
- Département : Somme (80)

En accès libre à l'adresse :

<https://sites.ina.fr/educateur-specialise/>

<https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/5/medias/RCC8905213470>

- Date de diffusion : 03/06/1980
- Heure de diffusion : 20:03:15
- Durée : 00:04:45
- Chaîne : France 3 Picardie
- Collection : JT FR3 Picardie
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : RCC8905213470



**Résumé documentaire** Source : France3 Régions

Absence de résumé

### Commentaire Cnahes

Immersion dans le quartier Victorine Autier d'Amiens où insécurité et insalubrité règnent selon le commentaire en voix off du journaliste. Les immeubles y logent 1500 personnes, pour la plupart des étrangers. C'est dans cet environnement à l'abandon que trois éducateurs mettent en place des initiatives avec des ateliers pour les jeunes adolescents ou des ateliers d'alphabétisation. Le reportage est centré sur la description des difficultés du quartier, en appui de divers témoignages. Celui d'une habitante qui évoque la dégradation de la propreté, les rapports de voisinage et l'insécurité. Et ceux d'éducateurs de prévention spécialisée. Ils soulignent l'importance de la population immigrée (sept nationalités) dont la langue constitue un frein à la rencontre entre habitants. Ils insistent sur un quartier laissé à l'abandon par l'administration. Ils évoquent leurs actions visant l'initiative des habitants, malgré les limites liées au contexte social : divers ateliers sont proposés aux jeunes et des cours d'alphabétisation en direction des adultes ne sachant pas ou peu lire et écrire.

## 5 Centre médico adaptatif à Montigny en Ostrevent



- Secteur : Handicap
- Public : Enfants en situation de polyhandicap
- Établissement : Institut Medico éducatif (IME)
- Ville : Montigny-en-Ostrevent
- Département : Pas-de-Calais (62)

En accès libre à l'adresse :

<https://sites.ina.fr/educateur-specialise/>

<https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/6/medias/RCC00000226>

- Date de diffusion : 29/04/1981
- Heure de diffusion : 19:20:04
- Durée : 00:03:22
- Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
- Collection : JT FR3 Nord Pas de Calais
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : RCC00000226

### Résumé documentaire Source : France3 Régions

Le centre médico adaptatif à Montigny-en-Ostrevent accueille des enfants polyhandicapés. L'enfant participe à sa rééducation dans un mode de vie de type familial. Les éducateurs et les psychiatres participent à faire progresser les enfants vers l'autonomie.

### Commentaire Cnahes

Le reportage insiste sur l'originalité de l'établissement géré par l'APEI (Association de Parents et d'Amis de Personnes Handicapées Mentales) du Douaisis. Unique en France, il est considéré comme « pilote » dans l'accueil d'enfants en situation de polyhandicap. La figure de l'éducateur est représentée en survol (quelques plans d'activités avec des enfants). Il y est fait référence dans la présentation de l'équipe pluridisciplinaire, soulignant la place centrale occupée par les éducateurs.

## 6 Liancourt : grévistes établissements des polyhandicapés

- Secteur : Handicap
- Public : Enfants en situation de polyhandicap
- Établissement : Institut socio-éducatif (EME)
- Ville : Liancourt
- Département : Pas-de-Calais (62)

- 
- Date de diffusion : 01/12/1981
  - Heure de diffusion : 19:20:04
  - Durée : 00:02:20
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : JT FR3 Picardie
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : RCC9502270493



**Résumé documentaire** Source : France3 Régions

Absence de résumé

### Commentaire Cnahes

Conflit au sein de l'E.M.E « La Montagne » opposant le service éducatif et le secteur médical. Le personnel éducatif refuse que l'établissement devienne « le gendarme médicalisé » où l'on ne fait que soigner les enfants, sans leur apporter une ouverture vers l'extérieur, au prétexte qu'ils sont fort « atteints ». Le conflit porte également sur la question des postes éducatifs budgétisés non pourvus ou pourvus par du personnel non qualifié, ainsi que sur des postes infirmiers inoccupés. Dépendant de l'association Comité d'Études, d'Éducation et de Soins Auprès des Personnes Polyhandicapées (CESAP), l'établissement qui a ouvert ses portes en 1970, a fermé en 2014, à la suite d'une restructuration. Le conflit porte également sur le projet de licenciement qui intervient dans un contexte de crise ouverte avec la direction concernant les conditions de travail.

# 7 Escale pour l'espoir : les foyers de l'enfance



- Secteur : Protection de l'enfance
- Publics : Mineurs sous protection administrative et judiciaire
- Établissements : Foyer de l'Enfance, Foyer mère-enfant
- Autres métiers : Chefs de service
- Villes : Lille, Caudry, Monceau Saint Waast
- Département : Nord (59)

En accès libre à l'adresse :

<https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/6/medias/R17251924>

- Date de diffusion : 07/06/1985
- Heure de diffusion : 00:00:00
- Durée : 00:17:00
- Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
- Collection : Singulier Pluriel
- Genre : Reportage
- Identifiant INA : RCCO2012543

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Ce reportage « Escale pour l'espoir » est consacré aux foyers pour les jeunes dans la région suite à la nouvelle politique d'action sociale du département.

## Commentaire Cnahes

Présentation du foyer l'Escal, service d'accueil d'urgence autonome, ouvert 24/24, géré par le Foyer de l'Enfance, rue d'Esquermes à Lille, actuelle Maison de l'Enfance et de la Famille dépendant de l'EPDSEA (Établissement Public Départemental pour Soutenir, Accompagner, Éduquer). Le reportage articule les témoignages de jeunes accueillis et de trois professionnels : Marie Claire Vigreux, éducatrice spécialisée, Jean Luc Chapheau et Jo Kurek, tous deux chefs de service éducatif. Ils décrivent avec précision le travail éducatif qui s'y réalise, étayé par une réflexion portant sur les enjeux du placement et de ses réalités antérieures. Ce service est resitué dans le contexte de la politique de décentralisation : création de l'Établissement Public Départemental, implantation de petites structures telle que le foyer de Caudry, plus proches des parents, entraînant le passage de la ville à la campagne et de nouvelles modalités de travail.

Cf. aussi le document « Conditions de vie dans un foyer de l'enfance à Lille depuis 1968 » du 07 juin 1985 d'une durée de 4 min 9s. En accès libre à l'adresse : <https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/2/medias/R17251925>

## 8 Saint-Omer : réinsertion handicapés milieu urbain



- Secteur : Handicap
- Public : Jeunes en situation de handicap
- Établissement : Appartement thérapeutique
- Ville : Saint-Omer
- Département : Pas-de-Calais (62)

- 
- Date de diffusion : 24/02/1987
  - Heure de diffusion : 20:11:02
  - Durée : 00:02:33
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : JT soir Nord Pas de Calais
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : LLC8703110585

### Résumé documentaire Source : France3 Régions

Comment leur permettre de trouver un emploi : réinsertion des handicapés en milieu urbain, le centre médico éducatif de Saint-Omer a lancé une expérience de vie sociale dans un appartement collectif. On suit quatre jeunes handicapés dans l'expérience de la vie active. Appartement collectif, aux travaux ménagers : cuisine, préparation plat de pâtes, mise du couvert. Interview Jérôme (17 ans) handicapé. À table, le petit groupe pendant repas avec l'éducateur spécialisé. Tableau avec menu établi pour la semaine et gestion du budget de 14 francs par jour et par personne. Chambre des jeunes avec lits individuels. Repassage du linge.

### Commentaire Cnahes

Il s'agit d'une expérience portant sur la préparation de mineurs et jeunes majeurs à la vie active, dans le cadre d'un accès temporaire à un appartement thérapeutique accueillant quatre mineurs et des jeunes majeurs. Le reportage est centré sur les moments quotidiens de vie collective au sein de ce cadre de logement transitoire et sur l'intérêt d'une telle expérience dans la préparation à l'autonomie sociale des jeunes. Gilles Rogin, éducateur, explique toute l'importance du travail d'accompagnement socio-éducatif vers cette autonomie sociale.

## 9 Doullens : centre d'éducation pour handicapés adultes

- Secteur : Handicap
- Public : Adultes en situation de handicap
- Établissement : Structure non réglementée
- Autres métiers : Moniteur éducateur, directeur
- Ville : Doullens
- Département : Somme (80)

- 
- Date de diffusion : 15/04/1988
  - Heure de diffusion : 19:10:04
  - Durée : 00:02:25
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : JT FR3 Picardie
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : RCC9606260519



**Résumé documentaire** Source : France3 Régions

Absence de résumé

### Commentaire Cnahes

Présentation du centre d'éducation et d'adaptation qui accueille uniquement en journée des jeunes adultes en situation de handicap qui ne trouvent pas leur place dans les centres d'adaptation au travail (CAT), car ils ne sont pas « assez rapides à l'exécution des travaux, ni dans les services psychiatriques, car ils sont suffisamment stabilisés ». Structure nouvelle à vocation thérapeutique et sociale, son financement assuré par le Conseil général d'alors, n'est pas réglementé. Ici il n'y a aucune notion de rendement, un des objectifs principaux est de donner quelques apprentissages de la vie quotidienne. « Je construis, j'invente » précise dans son entretien, Gérard Pruvot, moniteur-éducateur. Appelé à se développer, ce type de structure questionne néanmoins leur cadre de financement.

# 10 Villeneuve d'Ascq : Insertion enfants handicapés dans la maternelle



- Secteur : Éducation nationale
  - Public : Enfants scolarisés
  - Établissement : École maternelle
  - Autres métiers : enseignants
  - Ville : Villeneuve d'Ascq
  - Département : Nord (59)
- 
- Date de diffusion : 17/11/1988
  - Heure de diffusion : 19:11:00
  - Durée : 00:02:09
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : JT FR3 Nord Pas de Calais
  - Genre : 19:11:00
  - Identifiant INA : LCC8907123775

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Insertion d'enfants handicapés dans une école maternelle à Villeneuve d'Ascq. Enfants habillent des ours en peluche. Interview Nadine Wattez éducatrice spécialisée (épanouissement de l'enfant). Enfants lavent la vaisselle, atelier de travaux manuels, coloriage. Interview Mme Bergin directrice école Léonard de Vinci (aider les autres).

## Commentaire Cnahes

Présentation d'une démarche pédagogique en direction d'enfants en situation de handicap, accueillis dans un Institut médico-pédagogique. Le reportage insiste sur l'évolution de cette expérience, passant d'un accueil individuel à un accueil collectif. Entre activités adaptées, notamment pour ceux qui ont un retard de langage, et activités communes, le projet, qui repose sur une collaboration étroite entre l'équipe pédagogique et l'équipe éducative de l'IMP, parie sur la possibilité d'une intégration aux contraintes du monde ordinaire, en offrant un cadre permettant de « mettre en œuvre toutes les facultés pour s'épanouir ». Il s'agit également pour tous les enfants de l'école maternelle de faire l'apprentissage de la différence « au point de ne plus la voir ». Et « d'apprendre soi-même dans l'aide apportée aux autres. »

## 11

## Amiens : association Yves Lefevre, son activité avant l'inauguration de ses nouveaux locaux

- Secteur : Protection de l'enfance/Insertion professionnelle
- Public : Mineurs et jeunes majeurs en insertion socio-professionnelle
- Établissement : Service d'action socio-éducative (SAE)
- Ville : Amiens. Département : Somme (80)

- 
- Date de diffusion : 05/01/1989
  - Heure de diffusion : 19:17:32
  - Durée : 00:02:20
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : JT FR3 Picardie
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : RCC9611275764



**Résumé documentaire**      Source : France3 Régions

Absence de résumé

### Commentaire Cnahes

Du nom de son fondateur, Yves Lefevre, l'association créée en 1935, participe par diverses actions à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficultés, en appui d'activités dans les secteurs de la vente de fleurs et de la restauration. Les jeunes accueillis en formation sont sous contrat TUC (Travaux d'utilité collective). Un des encadrants, éducateur spécialisé de formation est également fleuriste.



## Les années 1990



## Chronologie législative : 1990-1999

### 1990

- Loi du 12 juillet 1990 relative à la protection des personnes contre les discriminations en raison de leur état de santé ou de leur handicap.
- Loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement.
- Décret n°90-574 du 6 juillet 1990 portant modification du décret n°67-138 du 22 février 1967 instituant un diplôme d'État d'éducateur spécialisé.
- Arrêté du 6 juillet 1990 instituant des allègements de formation en faveur de certains candidats au diplôme d'État d'éducateur spécialisé.
- Arrêté du 6 juillet 1990 instituant des allègements de formation en faveur de certains candidats au certificat d'aptitude aux fonctions de moniteur-éducateur.
- Arrêté du 6 juillet 1990 fixant les modalités de sélection et de formation des moniteurs-éducateurs, d'organisation des examens pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions de moniteur-éducateur et conditions d'agrément des centres de formation, et conditions d'agrément des directeurs.
- Décret n°90-575 du 6 juillet 1990 portant modification du décret n°70-240 du 9 mars 1970 instituant un certificat d'aptitude aux fonctions de moniteur-éducateur.
- Arrêté du 6 juillet 1990 fixant les modalités de sélection et de formation des éducateurs spécialisés, d'organisation des examens pour l'obtention du diplôme d'État et conditions d'inscription et d'agrément des centres de formation, et conditions d'agrément des directeurs et responsables d'unité de formation

### 1991

- Circulaire n°91-19 du 14 mai 1991 relative aux missions des Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale.

### 1992

- Décret n°92-344 du 27 mars 1992 portant statut particulier du corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse.

### 1993

- Loi n°93-22 du 8 janvier 1993 modifiant le Code civil relative à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales.
- Décret n°93-57 du 15 janvier 1993 relatif à l'organisation de l'administration centrale créant de la direction de l'animation, de la recherche, des études et

des statistiques (DARES).

- Décret n°93-1216 du 4 novembre 1993 relatif au guide-barème applicable pour l'attribution de diverses prestations aux personnes handicapées instaurant huit grandes catégories de déficiences.

#### 1996

- Décret n°96-350 du 24 avril 1996 portant création de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT) et la plaçant sous l'autorité du Premier ministre.
- Loi n°96-1076 du 11 décembre 1996 relative à l'autisme.

#### 1998

- Loi n°98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail.
- Loi n°98-468 du 17 juin 1998 relative à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs ; elle comporte deux volets : le suivi socio-judiciaire des délinquants sexuels et le renforcement de la défense et de la protection des victimes.
- Loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions.

#### 1999

- Loi n°99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle (CMU).
- Rapport Françoise Dekeuver-Defossez intitulé « Rénover le droit de la famille : propositions pour un droit adapté aux réalités et aux aspirations de notre temps ».

# 12 Bruay : congrès national syndicat personnel éducation surveillée



- Secteur : Protection judiciaire de la jeunesse
- Public : Jeunes, délégués syndicaux
- Établissement : Foyer d'Action Éducative (FAE)
- Ville : Bruay-la-Buissière
- Département : Pas-de-Calais (62)

- 
- Date de diffusion : 15/03/1990
  - Heure de diffusion : 19:34:35
  - Durée : 00:02:00
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : JT FR3 Nord Pas de Calais
  - Genre : Journal télévisé Identifiant INA : LLC9005161129

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Désœuvrés et mal insérés dans la vie, Bruay essaye de les aider grâce à un centre. Travelling centre, jeunes en ateliers (14 à 18 ans). Interview Claude Bertrand (éducateur depuis 1976). Intérieur centre, mécanique, soudeur. Interview Robert Girier (secrétaire général Snpes).

## Commentaire CnaheS

Le reportage a été réalisé à l'occasion du 34<sup>e</sup> congrès national du SNPES (Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée) qui se tenait à proximité du Centre d'accueil d'éducation surveillée, créé par l'Éducation surveillée (ES) en 1972 à Bruay-la-Buissière. Il fut à l'époque le plus important de France. Le reportage est construit sur deux entretiens : le premier avec un éducateur de justice fait le constat que de plus en plus de mineurs arrivent au centre « au bout de la chaîne d'exclusion sociale ». L'accueil en ateliers d'apprentissage leur permet, à défaut d'une formation professionnelle, d'acquiescer « un petit bagage » pour leur insertion dans la vie. Dans le second entretien, un congressiste souligne le manque de moyens et insiste sur la nécessaire revalorisation du salaire, justifiée d'autant plus que le travail avec les jeunes est de plus en plus difficile.

# 13 Le rap et la lutte contre les drogues

- Secteur : Prévention Spécialisée
- Public : Jeunes habitant quartier populaire
- Établissement : Club de prévention spécialisée
- Autres métiers : Animateur socio-culturel
- Ville : Sainte Catherine-les-Arras
- Département : Pas -de-Calais (62)

- 
- Date de diffusion : 10/04/1991
  - Heure de diffusion : 19:29:33
  - Durée : 00:02:23
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : JT FR3 Nord Pas de Calais
  - Genre : France 3 Pas-de-Calais
  - Identifiant INA : LCC9110283289



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Le rap et la lutte contre la drogue à Saint Laurent Saint Nicolas, ZAC près d'Arras prévention passe par le foot et la danse. Animation de quartier, centre social Chanteclair. Les quartiers, HLM, ZAC, les immeubles. Interview Bruno Rosik (éducateur spécialisé). Club rap, démonstration danse. Club de football et match à Arras. Interview Garet. Quartier jeux.

## Commentaire Cnahes

Évocation de l'action du centre social Chanteclair à Saint-Nicolas-les-Arras, commencée en 1974, et des projets de quartiers en lien avec les jeunes et les associations de la ZAC (zone d'aménagement concerté), centrés sur le travail d'un éducateur. Description du cadre de vie : habitat, problème de drogue (trichlo et colle chez les plus jeunes). Paroles de jeunes exprimant la galère et intervention d'un éducateur expliquant son travail auprès des jeunes, en particulier exclus du système scolaire. Le rap y apparaît comme un support à l'action de prévention.

# 14 Creil : Grève des éducateurs de l'Oise



- Secteur : Protection judiciaire de la jeunesse
- Public : Mineurs sous mesures de protection judiciaire
- Établissement : Etablissements et Services de la PJJ
- Ville : Creil. Département : Oise (60)

- 
- Date de diffusion : 30/05/1991
  - Heure de diffusion : 19:11:50
  - Durée : 00:01:48
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : JT FR3 Picardie
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : AMC9106046198

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Occupation par les éducateurs sociaux en grève, du service de l'éducation en grève. Ils réclament une augmentation des salaires et une meilleure formation. Interview G. Ruby, coordination des éducateurs.

## Commentaire Cnahes

Occupation du Service de l'éducation surveillée de l'Oise à Creil, dans le cadre d'un mouvement de grève nationale lancée par les éducateurs de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) touchant une cinquantaine de départements. Le travail éducatif est décrit comme « complexe et délicat », justifiant « une véritable reconnaissance professionnelle , à commencer par la revalorisation du statut : reclassement en catégorie A et amélioration de la formation sanctionnée par un diplôme d'État. »

# 15 Montigny en Ostrevent : autisme, format, parent accueillant enfants

- Secteur : Education nationale
- Public : Enfants scolarisés en situation de handicap
- Établissement : Établissement scolaire
- Autre métier : Enseignant
- Ville : Montigny-en-Ostrevent
- Département : Nord (59)

- 
- Date de diffusion : 03/09/1991
  - Heure de diffusion : 19:29:00
  - Durée : 00:01:55
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : JT FR3 Nord Pas de Calais
  - Genre : Magazine : Journal télévisé
  - Identifiant INA : RCC9506272705



**Résumé documentaire** Source : France3 Régions

Absence de résumé

## Commentaire Cnahes

Le reportage porte sur la création d'une classe accueillant cinq élèves autistes, pour une durée de trois ans. Cette classe expérimentale, la première dans la région, a recours à la méthode TEACCH (Traitement et éducation des enfants autistes ou atteints de troubles de la communication associés) apparue en 1971 dans l'université américaine. Son application ambitionne le développement, la communication sociale, le langage et l'intégration dans des activités de loisirs, et plus largement dans la communauté. Cette expérience prend appui sur une coopération entre un éducateur spécialisé et un enseignant dont l'objectif commun est selon leurs propos « plus pédagogique que médical ».

# 16 Herlies : l'autisme : le centre de vie oméga



- Secteur : Handicap
- Public : Jeunes adultes en situation de handicap
- Établissement : Foyer d'Accueil Médicalisé pour Adultes Handicapés (FAM)
- Ville : Herlies
- Département : Nord (59)

- 
- Date de diffusion : 21/09/1991
  - Heure de diffusion : 19:19:10
  - Durée : 00:01:41
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : JT FR3 Nord Pas de Calais
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : RCC9506232555

**Résumé documentaire**      Source : France3 Régions

Absence de résumé

## Commentaire Cnahes

Présentation du Centre de vie Oméga à Herlies dans le Nord, dépendant de l'association Sésame Autisme Nord-Pas-de-Calais. Entre vivre en famille, aller dans un foyer à l'étranger ou rester à l'hôpital psychiatrique toute leur vie, ce foyer d'accueil médicalisé pour résidents autistes, qui a vu le jour en 1991, offre une autre alternative marquée par une possible autonomie. L'intervention d'un responsable précise l'objectif de la structure « dans laquelle ils peuvent continuer leur vie d'adultes indépendamment de leurs familles », en favorisant leur socialisation. Intervention également d'un éducateur qui aborde « le travail à petits pas pour amener ces jeunes à entrer dans les activités ».

# 17 Tourcoing : portrait d'un travailleur social

- Secteurs : Pauvreté/Exclusion/Santé mentale
- Public : Adultes sortant de l'hôpital psychiatrique
- Établissement : CHRS
- Ville : Roubaix, Tourcoing
- Département : Nord (59)

- 
- Date de diffusion : 15/10/1991
  - Heure de diffusion : 19:14:00
  - Durée : 00:02:06
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : JT FR3 Nord Pas de Calais
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : RCC9506292833



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Catherine travaille dans un centre d'hébergement et de réadaptation sociale. Elle est chargée de trouver un logement aux résidents sortant de l'hôpital psychiatrique.

## Commentaire Cnahes

À travers le portrait de Catherine Maubert, éducatrice spécialisée, le reportage décrit le travail d'accompagnement social au sein d'un CHRS non médicalisé, accueillant exclusivement des adultes sortant de l'hôpital psychiatrique, en vue d'une réinsertion sociale. Catherine Maubert témoigne de son engagement professionnel lié aux questions de la santé mentale. Elle explique également les enjeux de la politique du logement au sein de la structure : l'accès des personnes à un logement en qualité de locataires ou colataires dans les différentes communes du secteur, constitue l'un des axes prioritaires du travail de réinsertion. La collaboration étroite avec les bailleurs sociaux a rendu possible une politique alternative à la concentration des personnes sur un même territoire, ce qui aurait reproduit une nouvelle forme de ségrégation.

## Documents en lien

Youcef Boudjemai, Dans un CHRS. Une expérience sociale de « dépsychiatisation » [en ligne], *Le Sociographe* 2013/2 (n°42), pages 49 à 58 : <https://doi.org/10.3917/graph.042.0049>

# 18 Lille : problèmes sociaux : portrait éducatrice en formation



- Secteur : Formation professionnelle
- Public : Stagiaire en formation
- Établissements : Centre social, établissement de formation animation sociale
- Ville : Lille . Département : Nord ( 59)

- 
- Date de diffusion : 17/10/1991
  - Heure de diffusion : 19:13:00
  - Durée : 00:01:52
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : JT FR3 Nord Pas de Calais
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : RCC9506292813

**Résumé documentaire** Source : France3 Régions

Absence de résumé

## Commentaire Cnahes

Portait d'une jeune femme, Dominique Hubert, dont l'animation bénévole d'un cours de danse au sein d'un centre social du quartier de Lille-Moulins, aboutit à une entrée en formation d'animation socio-culturelle à l'EFAS de Lille. Évocation des difficultés sociales et économiques du public concerné, du contexte financier de la formation lié à la suppression par le gouvernement des bourses de promotion sociale (rémunération octroyée à des ex-salariés en formation professionnelle), des conséquences dans la poursuite des études, et des contradictions que cette situation soulève par rapport aux objectifs assignés à la politique de la ville.

# 19 Assistants sociaux : protestation après suppression filière Arras

- Secteur : Formation professionnelle
- Public : Elèves en formation, formateurs
- Établissement : Centre de formation en travail social
- Autres métiers : Moniteurs éducateur assistants sociaux, formateurs
- Ville : Arras . Département : Pas-de-Calais (62)

- 
- Date de diffusion : 26/10/1991
  - Heure de diffusion : 12:52:40
  - Durée : 00:02:10
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : JT FR3 Nord Pas de Calais
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : RCC9506272745



**Résumé documentaire** Source : France3 Régions

Absence de résumé

## Commentaire Cnahes

Le reportage porte sur la mobilisation des élèves et des professionnels des CEMEA d'Arras, à la suite de la publication de l'arrêté d'octobre 1991 refusant d'agréer en qualité de centre de formation préparant au diplôme d'éducateur spécialisé et au certificat d'aptitude à la fonction de moniteur éducateur. À travers la parole d'élèves, de formateurs et de la direction, il est question des conséquences financières et professionnelles de cette décision administrative qui apparaît incompréhensible. À la suite des actions entreprises, il s'avère qu'il s'agit d'une erreur administrative. Toutefois, la mobilisation est maintenue en raison du caractère provisoire de l'agrément accordé (un an).

# 20 Raismes : ferme des majors : insertion jeunes



- Secteur : Insertion sociale et professionnelle
- Public : Jeunes majeurs en contrat aidé
- Établissement : Structure d'insertion sociale
- Ville : Raismes
- Département : Nord (59)

- 
- Date de diffusion : 20/06/1992
  - Heure de diffusion : 19:42:35
  - Durée : 00:02:00:
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : JT FR3 Nord Pas de Calais
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : LCC9206300069

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Raismes : en centre-ville : la ferme des majors : jeunes pensionnaires de 20 à 25 ans : problème d'insertion sociale et professionnelle. Encadrés par éducateurs. Culture de produits biologiques. Élevage de volaille. Interview Denis Van Acker. Culture en Serres. Interview Jean-Claude 21 ans (rupture de scolarité, redynamiser lieu de travail).

## Commentaire Cnahes

Présentation du projet de la Ferme urbaine du Major, créée en 1991 par l'association SOS Villages d'Enfants, accueillant une cinquantaine de jeunes confrontés à des difficultés d'insertion sociale et professionnelle. Le directeur de la structure, Denis Van Acker, explique le choix d'un apprentissage centré sur la production de produits biologiques. L'intervention d'un éducateur complète cette présentation. La parole est donnée à un jeune qui s'exprime sur les difficultés liées à sa situation familiale et sur le bénéfice que lui apporte l'accompagnement éducatif. Face à des difficultés financières, l'activité d'insertion professionnelle de la Ferme a été reprise en 2021 par l'association Ageval, le foncier et le bâtiment par l'association Prim'toit.

# 21 Coopération franco-roumaine : Roumanie enfants d'Europe

- Secteur : Formation en travail social
- Public : Travailleurs sociaux/enseignants
- Établissement : Centre de formation en travail social
- Ville : Amiens
- Département : Somme (80)

- 
- Date de diffusion : 18/11/1992
  - Heure de diffusion : 24:35:00
  - Durée : 00:13:00
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : Témoins
  - Genre : Coproduction
  - Identifiant INA : RCCO2016463



**Résumé documentaire** Source : France3 Régions

Absence de résumé

## Commentaire Cnahes

Le document aborde l'implication des travailleurs sociaux dans les projets de coopération européenne, ici le secteur de l'animation socio-culturelle avec des partenaires roumains. L'initiative des CEMEA de Picardie a été à l'origine de la naissance de l'association Animus, représentée par Carmen Weiss-Rebreanu, visant l'implication des enfants dans les enjeux éducatifs et la prévention des problèmes liés à leur environnement. Armel Charlet, formateur CEMEA, souligne que le projet de coopération, centré sur la formation, ne se veut pas un calque des modèles français, mais plutôt un « transfert technique de méthodologie ». De son côté, Bernard Pradal, président des CEMEA de Picardie, insiste sur les enjeux de l'éducation dans son « universalité ». La parole est donnée à divers interlocuteurs roumains : une élève institutrice sur les questions de l'enseignement ; des jeunes sur la situation de leur pays, leur avenir et leur désir de l'unité européenne, une célèbre journaliste de la télévision roumaine, intervenant dans le colloque d'Amiens organisé par les CEMEA, sur le thème « Les jeunes et les médias ».

# 22 Portrait éducatrice de la protection judiciaire à Lille



- Secteur : Protection judiciaire de la jeunesse
- Public : Mineurs sous protection judiciaire
- Établissement : Centres d'Action Éducative (CAE)
- Ville : Lille
- Département : Nord (50)

- 
- Date de diffusion : 08/02/1993
  - Heure de diffusion : 00:06:40
  - Durée : 00:08:20
  - Chaîne : Lille Locale
  - Collection : JT Europole TV
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : RCC9707040435

**Résumé documentaire** Source : France3 Régions

Absence de résumé

## Commentaire Cnahes

Ce reportage brosse le portrait de Jannick Darras éducatrice de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), qui a cinq ans d'expérience. Elle intervient en direction de jeunes « en perte de repères et d'autorité y compris judiciaire ». Ces jeunes qui « ne trouvent pas de place dans la société, nous dit le commentaire en voix off du journaliste, ont besoin d'être apprivoisés ». Le caractère prenant, y compris mentalement, de ce travail éducatif est sans doute une des causes de la difficulté de recrutement à laquelle se heurte la direction de la Protection judiciaire de la jeunesse.

# 23 Agora centre d'accueil pour handicapés mentaux

- Secteurs : Pauvreté/Exclusion/Santé mentale
- Public : Adultes sortant de l'hôpital psychiatrique
- Établissement : CHRS
- Villes : Roubaix, Tourcoing
- Département : Nord (59)

- 
- Date de diffusion : 28/06/1993
  - Heure de diffusion : 00:00 .00
  - Durée : 00:01:30
  - Chaîne : Lille Locale
  - Collection : JT Europole TV
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : RCC9707301016



**Résumé documentaire**      Source : France3 Régions

Absence de résumé

## Commentaire Cnahes

Portrait d'une résidente quittant la partie foyer du CHRS Agora, structure non médicalisée créée en 1983, accueillant des adultes sortant de l'hôpital psychiatrique, pour s'installer dans un appartement autonome, dont elle est locataire. Dans son entretien, elle évoque son hospitalisation liée à une dépression. Un autre résident exprime ses souhaits : apprendre un métier et accéder à un logement personnel. Dans le troisième entretien, le directeur du centre, Youcef Boudjémaï, explique la démarche d'accompagnement social visant progressivement à l'effacement des travailleurs sociaux.

## Documents en lien

Youcef Boudjemaï, Dans un CHRS. Une expérience sociale de « dépsychiatisation » [en ligne], *Le Sociographe* 2013/2 (n°42), pages 49 à 58 : <https://doi.org/10.3917/graph.042.0049>

# 24 Association ABCD de lutte contre la drogue



- Secteur : Addictologie
- Public : Usagers en situation d'addiction
- Établissement : Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA)
- Autre métier : Responsable de structure
- Ville : Saint-Omer
- Département : Pas-de-Calais (62)

En accès libre à l'adresse :

<https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/5/medias/LLC9410211191>

- Date de diffusion : 15/10/1994
- Heure de diffusion : 19:18:41
- Durée : 00:02:41
- Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
- Collection : JT FR3 Nord Pas de Calais
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : CC9410211191

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Association ABCD de lutte contre la drogue : aide aux toxicomanes, Bruno et Peggy (toxicomanes) dans appartement, éducatrice de l'association leur rend visite. Interview toxicomane. Maison d'accueil (interview de la famille Roucou) : résultats positifs.

## Commentaire Cnahes

Évocation du travail de l'association ABCD, créée en 1984, et du développement de son centre de soin agréé « La Porte Ouverte », le seul dans le Pas-de-Calais au moment de son ouverture en 1989. Entretien avec une éducatrice et un responsable qui expliquent le projet et les modalités de travail auprès du public concerné.

# 25 Maubeuge : commissariat : portrait déléguée de la prévention

- Secteur : Médiation Justice
- Public : Mineurs/Familles
- Établissement : Commissariat de police
- Ville : Maubeuge
- Département : Nord (59)

- 
- Date de diffusion : 18/11/1997
  - Heure de diffusion : 19:17:50
  - Durée : 00:02:22
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : JT FR3 Nord Pas de Calais
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : LCC9711215263



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Valérie Lelong exerce une profession unique dans la région : elle est déléguée à la prévention au sein même d'un commissariat de Police à Maubeuge. Éducatrice de formation, suit dossier et est en contact permanent avec des mineurs pour leur éviter de devenir des délinquants. Témoignage d'un jeune qu'elle accompagne. Interview Valérie (je suis le repère pour le jeune).

## Commentaire Cnahes

Valérie Lelong exerce une profession unique dans la région : elle est déléguée à la prévention au sein du commissariat de Police de Maubeuge. Éducatrice de formation, son travail consiste à intervenir autour de problèmes, survenant dans le cadre familial, ne relevant pas du pénal. Ses interventions impliquent un travail de médiation avec notamment la police, la justice, l'Éducation nationale. Témoignage d'un jeune qu'elle accompagne.

# 26 3 minutes du 14 janvier 1999



- Secteur : Éducation nationale
- Public : Élèves en voie de déscolarisation
- Établissement : Collège (classe relais)
- Ville : Aux Marais
- Département : Oise (60)

- Date de diffusion : 14/01/1999
- Heure de diffusion : 20:07:45
- Durée : 00:02:00
- Chaîne : Picardie France 3 Picardie
- Collection : Le tout images
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : RCC06012748

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Aux Marais : délinquance scolaire classes relais l'exemple d'Aux Marais Godard/Delance) Tahar Air (éducateur spécialisé).

## Commentaire Cnahes

En 1997, l'Éducation nationale sélectionne la préfecture de l'Oise dans le cadre de l'installation de neuf « sites expérimentaux de prévention de la violence en milieu scolaire ». L'expérimentation a débouché sur l'ouverture de deux « classes relais » visant à « relever le défi de la resocialisation et de rescolarisation des élèves en situation d'échec. » La mise en place de cette expérimentation, au sein du collège Georges Sand, a suscité de vives réactions de la part des enseignants, estimant que la classe relais fragiliserait l'équilibre de leur établissement. Le reportage évoque, dans ce contexte, les réalités de cette classe expérimentale qui a fini par s'installer provisoirement dans le village d'Aux Marais, au sud de Beauvais, pour quelques semaines afin d'apaiser les tensions. Une petite dizaine d'adolescents sont encadrés par un éducateur, un enseignant et quatre aides-éducateurs au sein d'une structure associative. Tahar Aïb, éducateur spécialisé, s'interroge sur les conditions de la rescolarisation dans le cadre de la classe relais, au risque d'être considérée comme un cadre de « sanction ». Le but immédiat demeure la réintégration de la structure dans le collège.

# 27 Travail des éducateurs pour lutter contre la délinquance juvénile à Douai

- Secteur : Protection Judiciaire de la Jeunesse
- Public : Mineurs sous protection judiciaire
- Établissement : Centre d'action éducative (CAE), Unité éducative d'hébergement
- Ville : Douai
- Département : Nord (59)

- 
- Date de diffusion : 27/01/1999
  - Heure de diffusion : 19:10:00
  - Durée : 00:02:33
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : JT soir Nord Pas de Calais
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : LLO0001235038



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

De nouveaux moyens de lutte contre la délinquance juvénile en hausse en France et dans la région où les délinquants interpellés ont moins de 16 ans.

## Commentaire Cnahes

À côté des nouveaux moyens dégagés par le gouvernement pour lutter contre la délinquance des mineurs, le reportage se centre sur ceux déjà existants, en l'occurrence les foyers éducatifs alternatifs à l'incarcération. L'entretien est composé de trois entretiens avec un jeune, deux professionnels : Sophie Rocquet éducatrice au CAE (centre d'action éducative) de Douai et Michel Decourcelles, responsable départemental du Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social (Protection Judiciaire de la Jeunesse). Ces derniers ne souhaitent pas que ces petites unités soient remises en cause, et rappellent les principes de la justice des mineurs.

# 28 Dossier délinquance des jeunes : le quartier de l'Épimède



- Secteur : Animation socio-culturelle
- Public : Adolescents
- Établissement : Centre social
- Autre métier : animateur socio-culture
- Ville : Amiens
- Département : Somme (80)

- 
- Date de diffusion : 28/01/1999
  - Heure de diffusion : 18:59:38
  - Durée : 00:01:53
  - Chaîne : Lille Locale
  - Collection : JT Europole TV
  - Genre : Reportage Interview
  - Identifiant INA : LLO0001234983

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Il y a deux ans, le centre social de l'Épimède a été dégradé ; depuis les moyens humains et financier ont été augmentés. Résultats : plusieurs éducateurs et travailleurs sociaux accueillent les jeunes du quartier pour les aider à trouver du travail, prendre des cours du soir (soutien scolaire), ou simplement leurs donner quelques conseils.

## Commentaire Cnahes

Le document évoque la violence d'un groupe d'adolescents au sein d'un centre social : agression envers d'autres jeunes et le personnel. Entretien avec deux professionnels : Patrick Canacio, éducateur spécialisé, et David Tabary, animateur socio-culturel. Ils attendent des réponses rapides face à ces situations de violence. Isabelle Griffoin, présidente du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille, situé à Amiens, en appelle à une concertation partenariale pour résoudre ces problèmes.

## 29

## Réactions des éducateurs spécialisés face aux mesures contre la délinquance juvénile

- Secteur : Protection de l'enfance
- Public : Mineurs sous protection judiciaire
- Établissement : Maison d'enfants à caractère social
- Autre métier : directrice-adjointe
- Ville : Saint-Quentin
- Département : Aisne (02)

- Durée : 00:02:15
- Chaîne : France 3 Picardie
- Collection : JT FR3 Picardie
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : AM00001239049



### Résumé documentaire Source : France3 Régions

Le plan de lutte contre la délinquance des mineurs, le gouvernement annonce de nouveaux centres éducatifs renforcés, et pour embaucher des éducateurs spécialisés. Exemple et réaction dans une structure qui accueille des jeunes mineurs en difficultés placés par décision de juge pour leur éloignement. Les éduc. spé. pensent que ces mesures sont bonnes mais pas applicables à tous.

### Commentaire Cnahes

Le reportage a pour cadre l'Établissement départemental Enfance et Famille de l'Aisne dont l'une des structures situées à Saint-Quentin accueille des mineurs placés sous décision judiciaire. Plusieurs entretiens émaillent le reportage : avec des jeunes, avec Maryline Liénard, éducatrice spécialisée, qui explique le travail de l'équipe éducative, et avec Françoise Benoist, directrice-adjointe de l'Établissement départemental.

Voir également le document « Centre de rééducation renforcée près de Valenciennes » d'une durée de 4 min 56s diffusé nationalement par Antenne2 au A2 - 13 heures le journal, en accès libre à l'adresse : <https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/6/medias/CAB99004860>

## 30

## Nogent-sur-Oise : délinquance... Foyer d'accueil pour jeune égarés



- Secteur : Protection judiciaire de la jeunesse
- Public : Mineurs sous protection judiciaire
- Établissement : Centre d'action éducatif
- Ville : Nogent-sur-Oise
- Département : Oise (60)

- Date de diffusion : 08/02/1999
- Heure de diffusion : 19:36:15
- Durée : 00:03:35
- Chaîne : France 3 Picardie
- Collection : JT Picardie Soir
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : AM00001239307

### Résumé documentaire Source : France3 Régions

Comment réagir face à la multiplication des actes de délinquance commis par les mineurs. C'est vraiment l'un des grands débats du moment, le gouvernement y est lui aussi allé de sa proposition en annonçant notamment la création d'une cinquantaine de centres de placement immédiat pour prendre en charge les multi-récidivistes. Une structure répressive qui doit compléter les centres à vocation préventive qui existent déjà : exemple de Nogent-sur-Oise.

### Commentaire Cnahes

Immersion dans le Centre d'action éducative de Nogent-sur-Oise. Évocation par Didier Maclot du parcours des jeunes qui y sont accueillis, des motifs de leur placement et des projets scolaires ou professionnels proposés. Entretien également avec des mineurs sur leurs situations. L'entretien avec Sadia Raki, éducatrice, explique le travail qui demande une cohérence entre les membres de l'équipe éducative.

# 31 Les éducateurs spécialisés des maisons d'enfance sont en grève

- Secteur : Protection de l'enfance
- Public : Salariés
- Établissement : Foyer éducatif
- Autre métier : Directeur général
- Ville : Hem, Lille, Roubaix
- Département : Nord(59)

- 
- Date de diffusion : 29/03/2000
  - Heure de diffusion : 19:23:40
  - Durée : 00:01:25
  - Chaîne : Lille Locale
  - Collection : JT Lille Métropole
  - Genre : Reportage
  - Identifiant INA : LLO0001247526



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Les éducateurs spécialisés employés par l'EPDSAE sont en grève/ils dénoncent le manque de moyens et de personnel. De plus, le conseil général envisage de regrouper les foyers de Roubaix et de Hem. Ces centres accueillent des enfants et adolescents en difficultés. Les grévistes se sont invités à la réunion du conseil d'administration et ont obtenu le gel du projet.

## Commentaire Cnahes

Le document est centré sur la crainte des salariés de l'EPDSAE (Établissement Public Départemental de Soins, d'Adaptation et d'Éducation) concernant la restructuration des deux établissements éducatifs. Ils considèrent que les enfants « ont été dispatchés d'une structure à une autre, sans leur demander leur avis et sans concertation avec les salariés ». Entretien avec Philippe Fournier, Directeur général, qui précise que le regroupement des structures ne concerne que l'administration, et qu'il n'y a aucune suppression de postes. Un nouveau projet est prévu en concertation avec les salariés.



## Les années 2000



## Chronologie législative : 2000-2009

### 2000

- Loi n°2000-196 du 6 mars 2000 instituant un Défenseur des enfants.

### 2001

- Loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF).

### 2002

- Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale.
- Loi n°2002-93 du 22 janvier 2002 relative à l'accès aux origines des personnes adoptées et pupilles de l'État.
- Loi n°2002-305 du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale.
- Décret n°2002-361 du 15 mars 2002 modifiant le nouveau Code de procédure civile et relatif à l'assistance éducative.
- Loi n°2002-1138 du 9 septembre 2002 d'orientation et de programmation pour la justice créant les centres éducatifs fermés (CEF) et les établissements pénitentiaires pour mineurs (EPM).

### 2003

- Loi n°2003-1200 du 18 décembre 2003 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion (RMI) et créant un revenu minimum d'activité (RMA)

### 2004

- Loi n°2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance créant notamment l'Observatoire national de l'enfance en danger (ONED).
- Loi n°2004-204 du 9 mars portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité et instaurant le stage de citoyenneté, nouvelle sanction pénale applicable aux mineurs de 13 à 18 ans.
- Décret n°2004-289 du 25 mars 2004 portant création du certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale (Caferuis).
- Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, renforçant le rôle du département en lui confiant la mission de chef de file de l'action sociale

### 2005

- Loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale.
- Loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.
- Premier plan autisme (2005-2007), intitulé « Un nouvel élan pour l'autisme ».

### 2006

- Loi n°2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances réformant le statut des stagiaires en instaurant la gratification des stages. Elle crée également le « contrat de responsabilité parentale ».

### 2007

- Loi n°2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale.
- Loi n°2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance.
- Loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance.
- Loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs.
- Arrêté du 20 juin 2007 relatif au diplôme d'État d'éducateur spécialisé.
- Plan de prise en charge et de prévention des addictions, 2007-2011.
- Lancement de la révision générale des politiques publiques (RGPP) structurant la réforme de l'État.

### 2008

- Décret n°2008-96 du 31 janvier 2008 relatif à la gratification et au suivi des stages en entreprise.
- Loi n°2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion.

### 2009

- Loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion.
- Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires.
- Loi n°2009-1436 du 24 novembre 2009 établit le droit à un traitement différencié pour les mineurs incarcérés.
- Décret n°2009-885 du 21 juillet 2009 relatif aux modalités d'accueil des étudiants de l'enseignement supérieur en stage dans les administrations et établissements publics de l'État.

- Décret n°2009-1540 du 10 décembre 2009 créant les directions régionales et départementales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS) dont le rôle est de porter les politiques publiques, notamment en matière sociale, prioritairement en direction des populations les plus vulnérables.

# 32 Le village d'enfants de Soissons

- Secteur : Protection de l'enfance
- Public : Mineurs et majeurs de moins de 21 ans sous mesure de protection administrative ou judiciaire
- Établissement : Village d'Enfants
- Autre métier : Cadre de direction
- Ville : Soissons
- Département : Aisne (02)

- 
- Date de diffusion : 06/10/2000
  - Heure de diffusion : 19:28:35
  - Durée : 00:01:40
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : JT Picardie Soir
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : AM00001252747



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

C'est un village particulier qui vient de naître à Soissons... Un village peuplé d'enfants, des fratries de familles nombreuses de l'Oise et de l'Aisne, retirés à leurs parents et placés sous la tutelle d'éducateurs spécialisés... Dans ce village d'enfants, c'est la vie de famille qui reprend ses droits ou tout simplement qui continue.

## Commentaire Cnahes

Ce reportage est consacré à l'inauguration du Village d'enfants de Soissons géré par l'Association Mouvement pour les Villages d'Enfants (MVE), s'appelant aujourd'hui « ACTION ENFANCE ». L'entretien avec Philippe Roussel, son directeur, met l'accent sur une conception architecturale des locaux en articulation avec l'organisation de l'accueil des jeunes. L'accompagnement socio-éducatif évoqué par Véronique Rachon, « éducatrice familiale », est fondé sur le partage de la vie quotidienne 24h/24, pendant plusieurs jours consécutifs, organisé sur chaque maison par un « projet de pavillon ».

# 33 Invité : Jean-François Fournier



- Secteur : Formation professionnelle
  - Public : Étudiants en travail social, travailleurs sociaux en activité
  - Établissement : Établissements de formation et de travail
  - Département : Nord (59), Pas-de-Calais(62)
- 
- Date de diffusion : 15/05/2001
  - Heure de diffusion : 13:21:57
  - Durée : 00:02:49
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : Le 12/14 Nord pas de Calais Picardie
  - Genre : Direct
  - Identifiant INA : LLO0001261131

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

La colère monte chez les travailleurs sociaux. Une manifestation est organisée dans la région cet après-midi, et au niveau national la semaine prochaine, mardi 22. Avec nous, Jean François Fournier, président du mouvement unitaire des travailleurs sociaux dans le Nord Pas de Calais.

## Commentaire Cnahes

Témoignage de Jean François Fournier, président du Mouvement unitaire des travailleurs sociaux pour le Nord Pas-de-Calais, et en formation d'éducateur spécialisé, à l'occasion de la manifestation régionale des travailleurs sociaux du 14 mai 2001. L'objet de la mobilisation, en vue d'une action nationale prévue le 22 mai 2001, porte sur la situation autour des difficultés liées à la formation et aux conditions de travail : bourses d'étude limitées en raison de quotas, frais de stage non rémunérés, précarisation financière des étudiants... Il est également question des difficultés à mobiliser dans un secteur d'activité où les grèves ne gênent personne, et font de ces professions des « métiers de l'ombre ».

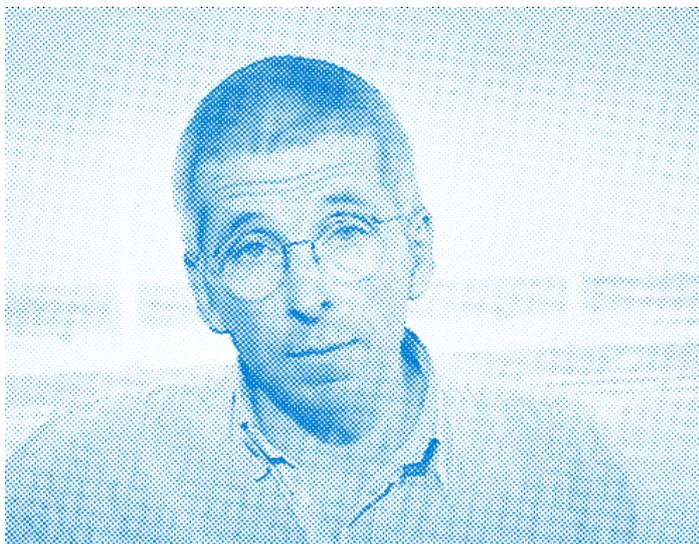
## Documents en lien

Martin François, Création du Collectif unitaire des travailleurs sociaux [en ligne], Multitude/ Futur Antérieur 41-42 : décembre 1997 : <https://www.multitudes.net/Creation-du-Collectif-unitaire-des/>

# 34 Invité en duplex de Boulogne : Didier Verbert

- Secteur : Protection de l'enfance
- Public : Mineurs victimes d'agression sexuelle
- Ville : Lille, Saint-Omer
- Département : Nord (59), Pas-de-Calais(62)

- Date de diffusion : 10/09/2001
- Heure de diffusion : 13:17:30
- Durée : 00:07:00
- Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
- Collection : Le 12/14 Nord pas de Calais Picardie
- Genre : Duplex entretien
- Identifiant INA : LLO0001264355



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

À Saint-Omer et à Lille, l'association « Balise la vie » s'occupe de protéger les enfants victimes d'abus sexuels et d'en limiter les séquelles lorsqu'ils ont subi le pire. Didier Verbert est bénévole éducateur spécialisé. Ségolène Royal, ministre délégué à la famille, a demandé aux parents et aux enseignants d'être attentifs aux changements de comportement des enfants. En quoi cela consiste-t-il ? Que voir ? Comment faire raconter à un enfant le traumatisme qu'il a subi ? Les enfants victimes de pédophilie portent-ils des séquelles à vie ? Comment les atténuer ?

## Commentaire Cnahes

Le reportage fait écho à l'orientation gouvernementale en matière d'autorité parentale initiée par la ministre déléguée à la famille Ségolène Royal. Pour illustrer les enjeux de cette politique, a été choisi le travail de l'association Balise la vie, créée selon elle, par des psychologues, des éducateurs, des magistrats, des avocats et des médecins. Son objectif vise à contribuer à la protection des enfants et des adolescents « d'une éventuelle agression sexuelle dont ils pourraient être auteurs ou victimes ; mais aussi de protéger les victimes d'agressions sexuelles des conséquences définitives liées aux traumatismes subis ». On y entend Didier Verbert, éducateur bénévole au sein de l'association, des enfants réagir à la lecture d'un conte utilisé comme support thérapeutique et des parents d'enfants victimes d'agression sexuelle.

# 35 Déclics et des claques – Regard sur le handicap mental au travail



- Secteur : Handicap
- Public : Adultes en situation de handicap
- Établissement : Foyer d'hébergement
- Autre métier : Directeur
- Ville : Dunkerque
- Département : Nord (59)

- 
- Date de diffusion : 13/10/2001
  - Heure de diffusion : 18:55:00
  - Durée : 00:06:00
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : Vu d'ici
  - Genre : Récit portrait Reportage
  - Identifiant INA : LLO0001265921

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Cet éducateur spécialisé, qui travaille dans un foyer pour handicapés mentaux à Dunkerque, accueillant uniquement des femmes, défend la thèse que les handicapés mentaux peuvent et doivent s'intégrer dans la société et qu'ils font un vrai travail; comme ici en emballant des chocolats. Il prépare une exposition et un livre sur les 40 ans de l'association des Papillons Blancs, sur le thème des handicapés mentaux au travail, mais aussi dans la famille avec cet exemple de Valérie et Laurent, handicapés mentaux tous les deux, qui ont un petit Nicolas depuis 3 ans. Il y travaille depuis six mois et a déjà 116 pellicules expo le 21 octobre prochain.

## Commentaire Cnahes

Le document a pour cadre un foyer d'hébergement accueillant des adultes en situation de handicap, dépendant de l'Association des Papillons Blancs de Dunkerque et sa région. Il a pour fil conducteur le travail de Régis Lacour, éducateur spécialisé et « photographe ». Il insiste sur le caractère normal du travail des personnes accueillies. Ses photos ont pour thème le portrait de ces personnes en diverses situations, dans la perspective d'une exposition. Elles sont aussi le support à une réflexion sur la nature du regard. Pour l'éducateur-photographe : « C'est l'objet photographique que l'on modifie, pas le personnage en lui-même. »

# 36 Invité : Jacqueline Réal

- Secteur : Handicap
- Public : Adultes en situation de handicap
- Établissement : Foyer de vie
- Ville : Auby
- Département : Nord (59)

- 
- Date de diffusion : 30/01/2003
  - Heure de diffusion : 13:32:54
  - Durée : 00:06:05
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : Le 12/14 Nord pas de Calais Picardie
  - Genre : Entretien
  - Identifiant INA : LLO0001283056



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Polémique autour de l'évacuation en urgence d'un foyer d'handicapés mentaux à Auby près de Douai.

L'établissement avait depuis plusieurs mois des problèmes, notamment de fuite d'eau. Cette évacuation dans l'urgence a beaucoup perturbé les pensionnaires. Les éducateurs travaillent maintenant pour retrouver l'équilibre qu'ils avaient obtenu en 10 ans de travail avec les pensionnaires. Nous en parlons en direct avec l'une des éducatrices spécialisées

## Commentaire Cnahes

Le foyer de vie pour personnes en situation de handicap, situé à Auby près de Douai, a fait l'objet d'une évacuation d'urgence par un arrêté préfectoral, en raison du mauvais état des locaux. Cette situation était connue et signalée aux autorités publiques par les salariés. Néanmoins aucune instance ne s'est réellement saisie du dossier. Le reportage donne la parole à différents protagonistes : outre le maire d'Auby, interviennent Pierre Facon, éducateur spécialisé et délégué syndical CGT, ainsi que Jacqueline Real, éducatrice, en direct du plateau du journal télévisé. La salariée informe sur le relogement des personnes dans différentes structures et lieux, et des conséquences provoquées par le changement de leur cadre de vie. Elle souligne également la poursuite du travail des professionnels dans ce contexte.

# 37 Les hommes respects



- Secteur : Prévention spécialisée
- Public : Jeunes/Habitants
- Établissement : Club de prévention
- Ville: Amiens
- Département : Somme (80)

- 
- Date de diffusion : 16/02/2003
  - Heure de diffusion : 11:28:00
  - Durée : 00:26:03
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : Opération télécity
  - Genre : Tout images
  - Coproduction France 3 Alize productions
  - Identifiant INA : LLO0001283530

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

11h28 Opération télécity les hommes-respects ils battent le pavé des cités, font des interventions douces ou musclées, veillent, surveillent, contrôlent les pulsions agressives des adolescents et des petits. Pourtant, ils ne sont pas flics, ce sont les éducateurs de rues, véritables samaritains des sentiers secrets qui sillonnent les barres des immeubles. À Amiens, ils sont trois à œuvrer dans les quartiers, à la fois respectés et redoutés parce qu'ils sont un peu dans la position du grand frère à qui on ne la raconte pas. L'équipe télécity d'Amiens se propose de les suivre, de les voir travailler.

## Commentaire Cnahes

Entretien avec un éducateur, dont l'identité n'est pas renseignée, qui explique son parcours et son travail de prévention spécialisée. Il y est question d'une première expérience autour de la création d'un espace de soutien scolaire et d'une réflexion sur les modalités facilitant la venue des jeunes : créer un lien de confiance par l'appréhension des situations des jeunes. Le document aborde également le rapport aux habitants, situés comme « partenaires de leurs propres réussites ». L'intervention d'habitants souligne le foisonnement d'idées.

## 38

## Ouverture d'un centre d'accueil pour adultes autistes

- Secteur : Handicap
- Public : Adultes en situation de handicap
- Établissement : Foyer d'accueil médicalisé (FAM)
- Ville : Margny-lès-Compiègne
- Département : Oise (60)

- Date de diffusion : 04/07/2003
- Heure de diffusion : 19:18:55
- Durée : 00:02:40
- Chaîne : France 3 Picardie
- Collection : JT Picardie Soir
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : AM00001272314



### Résumé documentaire

Source : France3 Régions

Les adultes handicapés mentaux, et notamment les autistes, sont souvent dans une situation critique. En Picardie, une mère s'est battue pendant 10 ans pour obtenir un centre d'accueil : celui-ci vient d'ouvrir à Margny-lès-Compiègne. Ambiance lors de la première journée : les jeunes adultes autistes découvrent un lieu inconnu, avec des éducateurs qu'ils ne connaissent pas. Les autistes sont des personnes qui ne peuvent pas ou peu communiquer, mais qui veulent aller vers l'extérieur. Les éducateurs multiplient les démarches vers l'extérieur, ou pour donner le goût du contact avec les autres, ou encore des activités, comme celles qui consistent à prendre soin de soi, et qui permettent de toucher le corps. Pour l'instant, ces handicapés ne sont là que pour la journée, pendant deux semaines, afin de s'habituer au lieu. Beaucoup étaient jusqu'alors en hôpital psychiatrique ou dans des centres en Belgique ; ils peuvent maintenant être plus proches de leur famille.

### Commentaire CnaheS

Le reportage est inséré dans un dossier intitulé « une maison pour les autistes ». Sa réalisation fait écho à l'action gouvernementale en faveur des personnes en situation de handicap, une priorité nationale, lancée en décembre 2002. Le document rappelle que les parents continuent de se mobiliser pour des structures adaptées à leurs enfants. Un exemple est ici donné avec le Centre d'accueil « Le Chemin » à Margny-lès-Compiègne dans l'Oise, ouvert en 2003. Cette structure, dépendante de l'association L'Envol Picardie, créée en 1991, y accueille des adultes

autistes dont la plupart étaient en hôpital psychiatrique ou dans des établissements en Belgique. Leur retour en Picardie favorise ainsi la proximité avec leurs familles. La parole est donnée à deux interlocutrices : Ann O' Relly, mère d'un enfant autiste, qui s'est mobilisée durant des années pour l'ouverture de cette structure décrite comme « quasi unique en France ». Et Claudine Bénoliel, éducatrice, à l'occasion de l'ouverture officielle de l'établissement.

## 39

## Beauvais centre fermé journée d'action des éducateurs

- Secteur : Protection judiciaire de la jeunesse
- Public : Mineurs faisant l'objet d'une mesure de placement judiciaire
- Établissement : Centre éducatif fermé (CEF)
- Autres métiers : Directeur
- Ville : Beauvais
- Département : Oise (60)

- Date de diffusion : 18/09/2003
- Heure de diffusion : 19:43:44
- Durée : 00:02:06
- Chaîne : France 3 Picardie
- Collection : JT Picardie Soir
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : AM00001273258



### Résumé documentaire

Source : France3 Régions

À peine inauguré et déjà contesté, le Centre éducatif fermé de Beauvais qui accueille depuis lundi des mineurs délinquants fait polémique. Une journée de protestation était organisée aujourd'hui à l'appel du syndicat des personnels de la protection judiciaire de la jeunesse. Ils n'hésitent pas à parler de méthode archaïque, de prison pour mineurs. Ils étaient une centaine sur place à manifester.

### Commentaire Cnahes

L'inauguration en septembre 2003 d'un centre éducatif fermé (CEF), établissement de placement éducatif du ministère de la justice, à Beauvais (Oise), se substituant au foyer d'action éducative l'École de la nouvelle chance, a donné lieu à des manifestations d'opposition à la création de ce type de structures, en rupture avec les principes historiques de la protection judiciaire des mineurs. À l'occasion d'une journée d'action, plusieurs adhérents du Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social (SNPES-PJJ), dont sa secrétaire générale Claude Beuzelin, soulignent qu'éduquer implique « un cadre de liberté et de négociation. Éduquer, c'est aider les jeunes à se structurer par rapport à la loi, aux autres. Ça veut dire aussi être en contact permanent avec l'environnement social et familial [...] Cet argent pour les CEF aurait permis d'améliorer les foyers existants ». La parole est également donnée à Jacques Laborde, directeur départemental PJJ.

Cf. également le reportage « Nouveau centre éducatif fermé à Beauvais » d'une durée de 2 min 1 s. Ce premier centre éducatif fermé (CEF) de France, accueillant des mineurs délinquants, connut une fermeture en novembre 2016, suite à une inspection par la direction de la PJJ, pour ne connaître une reprise d'activité qu'en juillet 2019. En accès libre à l'adresse : [Nouveau centre éducatif fermé à Beauvais - Educateurs Spécialisés \(ina.fr\)](#)

## 40

## Dossier : voyage en voilier pour les enfants de l'IME

- Secteur : Handicap
- Public : Adolescents en situation de handicap
- Établissement : Institut médico-éducatif (IME)
- Ville : Ville-le-Marclet
- Département : Somme (80)

- 
- Date de diffusion : 26/11/2003
  - Heure de diffusion : 19:45:45
  - Durée : 00:03:45
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : JT Picardie Soir
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : AM00001275750



### Résumé documentaire

Source : France3 Régions

Ils sont jeunes en échec scolaire, fâchés depuis toujours avec l'école et voilà que l'Institut médico Éducatif de Ville le Marclet dans la Somme leur offre la possibilité de reprendre confiance en eux et de croire à un nouveau départ. Le projet, c'est de participer à une grande balade en mer sur un voilier ancien au départ de Saint Valery en Caux pour rejoindre Brest en 2004. Prendre le large pour voir l'avenir autrement.

### Commentaire Cnahes

Le reportage met en valeur l'originalité du projet éducatif avec l'encadrement technique du skipper Christophe Beyssier. Plusieurs jeunes (Jonathan Varin, Arnaud Maquet, Michaël Friville) insistent dans leurs témoignages sur leurs appréhensions, leurs intérêts et leurs joies. Jean Claude Bretelle, éducateur spécialisé, à l'IME du Val de Nièvre dépendant de l'Association départementale ADPEP 80, explique les objectifs du projet maritime et son importance pour l'apprentissage du collectif dans l'éducation des jeunes.

# 41 Des ailes pour les anges



- Secteur : Pédiatre
- Public : Enfants en situation de handicap
- Établissement : Centre d'action médicosociale précoce (CAMSP)
- Ville : Roubaix
- Département : Nord (59)

- 
- Date de diffusion : 29/11/2003
  - Heure de diffusion : 18:02:37
  - Durée : 00:07:00
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : Vu d'ici
  - Genre : Reportage
  - Identifiant INA : LLO0001294516

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Le CAMSP (Centre d'action médicosociale précoce) est une antenne de l'hôpital de Roubaix. Une trentaine de professionnels suivent des enfants qui souffrent de handicaps, de difficultés de développement. Le CAMPS a besoin de personnel.

## Commentaire Cnahes

Maurice Titran, pédiatre et directeur technique du CAMSP de Roubaix, est la figure centrale de ce reportage. Il explique toute l'importance « d'accueillir le plus tôt possible avec leurs parents les petits enfants qui ont des difficultés pour se développer ». Agnès Deman, éducatrice rattachée à la structure, explique son travail en lien avec les parents. La parole est donnée à certains d'entre eux pour mettre en valeur l'apport du travail de l'équipe pluridisciplinaire.

## 42

## Les éducateurs en colère contre le projet de loi Sarkozy sur la délinquance

- Secteur : Prévention spécialisée, Addictologie
- Public : Travailleurs sociaux
- Établissement : Club de prévention, Service addictologie
- Autres métiers : Directeur
- Ville : Roubaix
- Département : Nord (59)

- Date de diffusion : 17/03/2004
- Heure de diffusion : 19:23:49
- Durée : 00:02:35
- Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
- Collection : JT soir Nord Pas de Calais
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : LLO0001300359



### Résumé documentaire

Source : France3 Régions

« Éducateurs, pas délateurs » c'est sous ce slogan que plusieurs milliers de travailleurs sociaux ont défilé en début d'après-midi dans les rues de Paris. Parmi eux, une importante délégation de la région. Ils protestent contre l'avant-projet de loi Sarkozy de prévention de la délinquance. Un texte que les éducateurs spécialisés jugent dangereux. Ils devraient signaler à la mairie l'identité des personnes en difficultés.

### Commentaire Cnahes

Trois éducateurs expliquent le caractère invisible de leur travail, en opposition avec la visibilité des problèmes liés à la drogue. Pour eux, l'avant-projet du gouvernement de Nicolas Sarkozy « vise à ce que tous professionnel, intervenant au titre de l'action éducative, sociale ou préventive, est tenu d'informer le maire de la commune de résidence de la personne, au bénéfice de laquelle il intervient ». Il s'agit là d'un coup de boutoir porté au secret professionnel. Pour Philippe Dekairrel, directeur de l'association roubaisienne le Relais, le projet de loi est inapplicable. Les intervenants dénoncent également une judiciarisation à outrance des comportements, qui met les travailleurs sociaux dans une position qui n'est pas la leur ; ce qui entraîne une disqualification de leur métier.

# 43 Les adolescents en crise



- Secteur : Protection enfance
  - Publics : Enfants/Parents
- 
- Date de diffusion : 18/03/2004
  - Heure de diffusion : 18 :52:15
  - Durée : 00 :11:05
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : Voix publique Picardie
  - Genre : Magazine ; Interview entretien
  - Identifiant INA : AM00001279954

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Émission Voix Publique présentée par Maxime GUEGNARD. Après avoir présenté les titres du JT & la météo, Maxime GUEGNARD passe au thème de l'émission interactive de ce soir : les adolescents en crise. L'invité du jour Philippe PASCO, éducateur spécialisé, répond aux questions des téléspectateurs.

## Commentaire Cnahes

L'émission « Voix publique » de Fr3 Picardie reçoit en direct Philippe Pasco, éducateur spécialisé dans un foyer éducatif. Il répond aux préoccupations des parents face aux comportements violents de leurs enfants, en raison de la dépendance à la drogue. Avec pertinence, l'éducateur insiste sur la contextualisation de la situation pour sa compréhension et l'orientation des parents. Autorité, respect, valeurs, violence des jeunes et bien d'autres sujets sont abordés. Philippe Pasco y répond avec justesse et finesse, en refusant tout discours normatif.

# 44 La maison des apprentis d'Auteuil

- Secteur : Protection de l'enfance
- Public : Adolescents
- Établissement : MECS
- Ville : Agnetz ; Cempuis
- Département : Oise(60)

- 
- Date de diffusion : 23/03/2004
  - Heure de diffusion : 19 :43 :15
  - Durée : 00 :04 :00
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Genre : Reportage Journal télévisé
  - Collection : JT Picardie Soir
  - Identifiant INA : AM00001280180



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

La fondation des orphelins apprentis d'Auteuil organisait des rencontres aujourd'hui à Amiens pour faire connaître ses missions. Créée en 1866, la fondation accueille des jeunes en grande difficulté qu'elle tente de réinsérer tant en milieu scolaire que dans la vie sociale. En Picardie, la fondation possède trois établissements dont celui de Cempuis, dans l'Oise. Ici, la fondation a mis en place depuis trois ans une cellule spéciale destinée aux situations les plus urgentes.

## Commentaire Cnahes

Le reportage se compose notamment d'images d'entretiens entre jeunes et professionnels, autour d'une situation éducative. Le document donne la parole au jeune Nicolas Hadid qui évoque les motifs de déclenchement de la violence dans son rapport aux autres, en particulier le manque de respect. Jean Baptiste Sallé y intervient en qualité d'éducateur à la maison d'enfants à caractère social Marcel Callo, située à AGNETZ dans l'Oise, et gérée par la Fondation Apprentis d'Auteuil. Ces situations de violence sont à l'origine de la mise en place d'une cellule pour y être traitées.

# 45 Invité : Olivier Pira



- Secteur : Accès au Droit
  - Public : Jeunes/mineurs étrangers isolés
  - Établissements : Service Droit des jeunes/ Dispositif régional d'information aux jeunes étrangers/Clubs de Prévention Spécialisée
  - Autres métiers : Autres travailleurs sociaux
  - Ville : Lille -Métropole. Département : Nord (59)
- 
- Date de diffusion : 21/04/2004
  - Heure de diffusion : 13 :23:30
  - Durée : 00 :04:30
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : 12/14 Nord pas de Calais Picardie
  - Genre : Entretien
  - Identifiant INA : LLO0001302383

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Nous recevons l'éducateur social lillois qui a été placé en garde à vue. La police de l'air et des frontières voulait obtenir des informations sur un jeune qu'il avait rencontré, dans le cadre de son métier. C'est justement ce genre de situation qui est dénoncé aujourd'hui dans les manifestations, par les opposants au projet de loi Sarkozy sur la prévention de la délinquance.

## Commentaire Cnahes

Le reportage a pour contexte le nouveau projet de loi sur la prévention de la délinquance qui modifie, une fois de plus, l'ordonnance du 2 février 1945. Les manifestations nationales et régionales du printemps 2004 des éducateurs, assistantes sociales ou encore de médecins de PMI, dénoncent « les atteintes au secret professionnel » contenues dans le projet gouvernemental. Lors de la manifestation lilloise, Jacky Dumoulin, chef de service d'un club de prévention, explique l'inadéquation du travail des éducateurs avec ce projet de loi. Cette manifestation fut également l'occasion pour les travailleurs sociaux, d'apporter leur soutien à leur collègue, Olivier Pira, dans l'exercice de son travail du Service Droit des jeunes et du Dispositif régional d'information aux jeunes étrangers, gérés par La Sauvegarde du Nord. Olivier Pira, par ailleurs délégué syndical SUD Santé Services sociaux, relate les conditions dans lesquelles une simple invitation à porter quelques

explications à la Police aux frontières (PAF), sur la situation d'un jeune mineur étranger isolé, se transforme en garde à vue. Il souligne les liens entre ce projet de loi et les récents textes sur l'immigration, et le risque que les travailleurs sociaux deviennent des auxiliaires de la police.

## 46

## Affluence d'étudiants Français pour s'inscrire à l'Ecole normale de Tournai (B)



- Secteur : Formation professionnelle
- Public : Étudiants en travail social
- Établissement : Institut de Tournai d'enseignement de promotion sociale de la communauté française
- Ville : Tournai (Belgique)

- 
- Date de diffusion : 06/07/2005
  - Heure de diffusion : 19 :58 :3
  - Durée : 00 :01 :35
  - Chaîne : Lille Locale
  - Collection : JT Lille Métropole
  - Genre : Reportage Journal télévisé
  - Identifiant INA : LLOOO1326427

### Résumé documentaire

Source : France3 Régions

Plusieurs centaines de jeunes ont passé une partie de la nuit pour s'inscrire à l'école d'éducateurs spécialisés, en effet en Belgique il n'y a pas de concours et les frais sont moins chers, mais le contingent français n'est que de 320 personnes.

### Commentaire Cnahes

Le document aborde la situation de jeunes qui, ne possédant pas le baccalauréat ou n'ayant pas obtenu leur sélection pour entrer en formation d'éducateurs en France, tentent de s'inscrire dans une école belge où les conditions d'accès sont plus souples. Toutefois, l'inscription à l'institut de Tournai d'enseignement de promotion sociale de la communauté française - à proximité de Lille - comme alternative au concours français, se heurte également au problème du quota d'élèves français en Belgique, qui pendant longtemps était sans exception.

# 47 Les SDF durant l'été

- Secteur : Exclusion/Pauvreté
- Public : Personnes sans abri
- Établissement : Samu social
- Ville : Lille -Métropole
- Département : Nord (59)

- Date de diffusion : 20/08/2005
- Heure de diffusion : 19 :15:15
- Durée : 00 :03:00
- Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
- Collection : JT soir Nord Pas de Calais Picardie
- Genre : Journal télévisé Reportage
- Identifiant INA : LLO0001327271



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

L'été, même si les températures sont clémentes, les SDF sont dans la rue et confrontés au problème des structures d'accueil qui sont pour certaines fermées. Rémi, éducateur de rue au SAMU Social, veille sur certains d'entre-deux.

## Commentaire Cnahes

Le travail de Rémi, éducateur du Samu social de Lille, sert de fil conducteur au reportage. Le professionnel explique son rôle : « Aller au-devant des personnes, dont la grande détresse fait qu'elles ne sollicitent pas le 115 [numéro d'Urgence Sociale], les motiver pour garder un lien. Du côté des SDF, c'est la peur de quitter son squat et de ne pas le retrouver faute de places en structures d'hébergement. »

# 48 Des éducateurs de rue à Arras



- Secteur : Prévention spécialisée
- Publics : Jeunes déscolarisés, jeunes détenus en fin de peine
- Établissement : Club de prévention
- Autre métier : Directeur
- Ville : Arras
- Département : Pas -de -Calais (62)

- 
- Date de diffusion : 19/09/2005
  - Heure de diffusion : 19 :33 :05
  - Durée : 00 :02 :00
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : JT soir Nord Pas -de -Calais
  - Genre : Journal télévisé Reportage
  - Identifiant INA : LLO001328779

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Les éducateurs s'adressent en priorité aux jeunes en rupture scolaire ou sociale. Mais aussi à des détenus en fin de peine. Les éducateurs de rue interviennent alors pour leur redonner confiance comme à la base nautique de Saint Laurent Blangy Jérôme De Beugny est éducateur spécialisé depuis 9 ans. Dans les quartiers Ouest d'Arras, chaque jour il sillonne la zone à la rencontre des jeunes... Ici ils sont environ 400, entre 10 et 25 ans/ Aujourd'hui Jérôme emmène un groupe à la base nautique. La plupart de ces adolescents ne va plus à l'école. Mais avec ces activités, il ne s'agit pas non plus de leur offrir des vacances. Au cœur des quartiers Ouest, le club de prévention spécialisée géré par l'association Vie active, ici sont basés 5 éducateurs, désormais bien connus des jeunes. C'est un travail de longue haleine. En fin de peine de prison, ils sont également accompagnés par les éducateurs Ambiance 5 éducateurs pour les quartiers Ouest d'Arras. Une 40aine pour tout le Pas de Calais. La tâche reste immense.

## Commentaire Cnahes

Le reportage témoigne d'une expérience partenariale ayant pour socle une convention permettant d'optimiser l'action des éducateurs de prévention spécialisée, signée par divers acteurs du Pas-de-Calais : le Conseil régional, une quinzaine de villes, la CAF, les associations animant des clubs de prévention. La convention vise notamment à mieux répartir les actions éducatives dans les domaines de la drogue, de l'alcool et de la santé. Le reportage choisit de se centrer sur une intervention éducative, en direction de jeunes détenus en fin de peine, ayant

pour cadre une base nautique. Il donne la parole à Jérôme De Beugny, éducateur spécialisé, à l'association « La Vie Active », qui encadre l'activité, à un jeune qui y participe, et à Gérard Delevaque, directeur d'un club de prévention à Arras (La Vie Active).

## 49

## Début des inscriptions pour les étudiants français en Belgique pour donner suite au décret



- Secteur : Formation professionnelle
- Public : Étudiants français
- Établissement : Institut de Tournai d'enseignement de promotion sociale de la communauté française
- Ville : Tournai (Belgique)

- 
- Date de diffusion : 30/08/2006
  - Heure de diffusion : 19 :57 :15
  - Durée : 00 :01 :55
  - Chaîne : Lille Locale
  - Collection : JT Lille Métropole
  - Genre : Journal télévisé Reportage
  - Identifiant INA : LE00001347959

### Résumé documentaire Source : France3 Régions

C'est parti pour le marathon des inscriptions en Belgique ! Les étudiants français de plusieurs filières médicales ont trois jours pour déposer leur dossier ensuite, il y aura un tirage au sort ! L'an dernier, dans cet institut d'éducateurs spécialisés, 537 français avaient rejoint l'école. Cette rentrée, ils ne seront plus que 162. Une façon pour le directeur de marquer son désaccord avec le récent décret instaurant un quota de 30% d'étrangers dans les formations de vétérinaires ou de kiné. Derniers recours pour les opposants : la cour de justice européenne le texte irait à l'encontre du principe de mobilité. Aujourd'hui, les Français, souvent venus de loin, sont résignés. Un huissier procédera au tirage au sort le 4 septembre les dossiers incomplets seront éliminés, les quelques élus feront leur rentrée le 15 septembre dans des classes à moitié vides.

### Commentaire Cnahes

Devant l'afflux sur son territoire d'étudiants étrangers non-résidents, dont un grand nombre de Français, le gouvernement de la Communauté française de Belgique a promulgué en juin 2006, un décret régulant à 30% le nombre d'étudiants étrangers dans certaines filières d'enseignement supérieur, parmi lesquelles celle d'éducateur. Ce système de numerus clausus pose un problème pour un nombre significatif d'étudiants Français. Au-delà de ce quota de 30% d'inscrits dans un même établissement, un tirage au sort a été établi pour déterminer les admissions.

# 50 Centre éducatif fermé de Saint-Venant

- Secteur : Protection judiciaire de la jeunesse
- Public : Mineurs de 13 à 18 ans ayant fait l'objet d'un placement dans un cadre pénal
- Établissement : Centre éducatif fermé
- Ville : Saint Venant
- Département : Pas-de-Calais (62)

- 
- Date de diffusion : 16/09/2006
  - Heure de diffusion : 11 :13 :10
  - Durée : 00 :07 :00
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : Le Mag Nord Pas de Calais Picardie
  - Genre : Reportage Magazine
  - Identifiant INA : AM00001312403



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Plongée de 24h dans le centre éducatif fermé de Saint-Venant près de Béthune. Ce centre a ouvert ses portes il y a six mois, et peut accueillir au maximum 12 mineurs multirécidivistes âgés de 14 à 17 ans. Ils sont encadrés par 24 éducateurs. 15 CEF ont été créés en France mais avec son architecture futuriste, celui de Saint-Venant est unique, c'est aussi l'un des rares centres mixtes. Une journée donc avec jeunes et éducateurs qui s'efforcent de faire respecter la règle et de renouer avec l'autorité, dans un centre formé de bungalows entourés d'un grillage sans mirador, qui rappelle que ces mineurs ne sont pas là par hasard. Tous ont commis des actes graves, du vol avec violence jusqu'à l'homicide. Rencontre avec quelques-uns de ces jeunes, dont les prénoms ont été modifiés : David, 16 ans, est ici pour six mois et il a déjà connu l'incarcération et différents foyers ; Caroline, qui doit prochainement partir après 6 mois passés là, poursuit avec succès un stage à l'extérieur dans un salon de coiffure. Mais les moments sont parfois difficiles : beaucoup de tensions au moment des repas, et puis aussi lois de l'extinction des feux à 22h. Sans oublier les fugues : par impulsion, pour 5 minutes, ou préméditées, pour ne pas revenir.

## Commentaire Cnahes

Ouvert en janvier 2006, le centre éducatif fermé de Saint-Venant est animé par l'association ABC fondée en 1984. Le document insiste sur le cadre éducatif de ce type de structure alternative à l'incarcération par, notamment, la combinaison du

placement et du contrôle judiciaire et l'utilisation du sursis avec mise à l'épreuve. Le centre représente une dernière chance d'éviter à un mineur une condamnation à la prison. Le centre se singularise par le « renforcement de la prise en charge des mineurs confrontés à une problématique de santé mentale. »

## 51

## Le quartier des mineurs à la prison de Sequedin

- Secteur : Justice/ Protection judiciaire de la jeunesse
- Public : Mineurs détenus
- Établissement : Prison (quartier des mineurs)
- Ville : Sequedin
- Département : Nord (59)

- 
- Date de diffusion : 13/02/2007
  - Heure de diffusion : 19 :20 :17
  - Durée : 00 :04 :45
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : JT soir Nord Pas de Calais
  - Genre : Journal télévisé Reportage
  - Identifiant INA : LLO0001360073



### Résumé documentaire

Source : France3 Régions

Et un autre volet relatif aux mineurs délinquants. Il s'oriente vers une justice plus répressive en autorisant par exemple la détention provisoire des adolescents à partir de 13 ans. Vous allez voir à travers ce dossier exceptionnel comment les jeunes sont pris en charge sur le plan éducatif, comme la loi l'exige. Reportage au cœur du quartier des mineurs de la prison de Sequedin.

### Commentaire Cnahes

Entretien avec Stéphane Vatan, éducateur de la Protection judiciaire de la jeunesse, qui évoque les effets du passage en détention sur les mineurs, après un acte grave ou une succession d'infractions et de placements sans résultat.

## 52

## Une péniche centre éducatif renforcé (CER) Près de Valenciennes



- Secteur : Protection judiciaire de la Jeunesse
  - Public : Mineurs sous mesure de justice. Dans le cadre pénal
  - Établissement : Centre éducatif renforcé (CER)
  - Autres métiers : Psychologue, chef de service éducatif, directeur de pôle
  - Ville : Valenciennes
  - Département : Nord (59)
- 
- Date de diffusion : 12/01/2008
  - Heure de diffusion : 12 :06 :02
  - Durée : 00 :10 :58
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : La voix est libre Nord Pas de Calais
  - Genre : Reportage Magazine
  - Identifiant INA : 1913.004.003

### Résumé documentaire Source : France3 Régions

Un centre d'éducation qui brise toutes les images reçues une péniche amarrée sur l'Escaut, accueille de jeunes délinquants mineurs il s'agit de tenter d'inverser le cours d'une vie un centre unique dans la région. Une péniche transformée en centre d'éducation renforcée près de Valenciennes.

### Commentaire CnaheS

L'association Alter-Egax de Valenciennes, ayant depuis intégrée l'association Aléfpa, a transformé en centre éducatif renforcé (CER), pour mineurs délinquants, une péniche « La tête de l'eau », amarrée le long du canal de l'Escaut dans le Nord. Elle y accueille pendant cinq mois des mineurs de 13 à 18 ans, placés dans un cadre pénal (ordonnance de 1945). Ils bénéficient d'un encadrement 24h/24 par des éducateurs spécialisés et un psychologue. Entretien avec le jeune Kevin (ainsi qu'avec sa mère) qui fait part de son parcours. Les entretiens avec les différents professionnels du centre et de l'association gestionnaire (Jean Pierre Beele, chef de service éducatif, les éducateurs Sébastien Cossart et Isabelle Mairesse et Daniel Dubois, directeur du Pôle jeunes), permettent d'expliquer les objectifs et le fonctionnement singulier de cette structure d'action éducative, conciliant en particulier, la réglementation navale et les contraintes liées à l'accueil de 6 à 7 mineurs dans le cadre d'une sanction pénale.

**Documents en lien**

Christophe Lecointre « Une péniche éducative renforcée », *Les Cahiers Dynamiques* n°39 [en ligne], Érès, 2006 pages 47 à 49 :  
<https://doi.org/10.3917/lcd.039.0047>

# 53 Manifestation des travailleurs sociaux



- Secteur : Formation professionnelle
- Public : Étudiants en formation professionnelle
- Établissement : Établissement de formation en travail social
- Autres métiers : Assistants sociaux et autres travailleurs sociaux
- Ville : Lille-Métropole
- Département : Nord (59)

- Date de diffusion : 26/03/2008
- Heure de diffusion : 19 :02 :50
- Durée : 00 :02 :00
- Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
- Collection : 19 20 Edition Nord Pas de Calais
- Genre : Journal télévisé Reportage
- Identifiant INA : 5465.009.004

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Les voilà dans la rue pour la deuxième fois en 15 jours. Il y a un cortège, des étudiants éducateurs spécialisés, assistantes sociales ou éducateurs de jeunes enfants... de futurs travailleurs sociaux profondément inquiètes pour la suite de leur parcours... faute de pouvoir suivre les stages.

Ce décret ministériel de janvier 2008 ! entre en application de façon soudaine... le texte impose la gratification des stages en entreprises... une bonne nouvelle a priori pour les étudiants... une avancée contre la précarité... Sauf que la plupart des structures privées qui accueillent les stagiaires n'ont aucun moyen de payer ces gratifications. Les manifestants demandent aussi l'harmonisation entre privé et public. Les structures publiques échappent à la loi et n'ont aucune obligation de rémunérer leurs stagiaires. Une source d'inquiétantes discriminations.

## Commentaire Cnahes

Entretien avec Nathalie Lovoto, formatrice à l'IUT Carrières Sociales de Tourcoing. Si le décret du 31 janvier 2008 relatif à la gratification des stages étudiants, issue de la loi du 31 mars 2006 sur l'égalité des chances, s'inscrit dans le progrès social, il manque néanmoins de clarté, et introduit une discrimination dans son application entre le secteur privé et le secteur public : ce dernier n'étant pas soumis au versement de la gratification. Les associations, qui sont désormais tenues de financer les stages, ne disposent pas de ressources nécessaires, ce qui remet en

cause l'accueil des étudiants du travail social et compromet le déroulement de leurs études. Cette situation a provoqué une large mobilisation nationale durant plusieurs mois.

# 54 Problèmes de rémunération des stages



- Secteur : Formation professionnelle
- Publics : Étudiants et professionnels du travail social
- Établissements : Établissements de formation en travail social, établissements sociaux et médico-sociaux
- Autres métiers : Directrice établissement de formation, directrice de pôle
- Ville : Amiens
- Département : Somme (80)

- 
- Date de diffusion : 02/04/2008
  - Heure de diffusion : 12 :07 :35
  - Durée : 00 :02 :05
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : 12 13 Edition Picardie
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : 5787.003.009

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Les futurs travailleurs sociaux qui étudient dans le secteur social et médico-éducatif dénoncent le flou qui entoure la rémunération des stages effectués durant les études, une rémunération obligatoire depuis le 1er février mais que beaucoup d'employeurs, souvent des associations ne peuvent pas assumer.

Exemple chez Agena, une association qui aide les personnes en difficulté sociale et professionnelle. En temps normal, cette structure accueille 3 à 4 stagiaires longue durée tous les ans. Ce ne sera pas le cas cette année à cause du décret qui oblige à gratifier les stages de plus de 3 mois. Une surcharge financière que ne peut pas assumer cette association.

À l'Institut de formation aux fonctions éducatives d'Amiens, les propositions de stage de longue durée se raréfient. Certains étudiants ont un stage de 9 mois à faire. Une formation indispensable à l'obtention de leur diplôme. Ils s'inquiètent donc de la pérennité même de leur cursus, dans le cadre d'une formation qui se fait en alternance. Pour l'instant, la majorité des étudiants de l'Institut a pu trouver un stage grâce notamment aux collectivités locales, structures publiques qui elles ne sont pas obligées d'indemniser leurs stagiaires.

## Commentaire Cnahes

La grande et longue mobilisation des étudiants en travail social, relative aux enjeux soulevés par la gratification des stages, a fait naître de nombreux collectifs

nationaux et régionaux tel que le Collectif des travailleurs sociaux en formation d'Amiens. Les différents entretiens avec Anne-Marie Poulain, directrice du pôle hébergement adulte de l'Association AGENA, Marie-Pierre Delignieres, directrice de l'institut régional de formation aux fonctions éducatives, et avec Clément Rondot, étudiant en deuxième année de formation d'éducateurs spécialisés, abordent les conséquences des iniquités dans l'application du décret de janvier 2008 relatif à la rémunération des stages : remise en cause du principe d'alternance dans la formation, de l'articulation entre théorie et pratique, et logique de contournement du secteur associatif par certains étudiants, contraints de faire leurs stages dans le secteur public non soumis à la gratification.

# 55 Étudiants recherchent stage désespérément



- Secteur : Formation professionnelle
  - Publics : Étudiants et professionnels du travail social
  - Établissements : Établissements de formation en travail social, établissements sociaux et médico-sociaux
  - Autres métiers : Directeur-adjoint établissement de formation, directeur association
  - Ville : Lille-Métropole
  - Département : Nord (59)
- 
- Date de diffusion : 10/04/2008
  - Heure de diffusion : 18 :42 :00
  - Durée : 00 :10 : 00
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : Voix publique Nord Pas de Calais
  - Genre : Interview entretien Reportage
  - Identifiant INA : 6185.008

**Résumé documentaire** Source : France3 Régions

Absence de résumé.

## Commentaire Cnahes

Entretien avec Philippe Dumoulin, directeur adjoint de l'IRTS de Loos, Marie Charlotte Lallemand, membre du Collectif des travailleurs sociaux en formation, et de Patrick Vigneau, directeur de l'Association régionale d'étude et d'action sociale pour les gens du voyage (AREAS), qui évoquent respectivement les conséquences sur la formation en alternance et l'annulation des conventions de stage par manque de budget, le nombre important d'étudiants qui ne trouvent pas de stage, et les difficultés financières des établissements sociaux et médicosociaux à prendre en charge la gratification des stages, faute de de moyens financiers accordés par les autorités de contrôle et de tarification.

# 56 Futurs travailleurs sociaux : une marche à pied de 334km pour protester

- Secteur : Formation professionnelle
- Public : Étudiants en travail social
- Établissement : Établissements de formation en travail social, établissements sociaux et médico-sociaux
- Ville : Lille-Métropole
- Département : Nord (59)

- Date de diffusion : 16/04/2008
- Heure de diffusion : 12 :01 :45
- Durée : 00 :01 :00
- Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
- Collection : 12 13 Edition nord Pas de Calais
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : 6473.003.002



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Une longue marche des futurs travailleurs sociaux a été organisée pour dénoncer le paradoxe, qui oblige désormais les associations à rémunérer leur stage, mais ne peuvent pas le faire, en raison de leur manque de moyens, ce qui prive ces jeunes gens du stage en question. Ils ont décidé de rallier Paris à pied et le top départ a été donné ce matin de la préfecture de Lille. Une quarantaine d'étudiants travailleurs sociaux sont donc partis pour 15 jours de marche, soit 334km pour rencontrer le Ministre du travail lors d'une session à l'Assemblée nationale.

## Commentaire Cnahes

L'application du décret de janvier 2008 oblige les employeurs du secteur privé associatif à gratifier les étudiants effectuant des stages conventionnés de plus de trois mois. Les étudiants du secteur social et médico-social, parmi lesquels Lucille Biraut et Cyril Duriez, voient leurs demandes de stages refusées, et les stages en cours médico-social suspendus, en raison d'absence de moyens de les rémunérer. Si les collectifs d'étudiants en travail social sont favorables à ce décret, qui constitue une avancée sociale importante, malheureusement ses modalités d'application ne sont pas transposables au secteur associatif. Ils demandent aux pouvoirs publics de débloquer des fonds pour financer les stages dans le secteur associatif. Leur mobilisation prend diverses formes comme cette marche d'avril 2008 d'une vingtaine d'étudiants du collectif des Travailleurs Sociaux en Formation (TSF) du

Nord, qui ont entamé une marche les conduisant à Paris pour rencontrer Xavier Bertrand, ministre du travail, de la santé et de la solidarité.

# 57 Manifestation des futurs travailleurs sociaux contre les stages rémunérés

- Secteur : Formation professionnelle
- Public : Étudiants en travail social
- Établissement : Établissements de formation en travail social, établissements sociaux et médico-sociaux
- Ville : Lille-Métropole
- Département : Nord (59)



- Date de diffusion : 16/04/2008
- Heure de diffusion : 19 :00 :50
- Durée : 00 :02 :00
- Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
- Collection : 19 20 Edition Nord Pas de Calais
- Genre : Journal télévisé Reportage
- Identifiant INA : 6473.009.010

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

La longue marche des futurs travailleurs sociaux. Pour dénoncer le paradoxe, qui oblige désormais les associations à rémunérer leur stage, mais qui ne peuvent pas le faire, en raison de leur manque de moyens, ce qui prive ces jeunes gens du stage en question, ils ont décidé de rallier... Paris... à pied.

Salomon a 28 ans. Il étudie pour devenir éducateur spécialisé. Et comme une vingtaine de ses camarades ce matin il était sur le départ pour deux semaines de marche de protestation.

Ambiance randonnée pour un périple qui ils l'espèrent les mènera dans le bureau de Xavier Bertrand. Si Salomon a du temps pour faire cette marche c'est parce que son stage dans une petite structure a été refusé.

Depuis le décret du 31 janvier, les associations doivent gratifier les stagiaires de 400 euros. Le problème c'est qu'elles n'ont pas les budgets nécessaires. Une situation délicate pour les associations qui ont besoin de ces stagiaires mais aussi pour ces futurs travailleurs sociaux.

Dans une impasse, ces étudiants demandent à l'État de fournir des fonds aux associations au moins cette année, le temps qu'elles s'organisent pour financer ces gratifications.

## Commentaire Cnahes

Entretien avec Saloman Bissiau, qui achève sa formation d'éducateur spécialisé. Il avait pour projet d'effectuer son stage professionnel de dix mois dans un service

de l'association AREAS. Celle-ci n'est plus en mesure de l'accueillir en absence de financement pour gratifier son stage. En effet, le décret du 31 janvier 2008 relatif à la gratification et au suivi des stages en entreprise, oblige les employeurs du secteur privé à verser une gratification pour les stages en continu supérieurs à deux mois. Or, les établissements et services du travail social associatif ne disposent pas de financement pour répondre à cette obligation réglementaire. De ce fait, depuis la publication de ce décret, beaucoup de conventions de stage ont été annulées, suscitant chez les étudiants une crainte quant à la validation de leurs formations. La manifestation a pour but de dénoncer une discrimination entre le secteur public (non soumis à la gratification) et le secteur privé, et de revendiquer le financement des stages pour une formation dans des conditions plus sereines (cf. les commentaires du Cnahes sur les documents portant sur le même sujet).

# 58 Hôpital de jour pour enfants autistes à Lille

- Secteur : Pédopsychiatrie
- Public : Enfants/Adolescents
- Établissement : Hôpital de jour
- Autres métiers : Équipe pluridisciplinaire
- Ville : Lille
- Département : Nord (50)

- 
- Date de diffusion : 17/05/2008
  - Heure de diffusion : 19 :07 :25
  - Durée : 00 :01 :39
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : 19 20 Edition Nord Pas de Calais
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : 7979.015.007



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Hier, le gouvernement présentait un plan destiné à améliorer le diagnostic et la prise en charge des autistes. Une approche expérimentale est déjà en cours au centre Mosaïque, un hôpital de jour lillois pour enfants autistes. Sur place, ces enfants bénéficient d'animations thérapeutiques et pédagogiques.

## Commentaire Cnahes

Le reportage s'inscrit dans le cadre du plan Autisme 2008-2010, présenté en mai 2008 par le ministère de la santé : Roselyne Bachelot-Narquin et Valérie Létard. À cette occasion, l'approche journalistique se centre sur l'hôpital de jour Mosaïques à Lille, placé sous la responsabilité de Pierre Delion, professeur des universités-praticien hospitalier en pédopsychiatrie. Cette structure, spécialisée dans la prise en charge des troubles envahissants du développement, « a élaboré une stratégie dotée d'outils multiples pour lutter contre l'autisme, une approche pluridisciplinaire novatrice en France en pédopsychiatrie. » Entretien avec Christophe Sert, éducateur spécialisé, qui explique son travail au sein de cette structure.

## 59

## Centre d'accueil d'enfants autistes de la Croix rouge



- Secteur : Handicap
- Public : Enfants autistes
- Établissement : Centre d'accueil pour enfants autistes
- Autre métier : Directrice d'établissement
- Ville : Amiens
- Département : Somme (80)

- 
- Date de diffusion : 16/09/2008
  - Heure de diffusion : 12 :05 :50
  - Durée : 00 :02 :10
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : 12 13 Edition Picardie
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : 14532.006.004

### Résumé documentaire

Source : France3 Régions

Le président de la Croix rouge française Jean François Mattei en visite aujourd'hui au centre Henri Dunant à Amiens. Un centre qui accueille plus d'une centaine d'enfants autistes ou souffrant de retard mental. L'occasion de faire le point sur les fonds alloués dans le cadre du plan autisme lancé il y a quelques années par Jacques Chirac. Grâce à ce fonds, 4 postes d'éducateurs ont été créés au centre, mais dans la Somme, il n'existe pour l'instant aucun centre pour accueillir les autistes adultes.

### Commentaire Cnahes

Entretien avec Tony Pitre, éducateur spécialisé au sein de l'Externat médico éducatif (E.M.E) Henri Dunant à Amiens, animé par la Croix rouge française. Entretien, avec Marie Claire Lefevre, directrice de l'établissement; évocation du travail depuis 1968. Valorisation du plan autisme qui a permis notamment la création du poste éducatif. Point noir : l'absence dans le département de structure d'accueil pour adultes.

## 60

## Entretien avec Régis Darras sur la grève des éducateurs de la PJJ

- Secteur : Protection judiciaire de la jeunesse
- Public : Mineurs sous mesures de justice
- Établissement : Établissements et services de la Protection judiciaire de la jeunesse
- Autre métier : Cheffe de service éducatif
- Villes : Amiens, Beauvais
- Départements : Oise (60), Somme (80)

- 
- Date de diffusion : 15/12/2008
  - Heure de diffusion : 19 :03 :05
  - Durée : 00 :05 :40
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : 19 20 Edition Picardie
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : 18851.012.007



### Résumé documentaire

Source : France3 Régions

Mouvement aujourd'hui des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse. Un appel à la grève était lancé par leur principal syndicat pour dénoncer les conclusions du rapport Varinard, qui préconise notamment de fixer à 12 ans l'âge de la responsabilité pénale. Régis Darras éducateur et représentant syndical dans la Somme, est invité en plateau. Il estime que le rapport enterre le droit à l'éducation pour tous les enfants en difficulté. Il explique que l'ordonnance de 1945 n'est pas obsolète et que toutes les modifications vont vers plus de répressif. Il ne constate pas plus de violence de la part de mineurs depuis une quinzaine d'années. Il explique le sens du travail des éducateurs, et ne veut pas réduire les enfants à leurs actes.

### Commentaire Cnahes

Mobilisation à Compiègne et à Beauvais autour du rapport Varinard, rendu le 3 décembre 2008, dont certaines dispositions sont en rupture avec les engagements internationaux de la France et, notamment de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE), qu'elle a ratifiée en 1990. Le rapport préconise, entre autres, de fixer à 12 ans l'âge de la responsabilité pénale, l'incarcération des enfants dès cet âge, mais aussi la préconisation de la suppression des compétences civiles de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). Entretien avec Marie-Dominique Dewachter, cheffe de service éducatif à la PJJ, Bruno Etié, secrétaire départemental du syndicat SNPES PJJ (Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social) et Régis Darras, éducateur à la PJJ et représentant syndical dans la Somme.

Ils dénoncent la refonte de l'ordonnance de 1945 qui entérine une politique répressive au détriment d'une réponse éducative. Pour ces éducateurs, le texte de 1945 n'est pas obsolète. Ils considèrent que « les jeunes ne sont pas plus violents qu'avant », que « l'enfant ne se réduit pas à son acte », et « la seule sanction ne saurait éduquer. »

## Les années 2010



## Chronologie législative : 2010-2020

### 2010

- Décret n°2010-356 du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant publication de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, signée à New York le 30 mars 2007.
- Second plan autisme (2008-2010).

### 2011

- Loi organique n°2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits.
- Loi n°2011-939 du 10 août 2011 instituant le tribunal correctionnel pour mineurs et le dossier unique de personnalité.
- Loi n°2011-901 du 28 juillet 2011 tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap.

### 2012

- Loi n°2012-409 du 27 mars 2012 de programmation relative à l'exécution des peines améliorant la prise en charge des mineurs délinquants (délais, accueil).

### 2013

- Troisième plan autisme (2013-2017).

### 2014

- Loi n°2104-58 du 27 janvier 2014 dite loi « MAPTAM » (Loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles).
- Loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale.
- Loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.
- Rapport intitulé « Zéro sans solution : le devoir collectif de permettre un parcours de vie sans rupture, pour les personnes en situation de handicap et pour leurs proches ».
- Loi n°2014-896 du 15 août 2014 relative à l'individualisation des peines renforçant l'efficacité des sanctions pénales et abrogeant les peines-planchers. L'excuse de minorité est rétablie par l'abrogation des dispositions des lois « Dati » en 2007. Elle introduit la justice restaurative.

### 2015

- Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement.

#### 2016

- Loi n°2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant.
- Loi n°2016-231 du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée.
- Loi n°2016-832 du 24 juin 2016 visant à lutter contre la discrimination en raison de la précarité sociale.
- Loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI<sup>e</sup> siècle supprime les tribunaux correctionnels pour mineurs créés en 2011.

#### 2017

- Décret n°2017-537 du 13 avril 2017 relatif à l'agrément des établissements de formation pour dispenser une formation préparant à un diplôme de travail social.
- Plan quinquennal pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2018 -2022.

#### 2018

- Lancement de la stratégie nationale de protection de l'enfance et de l'adolescence 2018-2022.
- Lancement de la stratégie nationale de soutien à la parentalité pour la période 2018-2022.
- Lancement du Plan national de prévention de la radicalisation « Prévenir Pour Protéger ».
- Décret n°2018-733 du 22 août 2018 relatif aux formations et diplômes du travail social
- Arrêté du 22 août 2018 relatif au socle commun de compétences et de connaissances des formations du travail social de niveau II.
- Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.

#### 2019

- Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance 2020-2022.

#### 2020

- Loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

# 61 L'Accueil Fraternel de Roubaix et les Sans Domicile



- Secteur : Pauvreté/Exclusion
- Public : Personnes sans abri
- Établissement : CHRS
- Ville : Roubaix
- Département : Nord (59)

En accès libre à l'adresse :

<https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/5/medias/R17251926>

- Date de diffusion : 16/01/2010
- Heure de diffusion : 12:03:07
- Durée : 00:07:20
- Chaîne : France 3 Pas de Calais
- Collection : 12 13 Edition Nord Pas de Calais
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : 57305.001.013

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Reportage à l'Accueil Fraternel de Roubaix (AFR) qui accueille des sans domicile. Géré par des éducateurs, l'AFR permet un travail social, une amorce vers la réinsertion. Pour les personnes c'est aussi la garantie de quelques heures à l'abri, dans une structure qui devrait bientôt s'agrandir.

## Commentaire Cnahes

L'Association Accueil Fraternel Roubaisien (AFR) travaille depuis sa création, en 1953, dans les domaines de l'accueil d'urgence en direction des personnes, hommes ou femmes isolés, en situation de grande précarité. Le reportage est axé sur l'accueil de jour de personnes se trouvant à la rue et le travail des éducateurs, portant sur les conditions de cet accueil et le travail d'orientation, notamment dans le domaine de la santé.

# 62 Armentières : professionnels de l'urgence sociale en colère

- Secteur : Pauvreté/Exclusion sociale
- Public : Personnes sans abri
- Établissement : Centre d'hébergement d'urgence
- Ville : Armentières
- Département : Nord (59)

- Date de diffusion : 03/03/2011
- Heure de diffusion : 18:44:00
- Durée : 00:02:15
- Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
- Collection : 19 20 Edition Lille Métropole
- Genre : Journal télévisé Reportage
- Identifiant INA : 304398.001.002



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Se mobiliser pour préserver ces sourires furtifs, ces moments de détente au sein des foyers d'hébergement A Armentières les 40 hommes accueillis par l'Armée du Salut sont jeunes, vieux, malades ou isolés... chaque parcours est unique mais tous font face au même besoin : celle d'être mis à l'abris.

Ici, la maison est confortable, réconfortante... tous le disent : des chambres, une télévision, des douches chaudes... quelques conflits aussi... Les 5 éducateurs veillent au respect des règles, une façon sans doute de redonner un cadre à tous ces hommes qui n'en n'ont plus. CAF, assurance maladie, logement social... pour toutes ces démarches, les éducateurs sont des piliers.

Pour eux, s'engage une course contre la montre : aider tous ces sans abris alors que les foyers d'urgence ouverts pour l'hiver ferment bientôt leur porte. Et c'est bien pour eux que les salariés du Samu social, du 115, de l'armée du salut réclament plus de moyens. L'enjeu : assurer tout au long de l'année cet accompagnement social, plus qu'un besoin... une nécessité.

## Commentaire Cnahes

Entretien avec Elias Tabachery, chef de service à la fondation Armée du salut. Il exprime la frustration des éducateurs dont le travail d'accompagnement social auprès des adultes accueillis s'interrompt en raison de la fin de la période hivernale. Or, l'accompagnement social proposé n'est pas un besoin, c'est une nécessité durant toute l'année.

# 63 Fin de l'accueil d'urgence hivernale



- Secteur : Pauvreté/Exclusion
- Public : Personnes sans abri
- Établissements : Samu social, centre d'accueil d'urgence
- Ville : Lille
- Département : Nord (59)

- Date de diffusion : 31/03/2011
- Heure de diffusion : 19 :02 :15
- Durée : 00 :05 :00
- Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
- Collection : 19 20 Edition Nord Pas de Calais
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : 321431.001.011

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Le retour du printemps n'est pas forcément une bonne nouvelle pour tout le monde, puisque c'est aussi la fermeture des centres d'hébergement d'urgence où les sans-abris ont passé l'hiver. Dans la région, ils sont de plus en plus nombreux, seuls ou en famille, à ne pas avoir de toit. Avant d'en parler avec notre invité, Eric Delay, président du Samu Social de Lille Métropole, voyez ce reportage d'Hélène Tonnelier et Laurent Pénichou.

Stéphane a passé tout l'hiver dans ce centre d'hébergement d'urgence, mais aujourd'hui les portes se ferment... il retourne dans la rue. Une situation difficile à vivre aussi pour les travailleurs sociaux qui ont accompagné ces SDF durant plusieurs mois. Dans le Nord, les associations estiment qu'ils sont 400, des hommes, des femmes parfois des familles qui ce soir seront sans toit. Une partie d'entre eux, accompagnés d'éducateurs, a donc manifesté devant la préfecture, comme Stéphane...

À la préfecture, on affirme que l'on travaille à des solutions pérennes avec la création de nouveaux logements sociaux, entre autres. En plus des lits ouverts en hiver, 7200 places d'hébergement sont disponibles toute l'année dans le Nord. Mais Stéphane n'est pas sûr du tout de pouvoir en trouver une de libre ce soir.

## Commentaire Cnahes

Le reportage met l'accent sur la mobilisation des travailleurs sociaux et de leurs associations réclamant des hébergements pérennes pour les sans-abris, au-delà du

31 mars (fin de la période hivernale). Éric Delhaye, le président du Samu Social dans la métropole lilloise, analyse la situation d'un point de vue des politiques publiques. Il regrette que la solidarité gouvernementale ne soit pas à la hauteur de la situation sociale. Bruno Clément, éducateur, intervient sur les limites de son travail en raison de la fin de la période hivernale.

# 64 Journée du sport adapté à Beauvais



- Secteur : Handicap
- Publics : Enfants, adolescents, adultes
- Établissement : Établissements médico-sociaux
- Ville : Beauvais
- Département : Oise (60)

- 
- Date de diffusion : 27/05/2011
  - Heure de diffusion : 19 :05 :18
  - Durée : 00 :02 :00
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : 19 20 Edition Picardie
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : 358180.001.015

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

La fédération française de sport adapté fête ses 40 ans ! À l'origine l'objectif était de permettre aux personnes handicapées mentales de pratiquer une activité sportive... Pour célébrer cet anniversaire, la fédération de l'Oise a organisé une grande fête à Beauvais... avec près de 500 participants

## Commentaire Cnahes

Cette manifestation de la Fédération française de sport adapté implique une trentaine d'établissements médico-sociaux de la région de Beauvais. Jean François Filipidis, éducateur spécialisé en sport adapté, et Ben Aouimeir, éducateur au sein d'un Institut médico-éducatif, soulignent l'importance de participer à cet événement et à l'accompagnement des personnes en situation de handicap, afin d'appréhender la peur et de la dépasser.

# 65 Journée d'action du SAMU social

- Secteur : Pauvreté/Exclusion sociale
- Public : Personnes sans abri
- Établissement : Samu social
- Ville : Lille
- Département : Nord (59)

- Date de diffusion : 02/08/2011
- Heure de diffusion : 19 :03 :08
- Durée : 00 :04 :10
- Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
- Collection : 19 20 Edition Nord Pas de Calais
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : 397226.001.006



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

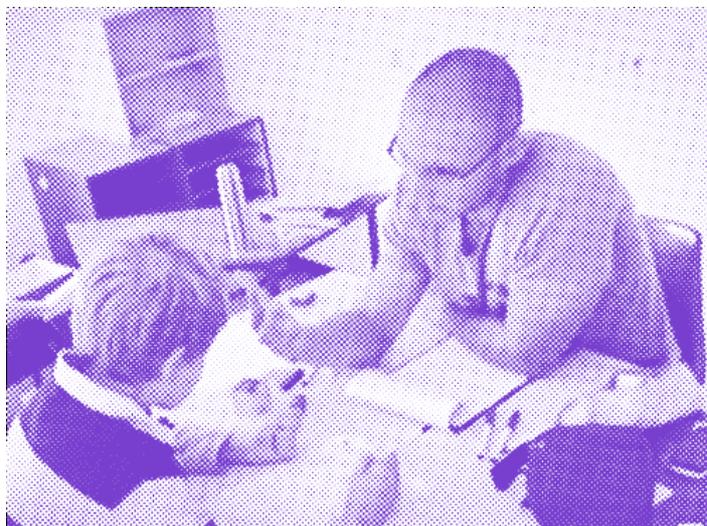
Je vous le disais à l'instant les travailleurs sociaux du 115 sont en grève. À Lille comme ailleurs en France, ils protestent aujourd'hui contre le manque de moyens dont ils disposent pour mener à bien leurs missions, réception des appels de détresse mais aussi maraudes et hébergements d'urgences. Chaque jour, c'est le même problème pour les équipes du Samu social. Faute de moyens, les places en hébergement sont rares mais les appels à l'aide eux sont toujours plus importants.

Des sans-abris en difficulté été comme hiver. Le cri est lancé depuis le début de l'été, 5500 demandes d'hébergements ont été faites au Samu, soit autant que l'an dernier.

## Commentaire Cnahes

Le reportage est réalisé à l'occasion de la grève nationale du Samu social, quinze jours après la démission de son président Xavier Emmanuelli. Les travailleurs sociaux du 115 et des équipes mobiles des associations, qui vont à la rencontre des SDF, ont pris part, en région, à ce mouvement. À Lille comme ailleurs en France, ils dénoncent les restrictions budgétaires décidées par l'État et la méthode du gouvernement pour réformer le secteur, et protestent contre le manque de moyens qui leur sont alloués l'été. Jérôme Rybinski, cadre social éducatif au SAMU social, explique les conséquences de cette politique dans les réalités quotidiennes des personnes sans-abri et des structures de l'urgence sociale.

# 66 Autisme : Centre Camus



- Secteur : Handicap
- Public : Enfants et adolescents présentant des troubles envahissants du développement ou un autisme primaire.
- Établissement : (SACS)
- Ville : Villeneuve d'Ascq
- Département : Nord (59)

- 
- Date de diffusion : 05/10/2011
  - Heure de diffusion : 22 :56 :00
  - Durée : 00 :12 :02
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : Enquêtes de régions Nord Est
  - Genre : Magazine Reportage
  - Identifiant INA : 435451.001.003

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Présentation de ce centre unique en France pour le traitement des enfants autistes avec la technique dite de Aba, analyse appliquée au comportement

## Commentaire Cnahes

Le Centre Camus de Villeneuve-d'Ascq, géré par l'association Pas à pas, s'est constitué, en 2000, sur la promotion du programme ABA (Applied Behavioral Analysis ou Analyse appliquée du comportement) qui vise à modifier le comportement et à développer les compétences des enfants autistes. Ce centre a le statut de Service d'Accompagnement Comportemental Spécialisé, structure expérimentale de type SESSAD créée en 2010 dans le cadre du plan autisme 2008-2012.

Sabrina Corbisier, éducatrice spécialisée, apporte sa contribution, à ce traitement intensif, basé sur l'analyse comportementale appliquée à des comportements adaptés aux codes de la vie sociale.

# 67 Cpd Assiette Gourm'hand

- Secteur : Handicap
- Public : Adultes en situation de handicap
- Ville : Bailleul
- Département : Nord (59)

- Date de diffusion : 07/10/2011
- Heure de diffusion : 12 :14:00
- Durée : 00 :02 :06
- Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
- Collection : 12 13 Edition nord Pas de Calais
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : 437029.001.026



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Un concours de cuisine unique en France, son nom : l'assiette gourm'hand... avec un H... comme handicap... C'est demain à Bailleul... Aux fourneaux, des personnes handicapées mentales. Parmi les concurrents, Noël, 18 ans, de Marcq-en-Barœul. Betterave, pomme de l'Avesnois et maroilles, une garniture made in Non pour le plat de Noël...

Demain il devra reproduire cette recette en une heure et demie, pour un jury de professionnels... Sacré enjeu pour ce jeune garçon handicapé et si timide... Heureusement, à ses côtés, il y aura Serge Lehembre... L'éducateur n'a qu'un objectif : permettre à Noël de se dépasser, sans le mettre en danger. Et c'est bien l'esprit du concours inventé il y a 9 ans par Benoît Flahaut. Ce chef travaille au quotidien dans son estaminet avec des personnes atteintes de handicap mental... Il avait envie de valoriser ces travailleurs pas comme les autres, et de les faire sortir du milieu protégé.

Et d'ailleurs, le vainqueur de cette année remportera, entre autres, un stage au sein du groupe Flo... Mais gagner, ce n'est pas l'objectif de Noël... sans doute l'un des plus jeunes candidats... lui, veut juste faire bonne figure, et parvenir à présenter fièrement son assiette.

## Commentaire Cnahes

L'Assiette Gourm'hand est un concours culinaire qui date de 2002. Il est soutenu par l'Académie Nationale de Cuisine, et bénéficie de la participation des chefs reconnus du monde gastronomique. L'Assiette Gourm'hand, qui se déroule

annuellement à Bailleul au lycée Professionnel Privé Sainte Marie, valorise le travail de professionnels porteurs d'un handicap mental, en permettant de restaurer une meilleure image du handicap. L'événement s'inscrit dans une démarche de professionnalisation et de reconnaissance, en misant sur la qualité des réalisations plutôt que sur la compassion. Le document donne la parole à Noël Gambait, candidat au concours, et Serge Lehembre, éducateur technique spécialisé, dont l'accompagnement vise à mettre en sécurité Noël et à le réassurer.

## 68

## L'unité mobile d'addictologie du Mail

- Secteur : Addictologie
- Public : Personnes présentant des conduites addictives
- Établissement : CSAPA Centres de Soin, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) - Unité mobile en Addictologie
- Département : Somme (et périphérie).

- 
- Date de diffusion : 17/10/2011
  - Heure de diffusion : 19 :10 :40
  - Durée : 00 :02 :23
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : 19 20 Edition Picardie
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : 444001.001.030



### Résumé documentaire

Source : France3 Régions

Un dispositif unique en son genre en France : une unité mobile d'addictologie financée par la Sécurité Sociale. Elle sillonne depuis 2 ans les petites communes du sud de la Somme pour aider, orienter et écouter les toxicomanes. L'équipe, un éducateur et une psychologue, comble un vide sanitaire en zone rurale. L'an passé, elle a reçu et suivi près de 90 patients.

Illustration lors d'un déplacement à Poix-de-Picardie. Un éducateur et une psychologue rencontrent des personnes, le plus souvent avec des problèmes liés à l'héroïne ou à l'alcool, avec ou sans rendez-vous. T. Rey souligne que ces personnes sont poussées aux soins à cause de la multitude de problème que ces addictions provoquent. A. Akbaraly explique que la simple écoute est déjà importante. Rencontre avec David, sorti de l'alcool il y a quelques mois.

### Commentaire Cnahes

L'Unité Mobile, créée en septembre 2009 par l'association Le Mail (anciennement Drogue 80), est un véhicule aménagé en bureau, permettant la réalisation d'entretiens individuels effectués par un psychologue et un éducateur. L'Unité Mobile se déplace en milieu rural sur une large partie du département de la Somme, pour toucher les personnes rencontrant des problèmes de mobilité ou qui ne bénéficient pas d'un centre de soins à proximité. Thierry Rey et Alafya Akbaraly, respectivement éducateur spécialisé et psychologue, expliquent les objectifs et le

fonctionnement de l'Unité, ainsi que leur travail en direction des personnes dont les situations sont évoquées.

## 69

## Directs et invités extérieur à Gézaincourt

- Secteur : Handicap
- Public : Travailleurs en situation de handicap
- Établissement : Esat
- Ville : Gézaincourt
- Département : Somme (80)

- 
- Date de diffusion : 07/11/2011
  - Heure de diffusion : 10 :02 :30
  - Durée : 00 :06 :15
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : Picardie matin
  - Genre : Magazine
  - Identifiant INA : 459513.001.033



### Résumé documentaire Source : France3 Régions

Plateau extérieur de Émission Picardie Matin présentée en plateau à Amiens par Thibaut Rysman et, de Gézaincourt par Mathieu Guillerot. Plateau dans l'estaminet avec Luc Delcroix, éducateur spécialisé qui parle des personnes de l'établissement de service d'aide par le travail. Il parle de la création de l'estaminet.

Il y a 150 ans le chatelain de la commune a légué sa fortune et ses terres contre la construction d'une maison de travail pour les pauvres et invalides. Aujourd'hui, une centaine de personnes en situation de handicap y travaillent et vivent. Leur éducateur avait comme projet de reconstruire l'estaminet du village d'après les savoir-faire traditionnels, pour y faire découvrir les jeux traditionnels picards. C'est un pari réussi.

### Commentaire Cnahes

Le document est axé sur la rencontre avec Luc Decroix, éducateur spécialisé, qui est à l'origine, en 2000, de la création de l'Estaminet & jeux Picards « chez Marius », situé à Gézaincourt. Ce lieu chaleureux a été reconstruit et équipé, en partie, par des personnes en situation de handicap de l'ESAT (Établissement et Services d'Aide par le Travail, anciennement CAT : Centre d'Aide par le Travail), site Nicolas – Roussel à Gézaincourt , qui l'animent désormais tous les week-ends. L'Estaminet Chez Marius est un espace de restauration, de loisirs et de convivialité, accueillant des clients de tous horizons, il veut offrir l'image réussie d'une intégration sociale de personnes en situation de handicap, et contribuer à leur apporter une visibilité qui leur fait tant

défaut. Germaine Dubreux, travailleuse à l'ESAT de Gézaincourt, parle de son implication et de son attachement à la vie du lieu.

# 70 Marche silencieuse en hommage à un éducateur qui s'est suicidé

- Secteur : Protection de l'enfance
- Public : Mineurs et jeunes majeurs sous protection administrative ou judiciaire
- Établissement : Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS)
- Autres métiers : Divers travailleurs sociaux
- Ville : Dunkerque
- Département : Nord (59)

- 
- Date de diffusion : 21/11/2011
  - Heure de diffusion : 19 :00 :43
  - Durée : 00 :01 :51
  - Chaîne : France 3 Pas de Calais
  - Collection : 19 20 Edition Nord Pas de Calais
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : 4691.99.001.012



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Marche silencieuse qui a réuni plus de 500 personnes cet après-midi à Dunkerque en hommage à un éducateur mort en fin de semaine dernière... Il s'est suicidé après avoir reçu des sanctions disciplinaires... Ses collègues dénoncent leur employeur et des conditions de travail exécrables au sein de l'association.

## Commentaire Cnahes

Hommage est rendu à un éducateur salarié de l'Association d'action éducative et sociale (AAE) située à Dunkerque. En tête de cette marche silencieuse, une banderole en hommage à leur collègue : « Souffrance au travail, Fabrice, ta mort ne sera pas impunie ». Selon Philippe Toulouse, s'exprimant au nom de l'intersyndicale CGT/CFDT/SUD, ce suicide est « lié à de mauvaises conditions de travail ». Selon le syndicaliste, un droit d'alerte avait été déposé « du fait de la montée des agressions des jeunes sur les éducateurs et du fait de pressions importantes, liées à une réorganisation des pôles de l'association, entreprise il y a plus d'un an.

## 71

## Dunkerque, les éducateurs exercent leur droit de retrait après suicide d'un collègue



- Secteur : Protection de l'enfance
- Public : Mineurs et jeunes majeurs sous protection administrative ou judiciaire
- Établissement : Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS)
- Autres métiers : Divers travailleurs sociaux
- Ville : Dunkerque
- Département : Nord (59)

- 
- Date de diffusion : 29/11/2011
  - Heure de diffusion : 19 :04 :31
  - Durée : 00 :00 :20 :00
  - Chaîne : France 3 Pas de Calais
  - Collection : 19 20 Edition Nord Pas de Calais
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA :475210.001.017

### Résumé documentaire

Source : France3 Régions

La famille de l'éducateur qui s'est suicidé il y a 2 semaines à Dunkerque vient de porter plainte pour homicide involontaire contre l'association d'action éducative dans laquelle il travaillait et qui l'avait sanctionné. Une réunion a mobilisé aujourd'hui sous-préfet, procureur, conseil général et inspection du travail tandis qu'une cinquantaine de salariés manifestaient. 220 de ces salariés sur 350 exercent toujours leur droit de retrait.

### Commentaire Cnahes

Fabrice Hrycak, 38 ans, père de famille, était éducateur au sein de la Maison d'enfants à caractère social Jean-Bart à Dunkerque de l'AAE. Il exerçait auprès de jeunes de 12 à 18 ans, accueillis dans le cadre de la protection administrative et judiciaire de l'enfance. Son corps a été retrouvé au matin sur le pont de Rosendaël à Dunkerque. Philippe Toulouse rapporte : « Il s'est pendu sur la voie publique : il n'a pas voulu que sa mort passe inaperçue ». Pour le délégué syndical, les salariés ont, depuis, exercé leur droit de retrait : au-delà du choc, ils dénoncent leurs mauvaises conditions de travail. La famille de Fabrice Hrycak a porté plainte pour « homicide involontaire ou par négligence », avant d'envisager une procédure pour faire reconnaître son suicide comme un accident du travail.

# 72 Association Cèdre bleu à Deûlémont

- Secteur : Addictologie
- Public : Adultes en démarche de soins, présentant une problématique d'addiction
- Établissement : Centre thérapeutique résidentiel
- Autre métier : cadre
- Ville : Deûlémont
- Département : Nord (59)



- 
- Date de diffusion : 13/12/2011
  - Heure de diffusion : 13 :07 :50
  - Durée : 00 :05 :42
  - Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
  - Collection : 13 H avec vous Nord Pas de Calais Picardie
  - Genre : Magazine
  - Identifiant INA : 487535.001.007

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

On est allé découvrir le travail de l'association Cèdre Bleu près d'Armentières, cette association accueille dans son centre thérapeutique résidentiel les personnes dépendantes à la drogue, une structure de post cure où l'on reste le temps nécessaire jusqu'à un an parfois. Parce qu'il n'y arrivait pas tout seul, Jean, nous l'appellerons ainsi pour préserver son anonymat est venu ici loin de sa région d'origine où il est marin pêcheur. Arrivé il y a à peine un mois, il est l'un des 8 résidents de ce centre thérapeutique, tous sont là de leur plein gré, c'est le principe même de cette post cure.

Le matin est réservé aux ateliers, René a choisi la menuiserie. À 43 ans, il a derrière lui des décennies de dépendance.

Une charte d'engagement est signée à l'arrivée, la confiance est la base car à part le 1er mois, les résidents sortent régulièrement le week-end.

Louise, elle a du mal, elle l'avoue avec cette liberté à apprivoiser, 3 mois après son arrivée, elle en reconnaît les bienfaits.

## Commentaire Cnahes

Le reportage a été réalisé à l'occasion des 6ème Assises Régionales de l'Addictologie qui se sont déroulées à Lille. Le Centre Thérapeutique Résidentiel Collectif, géré par l'association Cèdre bleu créée en 1985, a servi d'illustration. Elle prend le nom de CedrAgir en 2017 à la suite de la fusion avec l'association Réagira.

Cet établissement d'hébergement thérapeutique et de soins s'adresse à des hommes et femmes majeurs, sevrés ou bénéficiant d'un traitement de substitution, présentant une addiction aux substances psychoactives. La parole est donnée à des personnes accueillies qui font part de leurs difficultés et de leurs progrès, ainsi qu'à Patrick Calvet et à Raphaël Dutriaux, respectivement éducateur technique spécialisé et responsable du centre. Les deux professionnels précisent les objectifs de séjour, les modalités d'admission et de fonctionnement.

# 73 Lille : Espace du possible, centre pour toxicomanes

- Secteur : Addictologie
- Public : Adolescents et jeunes majeurs en démarche de soins, présentant une problématique d'addiction
- Établissement : Centre thérapeutique résidentiel
- Autre métier : Directeur
- Ville : Lille
- Département : Nord (59)



- Date de diffusion : 09/02/2012
- Heure de diffusion : 19 :09 :08
- Durée : 00 :03 :22
- Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
- Collection : 19 20 Edition Nord Pas de Calais
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : 532025.001.026

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Le centre Prélude accueille en interne de moyenne durée des adolescents ou des jeunes adultes. Au-delà de les sortir évidemment de leur addiction à la drogue, il s'agit de les aider à se redécouvrir des buts dans la vie, à travers des ateliers, mais surtout l'écoute et l'accompagnement. Écoutez les témoignages de plusieurs de ces résidents, recueillis par Didier Pithon et Patrick Duluc.

Comme Ruddy, il sont une dizaine à avoir fait le choix d'une postcure dans ce centre de soins, de jeunes adultes mais aussi des adolescents, ils sont ici pour qq mois, le temps pour eux de se reconstruire... Chaque année, 35 à 40 jeunes toxicomanes sont accueillis au prélude, une structure quasi unique en France, encadrés par une dizaine d'éducateurs spécialisés ils y retrouvent petit à petit le goût de vivre... Des perspectives d'avenir, une réalité afin pour Zoé après 6 mois d'internat au centre prélude et le début peut être d'une nouvelle vie.

## Commentaire Cnahe

Le document évoque la rencontre régionale de la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT), qui s'est déroulée en préfecture du Nord, durant laquelle furent présentées les orientations du futur plan gouvernemental de lutte contre les drogues et les toxicomanies.

Le Centre Thérapeutique Résidentiel Prélude, géré par la Sauvegarde du Nord, fut choisi comme lieu de visite. Il est l'un des deux seuls habilités en France à

recevoir des adolescents mineurs. Karl Heinz Cerny, directeur, en explique le projet et les modalités de travail, dans des perspectives pour les personnes admises.

**Documents en lien**

Christelle Vanderplancke, 25 ans de prévention. Une interview de Karl-Heinz Cerny [en ligne], *Les Cahiers Dynamiques* 2012/3 (n°56), pages 82 à 87 :

<https://doi.org/10.3917/lcd.056.0082>

# 74 Les SDF à Lens

- Secteur : Pauvreté/Exclusion social
- Publics : Personnes sans-abri
- Établissements : Centre d'accueil d'information et d'orientation/CHRS
- Ville : Liévin/ Lens
- Département : Nord (59)

- Date de diffusion : 17/02/2012
- Heure de diffusion : 19 :19 :34
- Durée : 04 :40 :26
- Chaîne : France 3 Pas-de-Calais
- Collection : Le Mag Nord Pas de Calais
- Genre : Magazine
- Identifiant INA : 538024.001.001



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Aujourd'hui on revient sur les conséquences du plan grand froid... Qu'est-ce que cela change pour les SDF. Comment vivent-ils, ou plutôt, comment survivent-ils au cours de l'hiver, par des températures souvent glaciales.

Jeremy et Christophe sont en maraude. Le premier, en tee-shirt par -10 degrés. Le deuxième, avec une entorse au genou. Mais cette nuit, ce n'est pas leur propre sort qui les préoccupe : (marie vient à la salle) Pour les sans-abris, le risque de mortalité est décuplé. Marie-Claude fait partie de ces irréductibles que rien ne peut convaincre de passer la nuit en hébergement. Pour ceux-là, le plan grand froid ne change pas grand-chose. Car pour les autres, ceux qui veulent bien se laisser prendre en charge quelques heures, le plan grand froid reste une mesure efficace. Insuffisante, bien-sûr/mais efficace.

Quelques places de plus dans les lieux d'accueil. Des repas chauds, chaque jour jusqu'au redoux au moins : de la soupe, du fromage, du café et des fruits. Autour de la table ce soir, il y a de la bonne humeur. C'est loin d'être toujours le cas. La souffrance et la promiscuité favorisent souvent l'agressivité. Mais dans la rue, c'est pire... alors autant être à l'abri.

## Commentaire Cnahes

Le reportage suit deux éducateurs en maraude du Centre d'accueil d'information et d'orientation de Lens : Arnaud Goubelle, éducateur, spécialisé et Christophe Josien, chef de service. La parole est également donnée à Eric Flitz, directeur du pôle

Urgence de l'Association pour la Solidarité Active (APSA) qui gère le CHRS La Boussole. Le reportage a été réalisé à l'occasion de la réactivation du plan Grand Froid, dispositif gouvernemental qui permet d'augmenter le nombre d'hébergements d'urgence, lorsque les températures atteignent certains seuils durant le jour, et durant la nuit de manière persistante. Les deux professionnels qui sillonnent les rues de Liévin expliquent les conséquences du grand froid sur les personnes sans abri ou sans domicile fixe. Certains acceptent de se mettre à l'abri, de se préserver de la violence de la rue et d'avoir un repas chaud, d'autres refusent : « La rue est une école de méfiance, de violence, donc pour certains accepter l'asile c'est fendiller la carapace, s'affaiblir, se mettre en danger. On ne peut pas comprendre tant qu'on n'est pas passé par là. » La voix off du journaliste fait entendre ici la parole des personnes concernées.

# 75 Inauguration de l'Ilot rénové

- Secteur : Pauvreté/Exclusion social
- Public : Adultes sortant de prison ou en aménagement de peine Établissement : CHRS
- Autre métier : Directeur délégué
- Ville : Amiens
- Département : Somme (80)

- 
- Date de diffusion : 15/01/2013
  - Heure de diffusion : 19 :12 :10
  - Durée : 00 :14 :07
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : 19 20 Edition Picardie
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : 767400.001.026



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

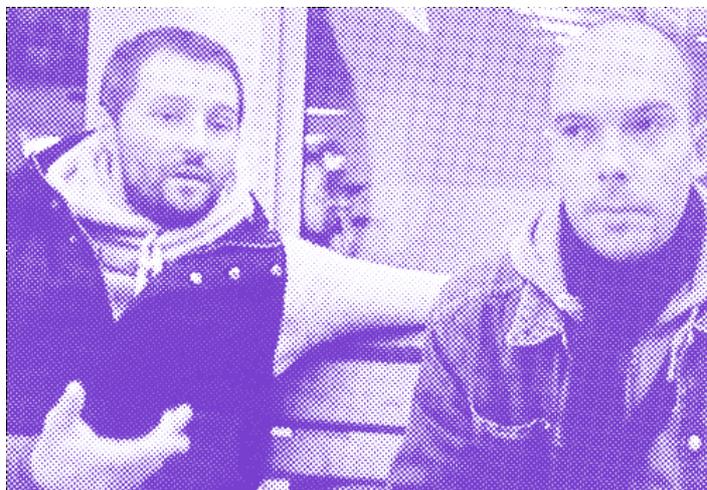
À Amiens, l'Ilot fait peau neuve. L'Ilot c'est une maison d'accueil destinée aux anciens détenus en voie de réinsertion. Après plus d'un an de travaux, les nouveaux locaux ont été inaugurés ce matin. Les dortoirs ont laissé place à des chambres individuelles.

Ici les résidents sont totalement pris en charge : ils sont quarante à avoir eu un accident de parcours. Pour les aider à se réinsérer dans la société, une dizaine de travailleurs sociaux et d'éducateurs spécialisés sont là pour les épauler. Mais la reconstruction est souvent difficile : certains resteront à l'Ilot quelques mois seulement, mais pour d'autres il faudra plusieurs années. Ces nouveaux locaux fonctionnels sont un atout supplémentaire.

## Commentaire Cnahes

À l'occasion de l'inauguration des locaux rénovés du CHRS « Les Augustins », géré par l'association L'Îlot qui s'est installée à Amiens depuis 1973, Jean François Vicart, éducateur spécialisé, explique son travail de soutien auprès des résidents marqués par des années de détention. Quant à Charles Barbezat, directeur délégué, il insiste sur le cadre d'accueil respectueux des personnes, de leur intimité, de leur dignité, conditions nécessaires à la reconstruction et à la mise en œuvre de leurs projets de réinsertion.

# 76 Les nouveaux locaux de La Passerelle



- Secteur : Pauvreté/Exclusion social
- Public : Personnes sans abri et en difficulté sociale
- Établissement : Centre d'hébergement d'urgence
- Ville : Amiens
- Département : Somme (80)

- Date de diffusion : 05/03/2013
- Heure de diffusion : 12 :01 :20
- Durée : 00 :02 :10
- Chaîne : France 3 Picardie
- Collection : 12 13 Edition Picardie
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : 802984.001.011

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

La Passerelle est un centre d'hébergement d'urgence pour les hommes en difficulté, une structure qui tente de réinsérer des personnes qui ont eu des parcours difficiles. Les nouveaux locaux plus confortables vont changer le quotidien des personnes sans logement accueillies en urgence comme Jérôme, un ancien toxicomane, qui vit dans ce foyer depuis un an. Depuis novembre les chambres et le bâtiment ont été entièrement refaits : un investissement de plus d'1 million d'euros pour une capacité de 46 places d'hébergement. En vivant ici Jérôme doit se plier à des règles de vie : règlement intérieur, entretien avec les éducateurs... Tout cela lui a permis d'effectuer un travail sur lui. Et le résultat payant : il vient de signer un contrat de 6 mois pour travailler en restauration collective. Au réfectoire, Jérôme côtoie des SDF ou encore d'anciens détenus.

Mais les pensionnaires ne sont pas les seuls à prendre le petit déjeuner, les personnes en difficulté qui vivent dans la rue ou dans d'autres centres viennent ici pour profiter de l'ambiance chaleureuse. La passerelle porte bien son nom : un pont vers une vie meilleure.

## Commentaire Cnahes

Retour sur l'association L'Îlot pour l'inauguration des nouveaux locaux de son CHRS « La Passerelle », à Amiens, qui assure l'accueil de jour et l'hébergement d'urgence de personnes en très grande difficulté sociale, sans abri ou sans domicile fixe. Le reportage donne la parole à plusieurs résidents dont Frédéric Bertin et Yannick Guignard, ainsi qu'à des professionnels : Damien Renard, éducateur

spécialisé, et Guy Louis Thérèse, responsable de l'établissement. Ces derniers mettent l'accent sur la qualité du lieu visant la sécurité et la sérénité des personnes accueillies, à même de favoriser un tremplin vers la réinsertion sociale.

# 77 Tour d'Europe en scooter : le rôle des éducateurs spécialisés



- Secteur : Prévention spécialisée
- Publics : Adolescents et jeunes en difficulté sociale
- Établissement : Club de prévention spécialisé
- Ville : Amiens
- Département : Somme (80)

En accès libre à l'adresse :

<https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/7/medias/G89122701030>

- Date de diffusion : 10/07/2013
- Heure de diffusion : 19 :10 :30
- Durée : 00 :02 :25
- Chaîne : France 3 Picardie
- Collection : 19 20 Édition Picardie
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : 891227.001.030

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Dernier épisode des 9 jeunes ambassadeurs de la bonne conduite, partis dimanche du quartier Nord d'Amiens en scooter pour un Tour d'Europe. Aujourd'hui, la 4<sup>e</sup> étape les a emmenés en Hollande. Gros plan sur le rôle des éducateurs spécialisés auprès de ces jeunes.

## Commentaire Cnahes

Le reportage suit, à un point d'étape, un groupe de jeunes « ambassadeurs de la bonne conduite », partis du quartier nord d'Amiens en scooter, pour un tour d'Europe de 1700 km en 15 jours. Anne Sophie Christy, Gregory Hembert et Jean Louis Legall, éducateurs spécialisés à l'Association Picarde d'Action Éducative (APAP), témoignent de leur rôle dans cette action éducative. Il s'agit, en appui des règles de la sécurité routière, de leur « ouvrir des portes, des fenêtres sur le monde », mais aussi, par cette expérience collective, de leur faire prendre conscience des règles sociales dans la relation aux autres, en intégrant les limites nécessaires.

## 78

## Chantier jeunes château de Miremont

- Secteur : Protection de l'enfance
- Public : Mineurs confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE)
- Établissement : MECS (Maison d'enfants à caractère social)
- Ville : Marly
- Département : Nord (59)

- 
- Date de diffusion : 30/04/2015
  - Heure de diffusion : 19 :14:12
  - Durée : 00 :01:48
  - Chaîne : France 3 Pas de Calais
  - Collection : 19 20 Edition Nord Pas de Calais
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : 1491296.001.029



**Résumé documentaire** Source : France3 Régions

Absence de résumé.

### Commentaire Cnahes

Un groupe de jeunes vivant à la Maison d'Enfants à caractère social de Marly, dépendant de la Sauvegarde du Nord, a participé, durant une semaine, au chantier de restauration du château de Miremont dans le Périgord, datant du XI<sup>e</sup> siècle. Accompagnés de trois éducateurs, les jeunes ont notamment travaillé la technique de la maçonnerie à l'ancienne. Pour Olivier Colasante, éducateur technique spécialisé : « Cela permet de mieux connaître les jeunes dans un autre cadre et pour les jeunes de passer des vacances en participant à quelque chose d'utile ». Pour les jeunes interviewés, la tâche est dure, mais les découvertes dans les domaines de l'histoire, des techniques et du tourisme, sont précieuses.

# 79 70 -ème anniversaire de la PJJ



- Secteur : Protection judiciaire de la jeunesse
- Public : Mineurs sous mandat judiciaire
- Établissement : Unité Éducative d'Hébergement Collectif (UEHC)
- Autres métiers : Chefs de service, directeur/PJJ
- Ville : Liévin
- Département : Pas-de-Calais (62)

- 
- Date de diffusion : 15/09/2015
  - Heure de diffusion : 19 :06 :35
  - Durée : 00 :01 :48
  - Chaîne : France 3 Pas de Calais
  - Collection : 19 20 Edition Nord Pas de Calais
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : 1652816.001.016

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

La protection judiciaire de la jeunesse a 70 ans... Sa mission : l'éducation plutôt que la répression... À cette occasion, nous avons pu entrer dans l'un des 7 centres éducatifs pour mineurs délinquants que compte la région... À Liévin, Frédérique Hénaut et Sébastien Gurak.

Il aime les blagues du journal de Mickey et les faits divers de Détective. Nous l'appellerons Lucas. Il a 14 ans, encore un pied dans le monde de l'enfance. Et déjà un passé de petit délinquant. Il est arrivé au centre éducatif de Liévin, il y a 6 semaines. Sur décision d'un juge pour enfants. Sa famille lui manque. Mais il voit les choses du bon côté. Lucas est l'un des 12 pensionnaires. Ils ont entre 13 et 18 ans. Et sont placés pour vols, cambriolages, racket ou agressions sexuelles.

Ici, on les remet sur les rails. Et on les recadre. 14 éducateurs les accompagnent jour et nuit. Mais il y a parfois des écarts. Tout à l'heure un jeune homme a fugué. Il faut le déclarer au commissariat. Au bout de 6 mois, ils quittent le centre. Certains connaîtrons par la suite la récidive et la prison. Mais d'autres reprendront une vie normale. C'est tout ce que souhaite Lucas.

## Commentaire Cnahes

Pour célébrer le 70ème anniversaire de l'Ordonnance du 2 février 1945, FR3 Nord Pas-de-Calais a visité l'un des établissements de la PJJ : l'Unité Éducative d'Hébergement Collectif (UEHC) de Liévin. Ce texte constitue le cadre de référence

déterminant les règles et les principes applicables en matière de justice pénale des mineurs, en définissant la philosophie : l'équilibre entre protection et punition des mineurs délinquants implique de les soustraire des juridictions pénales de droit commun. Ce type de structure, de création récente, accueille une douzaine de jeunes délinquants, garçons et filles, âgés de 13 à 18 ans, placés par un juge d'instruction à la suite d'un délit ou parfois d'un crime. Les jeunes y sont hébergés et encadrés, mais poursuivent leur scolarité ou leur formation à l'extérieur. La parole est donnée à plusieurs jeunes comme à des professionnels : Caroline Fovet, responsable de l'établissement, en explique le fonctionnement très rigoureux, dont le but est d'asseoir « les bases d'une éducation qui leur fait parfois cruellement défaut ». La mesure éducative d'aide contrainte, qui structure le travail auprès des jeunes, vise aussi à leur permettre de réfléchir aux actes qui les ont conduits à une mesure de justice et au préjudice subi par la victime. Ce travail éducatif prend également appui sur les divers activités et ateliers proposés. Hervé Brocaille, éducateur, en décline une modalité : « Quand les jeunes travaillent avec leurs mains, ils ont le cerveau plus disponible, alors on en profite pour parler et notamment de leur situation. » À l'issue de quelques mois, les jeunes quittent le centre. Certains récidivent et connaîtront la prison, d'autres retournent en famille, décidés à trouver une vie normale. Dans une version plus courte de ce reportage, Stéphanie Andreu, éducatrice, intervient sur d'autres aspect du travail éducatif.

## 80

## L'accueil en foyer pour les enfants et adolescents en difficultés



- Secteur : Protection de l'enfance
- Public : mineurs confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE)
- Établissement : MECS
- Autre métier : Cadre éducatif
- Ville : Amiens
- Département : Somme (80)

- 
- Date de diffusion : 12/12/2015
  - Heure de diffusion : 12 :09:40
  - Durée : 00 :09 :25
  - Chaîne : 12 13 Edition Picardie
  - Collection : 12 13 Edition Picardie
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : 1780773.001.011

### Résumé documentaire

Source : France3 Régions

L'enfance c'est souvent le temps de l'insouciance mais pas pour tout le monde. Le GF de la semaine va à la rencontre de jeunes placés le plus souvent par ordonnance du juge dans une MECS, une maison d'enfants à caractère social. Parce qu'ils ne pouvaient pas rester dans leur milieu d'origine, ils sont placés dans un lieu d'accueil temporaire pour les protéger et les aider à grandir. L'association Yves Lefèvre est la plus grande association de protection de l'enfance de la Somme. Elle gère plus de 3000 jeunes. Exceptionnellement, elle nous a ouvert les portes d'une de ses maisons d'accueil.

Derrière ces visages, des enfants et des adultes qui ont tous un point commun : le placement en foyer durant leur enfance. Des foyers que l'on nomme aujourd'hui « Maisons d'Enfants à Caractère Social ».

Parents hospitalisés jusqu'aux violences familiales, abus sexuels, alcoolisme d'un père ou d'une mère ou tout simplement extrême pauvreté sont autant de raisons qui décident la justice à placer ces mineurs. Un accueil qui peut durer de quelques semaines jusqu'à plusieurs années. Le but : protéger à tout prix ces enfants.

Rencontre avec une jeune fille pour qui sa maison s'appelle « Le Moulin », une structure répartie sur deux unités à Amiens et gérée par l'Association Yves Lefèvre. Ici, vivent des jeunes filles qui ont entre 12 et 16 ans. Educateurs, veilleuses de nuit, psychologue, tous sont présents jour et nuit en cas de coup de blues et veillent au quotidien sur ces enfants.

Réunion avec les profs, rendez-vous chez le médecin, aide aux devoirs, etc., les éducateurs sont là pour aider ces enfants à devenir des adultes. Tendre vers l'autonomie pour pouvoir un jour s'assumer seules. Ces jeunes filles habiteront peut-être, quand elles auront 16 ans, dans une autre annexe du Moulin, une petite maison où les adolescentes plus âgées apprennent à cuisiner, faire les courses, et les lessives. Elles peuvent même sortir 2 soirs par semaines. Nous sommes bien loin des clichés du début du siècle et des foyers de jeunes travailleuses créés pour que les filles deviennent de « bonnes mères » et de « bonnes épouses ».

Yves Le Febvre, magistrat à Amiens, se voit confier en 1935 la présidence du Patronage des enfants moralement abandonnés. Depuis, l'association, financée à 90% par le département, prend en charge et accompagne chaque année plus de 3000 enfants dans la Somme.

Le placement est plus ou moins bien vécu par ces jeunes. Parfois, il est ressenti comme une injustice.

Le plus souvent, le passage dans une maison pour enfant, ouvre des perspectives aux jeunes.

Sébastien Cantrelle a eu son bac avec mention bien, il est aujourd'hui salarié et pourtant, il a été placé dès l'âge de 11 ans. Le hasard veut que la nouvelle directrice de Sébastien, ait connu, elle aussi, une enfance chaotique. Tous les 2 sont passés par le même foyer. Virginie Quénu a été placée dès l'âge de 2 ans. Elle a souhaité tirer un trait sur son passé.

### **Commentaire Cnahes**

Reportage à la MECS « Le Moulin » qui accueille des adolescentes et jeunes majeures, située à Amiens et administrée par l'association Yves Lefebvre. Rencontre avec différents professionnels qui apportent leur point de vue sur les enjeux liés au projet d'accueil. Élisabeth Couvois, chef de service éducatif, souligne que les choses importantes ne se disent pas dans le cadre d'un entretien formel mais dans un contexte informel, imprévu. De son côté, Selim Bouafia, éducateur spécialisé, indique : « On travaille avec l'échec et la réussite, ce qui caractérise le métier ». Le reportage insère une archive INA datant de 1961 sur un foyer de jeunes filles en Rhône-Alpes. Le document évoque également la figure de Yves Lefebvre, fondateur en 1935 de la Société « Le Patronage des enfants moralement abandonnés », devenue en 1965 Association Yves Lefebvre. Fait assez rare, la parole est donnée à Sébastien Cantrelle, manager dans la restauration, et à Véronique Quénu, restauratrice. Tous ont séjourné à la Maison d'enfants.

# 81 Calais, plan social à la vie active



- Secteur : Accueil des migrants et des réfugiés
- Public : Personnes réfugiées et migrantes
- Établissement : MECS/ Structures d'accueil temporaire pour migrants
- Autre métier : Directeur général
- Ville : Calais, Sangatte
- Départements : Nord (59), Pas-de-Calais (62)

- 
- Date de diffusion : 13/03/2017
  - Heure de diffusion : 12 :06 :25
  - Durée : 00 :01 :35
  - Chaîne : France 3 Pas de Calais
  - Collection : 12 13 Edition Nord Pas de Calais
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : 2642444.001.019

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Trois jeunes moniteurs éducateurs de la maison d'enfant de Sangatte n'imaginaient pas faire partie du plan social de la Vie Active, leur association de tutelle, et ex-gestionnaire du centre Jules Ferry et du centre d'accueil provisoire des migrants de Calais. C'est là, toute la difficulté de ce PSE, touchant 106 emplois. Il s'applique sur critères à l'ensemble des structures dans le Calais de la Vie Active, qu'elles aient un lien ou non avec la problématique migratoire. Sauf que pour ces éducateurs, ces reclassements vont impacter d'autres personnes fragiles : celles qui sont accueillies dans ces structures spécialisées.

## Commentaire Cnahes

Le document relate une situation de conflit social au sein de l'association « La Vie Active », implantée principalement dans le département du Pas-de-Calais, qui assure la gestion, notamment du Service d'Accueil et d'Aide aux Personnes Migrantes (SAPM) du centre Jules Ferry à Sangatte et du centre d'accueil provisoire pour migrants à Calais. Ces structures, composées de conteneurs aménagés pour l'accueil d'hommes seuls, de familles et de mineurs étrangers isolés, où intervenaient des salariés rattachés à d'autres établissements de l'association, ont été fermées à la suite de l'arrêt brutal de la convention liant La Vie Active et l'État, suite au démantèlement des camps de migrants de Calais. Cette situation a entraîné un « plan de sauvegarde de l'emploi » touchant des salariés des établissements

environnants, susceptibles d'être licenciés, parmi lesquels ceux de la Maison d'enfants de Sangatte. Entretien avec des éducateurs faisant part de leur inquiétude et de leur incompréhension, et au téléphone avec Guillaume Alexandre, directeur général de l'association, expliquant les mesures envisagées.

# 82 L'intégration des migrants CAO



- Secteur : Accueil des migrants et des réfugiés
- Public : Personnes migrantes
- Établissement : Centre d'accueil et d'orientation
- Autre métier : Directeur d'établissement
- Ville : Arras
- Département : Pas-de-Calais (62)

- 
- Date de diffusion : 09/09/2017
  - Heure de diffusion : 12 :10 :10
  - Durée : 00 :07 :50
  - Chaîne : France 3 Pas de Calais
  - Collection : 12 13 Edition Nord Pas de Calais
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : 3110315.001.022

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

L'autre vie... la 2<sup>e</sup> vie des migrants est au cœur de notre grand format... depuis le démantèlement de la jungle de Calais, des réfugiés se sont battus pour s'intégrer en France... nous avons rencontré deux migrants soudanais... le 1<sup>er</sup> a vécu 4 mois dans le bidonville... Il réside toujours au CAO de Croisilles et travaille dans les cuisines de l'hôpital d'Arras... l'autre a pris son envol... et il vit seul dans un appartement à Béthune.

## Commentaire Cnahes

Entretien avec Alain, éducateur spécialisé, Claude Picarda, directeur du centres d'accueil et d'orientation (CAO) géré par l'association La Vie Active, hébergeant des migrants. Il s'agit du seul centre sur le département. Les migrants sont accueillis pour un séjour qui ne devrait pas dépasser six mois. « S'ils le souhaitent, nous allons les aider dans leurs démarches de demande d'asile, mais c'est aussi un moment de répit pour qu'ils réfléchissent à leur futur », indique Claude Picarda.

## 83

## L'Aprèmis, association de réinsertion des détenus

- Secteur : Pauvreté/Exclusion
- Public : Adultes sous mesure de justice
- Établissement : Service Accompagnement socio-judiciaire
- Autre métier : directrice adjointe
- Ville : Amiens
- Département : Somme (80)

- 
- Date de diffusion : 28/11/2017
  - Heure de diffusion : 19 :11 :10
  - Durée : 00 :04 :56
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : 19 20 Edition Picardie
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : 3231495.001.021



### Résumé documentaire Source : France3 Régions

L'Aprèmis, une association de réinsertion des détenus à Amiens, conventionnée par l'Administration pénitentiaire, a été créée par un Juge de l'Application des Peines il y a 30 ans, pour prévenir les « sorties sèches » et la récidive. Elle a accompagné cette année 72 personnes en placement extérieur, des personnes isolées et fragilisées.

Illustration dans les locaux de l'association : Laurent Gambier suit Marcel, en aménagement de peine, hébergé, et suivi par un éducateur. Ambiance lors de la rencontre. Interview L.Gambier : la difficulté de la confrontation au regard de l'autre lors de la sortie, un accompagnement qui fait office de transition.

Le travail de réinsertion est intensif, avec suivi psychologique et éducatif, un logement et un travail, à la sortie de prison. A une condition : la remise en question. Marcel, condamné à 12 ans pour viol sur mineur, a appris à lire et à écrire en détention, il a relu son jugement et a essayé de comprendre. ITW Marcel : n'étant pas à l'école, je ne connaissais pas les interdits, j'ai fait un groupe de parole pour ne pas répéter ces faits.

Interview N.Hannou : il faut que la personne ait une réelle remise en question, si on sent qu'il y a une probabilité de récidive ou une problématique psychiatrique, on refuse ; je n'ai jamais entendu de récidive grave en 30 ans de placement extérieur à Aprèmis.

54 personnes ont terminé leur peine à l'Aprèmis cette année, et 4 d'entre elles ont été réincarcérées. La loi pénitentiaire de 2009 encourage à prononcer des

aménagements de peine. Interview R.Delgado : l'idée est de ne plus permettre de commettre des faits, il y a risque de récidive si on laisse sortir de but en blanc, sans aucun cadre.

### **Commentaire Cnahes**

Le document illustre, à travers la pratique de l'association Apremis (Accompagnement Prévention Réflexion et Médiation pour l'Insertion Sociale), la mise en œuvre du placement à l'extérieur, sans surveillance continue de l'Administration Pénitentiaire. Ce placement correspond à une mesure d'aménagement de peine en faveur des personnes condamnées, en leur permettant d'exécuter tout ou partie de celle-ci hors d'un établissement pénitentiaire, en étant confiées, notamment, à une association. Parmi ces sortants de prison, 30% se retrouvent sans logement, sans travail et sans accompagnement. Certains pensent qu'après la prison, il n'y a pas de réinsertion possible. C'est à ce constat, par lequel s'ouvre le document, que les actions de l'association Apremis tentent de remédier, en permettant un accompagnement social adapté à la situation des personnes sous mesure de justice.

Laurent Gambier, éducateur spécialisé au sein de l'association, décrit la première difficulté à laquelle se heurte la démarche de réinsertion : « Ils vivent avec le sentiment que sur le front est écrit qu'ils sortent de détention. La confrontation au regard de l'autre est très difficile, ce qui n'est pas sans provoquer une déstabilisation. » D'où la nécessité d'une fonction de soutenance sociale, éducative et psychologique, durant les étapes de cette réinsertion. Toutefois, celle-ci exige, comme l'explique Nora Hannou, directrice adjointe de l'Apremis, un travail de « remise en cause », afin de permettre aux auteurs de comprendre ce qui les a poussés à commettre un crime. C'est là, pour l'association, une des conditions majeures d'entrée dans voie de la réinsertion.

# 84 Addictions, toxicomanie, centre de Beauvais

- Secteur : Addictologie
- Public : Personnes en démarche de soins, présentant une problématique d'addiction
- Établissement : Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA)
- Autre métier : infirmière
- Ville : Beauvais
- Département : Oise (60)



- Date de diffusion : 12/12/2017
- Heure de diffusion : 19 :12 :45
- Durée : 00 :04 :12
- Chaîne : France 3 Picardie
- Collection : 19 20 Edition Picardie
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : 3294490.001.025

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Tout de suite, le 2<sup>e</sup> épisode de notre série consacrée aux addictions. Après l'alcool hier, place ce soir à la toxicomanie. Dans le centre spécialisé existant à Beauvais, nous avons rencontré l'un de ses patients qui est sur la voie de l'abstinence.

Il y a quelques années encore, venir au centre de prévention en addictologie était impensable pour Axel. La trentaine, dépendant à l'héroïne, il est tombé dedans il y a 5 ans : une rupture, un mal être, les mauvaises rencontres. « La troisième fois, c'était trop tard, j'étais dedans. C'était comme un anti déresseur. »

A l'époque il est boulanger, il fait beaucoup d'heures décalées. Avec l'héroïne entre 1 et 3 grammes par jour, il ne sent plus la fatigue, ça lui donne même du courage. « Ma paye passait dedans, j'ai perdu mon boulot, je me suis retrouvé à la rue, un sacré budget, entre 1000 et 2000 euros par mois, et tous les larcins. »

Les risques judiciaires ne sont pas loin, l'héroïne détruit sa vie, son couple, sa famille. Il arrête une première fois mais rechute. Axel en est à sa deuxième tentative, il s'accroche. Cela fait un an qu'il prend un traitement substitutif à la méthadone, le relai de l'héroïne. « Ça peut prendre des années, certains sont sous traitement à vie. L'arrêt du traitement se fait par palier »

Axel paye cher sa toxicomanie sur le plan social aussi. Ici les éducateurs vont favoriser sa réinsertion. Sa seule alternative : repartir à zéro avec quelques trop rares boulots. Les employeurs sont méfiants de son parcours à trous. Axel le sait : la

renaissance sera longue, il a tout à prouver. Le choix de la substitution est déjà une décision gagnante pour rompre avec un mode de vie.

### **Commentaire Cnahes**

Reportage autour de l'activité du Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) de Creil, géré par l'association SATO-Picardie (Service d'Aide aux Toxicomanes), qui développe son action depuis 1978. La parole est donnée à Axel, un usager du centre, et à deux professionnels : Lydia Delan, infirmière, et Hervé Lepicier, éducateur spécialisé. Ce dernier insiste sur les conséquences liées à l'addiction chez les personnes concernées, en l'occurrence les adultes : « perte de l'emploi, de la famille, incarcération, des problèmes de santé ; toutes ces dimensions à entendre et à accompagner. » Il conclut : « Le chef d'orchestre dans cette affaire-là, c'est la personne, on ne peut rien faire sans son consentement. »

# 85 Association de Valloires, accueil d'enfants en difficultés

- Secteur : Handicap
- Public : Enfants ou adolescents présentant des difficultés psychologiques
- Etablissement : Institut thérapeutique éducatif et pédagogique (ITEP)
- Ville : Argoules
- Département : Somme (80)



- Date de diffusion : 02/02/2018
- Heure de diffusion : 19 :09 :40
- Durée : 00 :02 :12
- Chaîne : France 3 Picardie
- Collection : 19 20 Edition Picardie
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : 3390897.001.015

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

L'association de l'abbaye de Valloires dans la Somme a été fondée il y a 96 ans par Thérèse Papillon. On n'y soigne plus la tuberculose mais on y répare le cœur des enfants troublés et issus de familles en souffrance.

Une ambiance studieuse, des enfants calmes et une éducatrice détendue. Pourtant, ces mineurs ont été placés à l'Institut Thérapeutique de Valloires pour troubles du comportement et inadaptation au milieu ordinaire. D'où la mise en place de groupes restreints où la prise en charge est individualisée. Fabian est à Valloires depuis 1 an. Bientôt, il quittera cette classe passerelle pour intégrer une école classique dans une commune proche. Et il ne cache pas sa joie et le chemin parcouru depuis son arrivée. 150 enfants de 6 mois à 15 ans sont accueillis ici à l'année. Des tout petits aux ados que, par décision de justice, on éloigne temporairement d'une famille ou de parents en souffrance. Durée moyenne du séjour : 2 ans. Comme une pause dans un parcours précaire et parfois traumatique.

Depuis sa fondation par Thérèse Papillon en 1922, l'Association de Valloires a accueilli 25 000 enfants. Une fondatrice qui, pour avoir sauvé 4 enfants juifs pendant la Seconde Guerre Mondiale, s'est vu décerner l'an passé la médaille des Justes par l'Etat d'Israël.

## Commentaire Cnahes

L'Institut Thérapeutique, Educatif et Pédagogique (ITEP) d'Argoules, géré par l'Association de Valloires, a mis en place une classe passerelle pour permettre l'accès à une classe normale aux enfants accueillis. Elodie Lerma, éducatrice spécialisée, en

explique le fonctionnement et le travail qui s'y fait. Un tel cadre offre une prise en charge individuelle permettant un travail plus soutenu avec chaque enfant. Fabien, 12ans, dit qu'il progresse et se sent mieux. Le reportage rappelle que la fondatrice de l'institution centenaire (création en 1922), Thérèse Fontaine, a reçu, à titre posthume, le diplôme d'honneur de la Médaille des Justes parmi les nations, qui est « remis aux personnes non juives, qui ont sauvé des Juifs sous l'Occupation, au péril de leur vie ».

# 86 France Terre d'Asile prend en charge les mineurs étrangers isolés

- Secteur : Protection de l'enfance
- Public : Mineurs isolés étrangers
- Établissement : Maison d'accueil provisoire pour mineurs isolés étrangers
- Autre métier : Directeur d'établissement
- Ville : Amiens
- Département : Somme (80)

- 
- Date de diffusion : 20/06/2018
  - Heure de diffusion : 12 :04 :26
  - Durée : 00 :02 :14
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : 12 13 Edition Picardie
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : 3587317.001.006



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

C'est aujourd'hui la journée mondiale des réfugiés. Parmi eux on trouve les mineurs isolés. La protection des mineurs isolés fait partie des missions des conseils départementaux qui financent pour cela des associations comme France terre d'asile. À Amiens, elle accompagne quelques-uns des 200 mineurs isolés de l'agglomération.

## Commentaire Cnahes

Le reportage s'intéresse, à l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés, à la Maison d'accueil provisoire pour mineurs isolés étrangers . Située à Amiens, cette structure, gérée par l'association France terre d'asile, assure la promotion des droits humains et la prise en charge des personnes en besoin de protection : demandeurs d'asile, réfugiés... Alexandre Thiriet, éducateur spécialisé, et Vincent Beaulieu, directeur de l'établissement, expliquent la mission et le travail de la structure destinée à ces jeunes orientés et placés par l'Aide sociale à l'enfance, à travers un hébergement et un suivi socio-éducatif.

# 87 Dossier HDF : la protection judiciaire de la jeunesse



- Secteur : Protection judiciaire de la jeunesse
- Public : Mineurs sous mandat judiciaire
- Établissement : Centre éducatif fermé/Unité éducative en milieu ouvert (UEMO)
- Autres métiers : Chef de service éducatif, directeur
- Ville : Amiens
- Département : Somme (80)

- 
- Date de diffusion : 25/11/2018
  - Heure de diffusion : 19 :08 :45
  - Durée : 00 :04 :43
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : 19 20 Edition Picardie
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : 3873523.001.011

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Les mineurs ne sont pas des délinquants comme les autres. Le service de la protection judiciaire de la jeunesse, placé sous la direction du ministère de la Justice, est chargé de les accompagner. Il s'agit surtout de les protéger et éviter la récidive. On leur permet de retrouver un rythme de vie équilibré, et gérer autrement leur rapport aux autres.

En 2015, plus de 16 000 jeunes ont été pris en charge par les services de protection judiciaire de la jeunesse dans les Hauts-de-France. Ce service est chargé de faire appliquer les décisions des 57 juges pour enfants présents sur le territoire mais aussi d'accompagner, d'éduquer et d'insérer ces mineurs en conflit avec la loi. C'est précisément l'objectif de ce centre spécialisé. Le centre éducatif fermé de Ham est l'un des 7 établissements de placements de la PJJ dans les hauts-de-France. Alternative à l'incarcération ; ce centre héberge 12 jeunes âgés de 16 à 18 ans. Aux côtés du chef de service, 25 professionnels veillent sur ces mineurs condamnés par la justice pour des délits ou des crimes.

Pour préserver son anonymat, vous ne verrez que la silhouette de Sofiane. Avec ses éducateurs, il occupe ses six mois de placement avec des travaux manuels, des cours de jardinage ou encore de cuisine. Ici, pas de barreaux ni de caméra de surveillance. Les jeunes sont là pour prendre conscience de leurs actes et prendre du recul.

À cause du contexte familial compliqué ou de mauvaises fréquentations, ces mineurs sont tombés très jeunes dans la spirale de la délinquance. Pour en sortir, une seule solution : ils doivent travailler sur leur comportement et leur rapport à l'autorité. Comme chaque résident, il est reçu régulièrement par un éducateur qui l'aide à faire le point sur sa situation. Les mineurs délinquants ne sont placés dans ce type d'établissement que dans 4% des cas. La plupart du temps, le juge pour enfants, conseillé par un éducateur de la PJJ, décide de confier le jeune à un centre de suivi en milieu ouvert.

L'unité éducative de Compiègne suit actuellement 138 mineurs ayant commis des délits. Souvent primo-délinquants, ils ont gardé leur liberté mais doivent rencontrer des éducateurs plusieurs fois par mois. Du centre fermé à l'accueil de jour, la Protection Judiciaire de la Jeunesse utilise ses différents dispositifs pour lutter contre la délinquance. Cet équilibre entre punition et éducation semble faire ses preuves : deux mineurs en conflit avec la loi restent un public très minoritaire. En 2017, sur l'ensemble des personnes mises en cause dans des affaires pénales, les mineurs ne représentent que 11,7% des cas.

### **Commentaire Cnahes**

Le document présente la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) en Hauts-de-France. Parmi les différentes structures qui éduquent, accompagnent et insèrent les 16000 mineurs qui y sont accueillis en 2017, l'accent est mis sur deux établissements : le premier est le centre éducatif fermé de Ham, alternatif à l'incarcération, pour des jeunes condamnés par la justice pour des délits ou des crimes, un des sept établissements de ce type dans la région. Habilité par la PJJ, il est géré par l'association Yves Lefebvre. Le second, l'unité éducative de Compiègne qui suit 130 mineurs primo-délinquants. Jérôme Vaury, moniteur éducateur, Gaëtan Guyomard, chef de service éducatif, Sélim Bouafia, chef de service éducatif, Laurent Morin, éducateur, et Pascal Carbillet, directeur territorial PJJ Somme – Aisne, apportent leurs contributions à ce reportage, en insistant sur la nécessité de « travailler sur les comportements, les rapports à l'autorité chez des jeunes qui ont perdu les repères ». Ce travail implique un cadre de sécurité et de mise en confiance. Il est rappelé que les différents dispositifs de lutte contre la délinquance veillent à un équilibre entre sanction et éducation. Et de conclure : « malgré tout, les jeunes en conflit avec la loi restent minoritaires ».

## 88

## Maraudes pour les sans-abris sur Lille



- Secteur : Pauvreté/Exclusion
- Public : personnes sans abri
- Établissement : Samu social
- Ville : Lille
- Département : Nord (59)

- Date de diffusion : 23/01/2019
- Heure de diffusion : 12 :04:32
- Durée : 00 :01:58
- Chaîne : France 3 Pas de Calais
- Collection : 12 13 Edition Nord Pas de Calais
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : 3969226.001.013

### Résumé documentaire

Source : France3 Régions

Et puis dramatique conséquence du froid. le corps sans vie d'un sans-abris a été découvert hier à Douai... Le plan Grand Froid a été déclenché. Synonyme de places supplémentaires dans les centres d'hébergement... Dispositif renforcé par des maraudes pour informer et accompagner les SDF.

Arnaud et Mickael en maraude dans les rues de Lille. Ces deux éducateurs du Samu Social vont à la rencontre de ceux qu'ils appellent les « moins visibles » ; ces personnes démunies que le grand froid pousse à trouver un hébergement de nuit. C'est le cas de Jimmy... 27 ans... dont 6 dans la rue. Il dort dehors depuis plusieurs jours... ce qui n'est plus tenable.

Arnaud va passer de longues minutes au téléphone pour tenter de trouver un hébergement. Notamment dans ce gymnase, à Halluin, ouvert en urgence par la préfecture du Nord dans la cadre du plan « Grand Froid ».

Finalement, Jimmy devra se contenter – en plus de sa couverture – d'un bonnet... Arnaud Lexa - éducateur spécialisé – Samu social. L'hiver, ce sont sept équipes du Samu Social qui se relaient dans la journée sur le Métropole lilloise... jusqu'à 23 heures 30. Le 115, c'est le numéro d'urgence pour signaler une personne s'appêtant à passer la nuit dehors.

### Commentaire Cnahes

Le reportage accompagne Laurent Morin et son collègue Mickael, éducateurs du Samu social, à la rencontre des « moins visibles » à Lille et Tourcoing, afin de leur proposer de se mettre à l'abri, en cette période de grand froid qui frappe les Hauts-

de-France. L'activation du Plan Grand froid prévoit normalement des places, notamment l'ouverture de places d'hébergement d'urgence supplémentaires pour les personnes à la rue. Pour autant, la recherche de rares places mobilise fortement les éducateurs, non sans une certaine inquiétude quant au résultat.

## 89

## Plateau enregistré, N.El Asraoui : présentation de Scène Slam avec Clément Dia



- Secteur : Prévention Spécialisée
- Public : Adolescents
- Établissement : Club de Prévention spécialisée
- Ville : Amiens
- Département : Somme (80)

- 
- Date de diffusion : 06/02/2019
  - Heure de diffusion : 19 :13 :43
  - Durée : 00 :02 :39
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : 19 20 Edition Picardie
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : 4012964.001.019

### Résumé documentaire Source : France3 Régions

Connaissez-vous le slam, cette poésie orale, urbaine, déclamée dans un lieu public, sur un rythme scandé. Ce soir, une scène slam a lieu au Safran à Amiens. Une quinzaine de jeunes présente le travail de plusieurs mois. Narhis El Saraoui est sur place, avec Clément Dia qui présente le projet.

### Commentaire Cnahes

Le document met la lumière sur le nouveau concept Scène slam en France, qui a pour but de soutenir le secteur associatif local par la mise en valeur de ses acteurs et de ses actions, en redonnant de la valeur aux textes et aux participations des slameurs/slameuses. Clément Dia, éducateur spécialisé pour Association picarde d'action préventive (APAP) dans le quartier Balzac d'Amiens, développe les motifs de son implication dans cette démarche scénique : « Jouer avec les mots, l'oralité, l'écriture ». Le slam, dit-il, est considéré dans son travail éducatif auprès des jeunes comme un support de « discussion ouvert à tous les sujets » ; un prétexte à « évoquer leur vie quotidienne », à échanger sur les valeurs ; un vecteur d'entrée « en relation avec les jeunes ». Pour l'éducateur, le slam participe de la culture comme « démarche citoyenne participative ».

90

## Livre d'Hanane Bouseta, ancienne musulmane intégriste, aujourd'hui éducatrice

- Secteur : Prévention Spécialisée
- Public : Jeunes
- Établissement : Club de Prévention Spécialisée
- Ville : Beauvais
- Département : Somme (80)

- Date de diffusion : 14/09/2019
- Heure de diffusion : 19 :03 :48
- Durée : 00 :02 :05
- Chaîne : France 3 Picardie
- Collection : 19 20 Edition Picardie
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : 4423700.001.012



### Résumé documentaire Source : France3 Régions

Un témoignage à présent. Originnaire de Beauvais, Hanane Bouseta est éducatrice spécialisée. Dans un livre, elle évoque des éducateurs qui font face aux jeunes radicalisés. Radicalisée, elle-même l'a été adolescente. Elle a fait beaucoup de chemin depuis. Les lois sécuritaires votées ces dernières années l'inquiètent. « C'est mes premiers pas ici... le début de mon histoire ». Nous retrouvons Hanane Bouseta, au cœur de son quartier Saint Jean à Beauvais. A la main : son livre intitulé : « Les éducateurs spécialisés face à la radicalisation ». Il s'inspire autant de son parcours personnel que de son travail auprès des jeunes. « J'étais pressée de mourir, parce que la vraie vie, c'était après, au paradis ». Un père alcoolique, en quête d'identité, elle fait ses 5 prières par jours à 12 ans, porte le voile à 16, quitte l'école et se marie à 18. « J'étais la fille musulmane du quartier, la seule à porter le voile au lycée, puis à la fac, j'étais quelqu'un, je n'étais pas anonyme. Aujourd'hui pour ces jeunes-là, c'est terrifiant l'absence de perspective, le chômage qui explose. » Aujourd'hui, dans un livre elle explique son processus de déradicalisation pour devenir éducatrice spécialisée confrontée sur le terrain à certains jeunes pouvant être fichés S. Avec un problème selon elle : la création de cellules de déradicalisation contraint les éducateurs à être en lien avec la police. « C'est une alerte que je lance à travers ce livre : il faut pouvoir défendre et préserver la prévention spécialisée. Mener ces cellules c'est important, il faut que quelqu'un le fasse, mais pas les éducateurs de rue (...) leur boulot c'est d'être au plus près des personnes, d'essayer de créer une relation de confiance. » En dédicace à Beauvais, cet après-midi, les 85 ouvrages d'Hanane

Bouseta ont trouvé preneur en moins d'une heure. Réactions d'acheteurs : « c'est de comprendre quand même. Essayer de comprendre. » de confronter ses propres idées... c'est intéressant ». La beauvaisienne pense déjà à son prochain livre qui sera entièrement consacrée à son travail d'éducatrice de rue.

### **Commentaire Cnahes**

Le document dresse le portrait d'une éducatrice spécialisée à l'occasion de la sortie de son livre sur le thème de la confrontation des éducateurs à la question de la radicalisation. Cet ouvrage s'inspire de son itinéraire personnel et de son parcours social. Trouvant à l'adolescence des réponses dans l'islam au point, dit-elle, de militer pour le port du voile, la question de sa propre radicalisation s'est posée, sans s'en rendre compte : « On peut tomber dans la radicalisation, précise-t-elle, et en sortir. J'en suis la preuve ! » De son expérience personnelle et de son activité professionnelle l'amenant à côtoyer des jeunes pouvant être fichés S, elle questionne les dispositifs de lutte contre la radicalisation au regard des principes régissant les pratiques de la prévention spécialisée : « Certains éducateurs sont contraints d'être en lien avec la police, même si ce n'est pas notre cas à Beauvais. Mais cela va à l'encontre de la confidentialité, l'une de nos valeurs phares. Ça rompt la confiance et ça met notre travail en péril ! »

### **Documents en lien**

Hanane Bouseta, *Les Educateurs face à la radicalisation. Le cas de la prévention spécialisée*, Paris, L'Harmattan, 2019.

# 91 Une classe spécialisée pour les enfants autistes à Chaulnes

- Secteur : Handicap
- Public : Enfants présentant des difficultés psychologiques
- Établissement : Institut Thérapeutique, Éducatif et Pédagogique (ITEP)
- Ville : Chaulnes
- Département : Somme (80)

- 
- Date de diffusion : 17/11/2019
  - Heure de diffusion : 19 :04 :10
  - Durée : 00 :04 :38
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : 19 20 Edition Picardie
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : 4555946.001.011



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Triste constat pour la France : seulement 2 à 3 enfants autistes sur 10 scolarisés. Le pays a même été plusieurs fois condamné par l'Europe pour discrimination à l'égard de ces enfants et défaut d'éducation. Les choses changent, très doucement, des classes spécialisées commencent à faire leur apparition dans des écoles. C'est le cas à Chaulnes dans la Somme, où une classe est chapeautée par l'association APAJH.

Une chanson et une histoire : un début de journée comme dans toutes les classes de maternelle. Particularité de ces enfants, âgés de 3 à 5 ans : ils ne parlaient pas, ou quasiment pas, il y a quelques mois. Grâce à une stimulation intensive, les premiers mots commencent à sortir.

Place ensuite aux ateliers individuels. 6 enfants dans la classe pour 6 adultes ; en permanence avec eux : enseignante, psychologue et éducatrices. Pour chacun, du sur-mesure. Objectif : leur inculquer les comportements sociaux, qui chez eux ne sont pas innés. Eden (4ans) joue pour la 1ère fois à la poupée. Afin d'encourager les apprentissages, chaque enfant travaille pour obtenir quelques minutes son jouet favori. C'est la technique du renforcement positif.

Cette unité est un tremplin pour intégrer, à terme, une classe ordinaire. Deux fois par semaine, Victor (3ans et demi) part faire un exercice avec les élèves de petite section pour une courte période, 20 minutes environ. Et toujours avec sa maîtresse. L'occasion de se confronter à un groupe plus large, plus bruyant, et d'apprendre l'interaction. Ensuite, retour au petit groupe pour une séance de psychomotricité.

En quelques semaines, depuis la rentrée, les progrès sont notables. Un grand soulagement pour les parents de ces enfants, qui n'arrivaient pas à suivre, dans des classes ordinaires. En matière d'autisme, l'intervention précoce est perçue comme l'une des clés vers plus d'autonomie.

Mais le budget de ces unités spécialisées est élevé : 280000 par classe pour une année scolaire. Et du coup les places sont encore rares : 56 pour l'ensemble des Hauts de France.

### **Commentaire Cnahes**

L'Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés (APAJH) anime à Chaulnes l'Unité d'enseignement spécialisée en maternelle en Hauts-de-France. Cette Unité est la première et l'unique en milieu rural, depuis la rentrée de 2014. Son équipe pluridisciplinaire associe enseignants et professionnels du secteur médico-social. Florence Lacorne, éducatrice spécialisée, et sa collègue Cécile Chazard, enseignante spécialisée, expliquent leur travail et leur complémentarité, en insistant sur la nécessité d'une intervention précoce. Des parents témoignent des progrès réalisés par leurs enfants.

# 92 Femmes victimes de violences conjugales

- Secteur : Lutte contre les violences faites aux femmes
- Public : Femmes victimes de violences conjugales
- Établissement : Centre d'accueil d'urgence-CHRS
- Autre métier : Directrice pôle
- Ville : Lille
- Département : Nord (59)



- Date de diffusion : 23 /11/2019
- Heure de diffusion : 19 :04 :00
- Durée : 00 :08 :08
- Chaîne : France 3 Pas de Calais
- Collection : 19 20 Edition Nord Pas de Calais
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : 4564017.001.010

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

À deux jours de la fin du Grenelle des violences conjugales... on sait à quel point il est difficile de protéger les femmes de la bêtise et des coups... c'est le Grand Angle de cette édition... portrait de ces victimes frappées par leurs conjoints... elles reconstruisent avant de renaître... Des femmes brisées, des survivantes...

Rosa est en accueil de jour. Toute femme qui a subi des violences, quelles qu'elles soient, peut trouver ici une écoute, se poser, demander de l'aide... La plupart sont victimes d'un conjoint violent. Pour lui échapper, Hanouna a dû fuir son pays. En 18ans de cauchemar, Hanouna a bien essayé de quitter son bourreau... Elle a même entamé une procédure de divorce... il est venu la chercher au tribunal. Partir ou mourir. Et se retrouver sans rien. Sans papiers, et sans toit. Nathalie est arrivée à Lille avec ses deux enfants l'été dernier. Pour l'instant, ils dorment tous les trois à même le sol dans une église qui leur ouvre sa porte.

Sur la métropole lilloise, l'association Solfa ne dispose que d'une cinquantaine de places pour les femmes victimes de violences conjugales, et leurs enfants. Assia est éducatrice spécialisée. Elle accompagne plusieurs femmes prises en charge. Sabrina est hébergée depuis 2 ans déjà. Et séparée de son mari violent depuis autant de temps. Isolée, vulnérable, parfois jetée dehors en pleine nuit avec ses enfants, comme Marie. Marie est en foyer. Elle espère un logement pour pouvoir récupérer ses fils, aujourd'hui placés.

La bagagerie de Rosa témoigne de ce manque criant de places d'accueil pour les femmes victimes de violences conjugales. Au service écoute de l'association, Gaëlle accompagne une dame qui prépare son départ depuis un an.

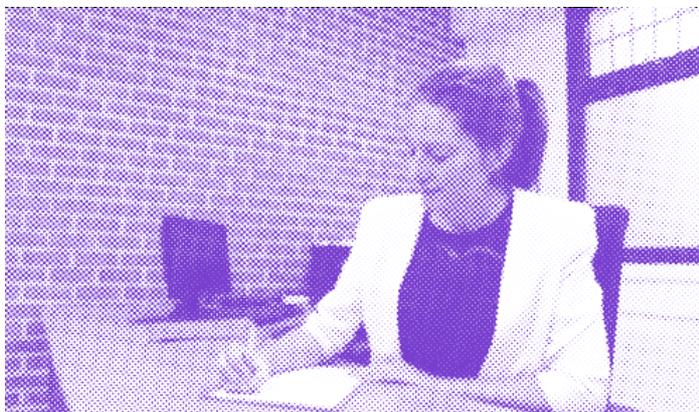
Eviter d'éveiller les soupçons. Oser appeler à l'aider, et ne trouver personne en face. L'an dernier, plus de 3000 appels sont restés en souffrance dans le Nord. Faute d'écoutes en nombre suffisant, pour décrocher le téléphone.

### **Commentaire Cnahes**

Le reportage fait écho à la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et à l'achèvement du Grenelle portant sur les violences conjugales (25 novembre 2019). La lutte a été consacrée grande cause du quinquennat (Plan 2019-2022). Il est question de parcours de femmes victimes de conjoints violents, de vies brisées. Trois professionnelles de l'association Solidarité, Femmes, Accueil (SOLFA) expliquent le travail d'accueil, d'écoute, d'accompagnement et d'hébergement en urgence, afin de mettre en sécurité les femmes et leurs enfants en situation de danger. Ce jour là, Gaëlle Gavois, éducatrice spécialisée, est en lien téléphonique avec une dame qui prépare le départ de son domicile depuis un an : « Je me protège avec les moyens du bord, je ferme la porte et je la bloque avec mon lit ». « Les dames sont souvent encore sous emprise. Les coups, ce n'est pas ce qui fait le plus mal, c'est d'être détruite, psychologiquement, donc non ça ne s'efface pas, ça se travaille, on apprend à vivre avec, raconte Assia Zaomi, éducatrice spécialisée. On en garde des séquelles, ça ne s'efface pas comme ça du jour au lendemain ». L'association est confrontée à une importante demande : « Aujourd'hui, on a des listes d'attente, ce qui va à l'encontre des fondamentaux de l'hébergement d'urgence. L'année dernière, on a dû refuser 610 demandes », constate Delphine Beauvais, directrice du pôle violences faites aux femmes.

# 93 Violences conjugales : foyer d'accueil pour hommes à Arras

- Secteur : Lutte contre les violences faites aux femmes
- Public : Hommes auteurs de violence à l'égard des femmes
- Établissement : Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS)
- Autre métier : Directeur
- Ville : Arras. Département : Pas-de-Calais (62)



- Date de diffusion : 25/11/2019
- Heure de diffusion : 19 :04 :15
- Durée : 00 :07 :37
- Chaîne : France 3 Pas de Calais
- Collection : 19 20 Edition Nord Pas de Calais
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : 4566198.001.014

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Briser le silence et créer un électrochoc... Après 12 semaines de concertation, le Premier Ministre a annoncé aujourd'hui une série de mesures pour lutter contre les violences faites aux femmes... Renforcement du numéro d'appel, le 3919... 24h sur 24... Levée du secret médical... mais aussi généralisation des centres de prise en charge pour les hommes violents... à l'image de ce qui existe déjà à Arras... Un dispositif unique en France.

## Commentaire Cnahes

À la clôture du Grenelle contre les violences conjugales (25 novembre 2019), une série de mesures ont été annoncées parmi lesquelles le suivi et la prise en charge des auteurs violences faites aux femmes. Dans cette perspective, a été préconisée la généralisation des centres de prise en charge pour les hommes violents. Le reportage prend en exemple deux structures déjà existantes dans le Pas-de-Calais : à Arras, l'association « Le Coin familial » intervient notamment dans le domaine des violences intrafamiliales, en gérant entre autres une structure d'accueil spécifique pour hommes auteurs de violences. Gregory Godard, directeur coordinateur des activités de l'association, décrit l'état de situation psychologique dans lequel se trouvent ces auteurs de violence, dont la plupart « sont des primo-délinquants, et qui ont affaire à la justice pour la première fois. Ils sont complètement désorientés ». À Saint Nicolas Lez Arras le centre Clotaire dépendant de l'association

Solfa (Solidarité, Femmes, Accueil) axe également ses actions sur la lutte contre la récidive par la responsabilisation et la contribution à la protection des victimes. Séverine Lescoutre, éducatrice spécialisée, accompagne avec sa collègue psychologue, les auteurs de violence à l'égard de leurs conjoints, afin de prendre conscience de leurs actes. Benoit Durieux, directeur du pôle hébergement insertion responsabilisation de SOLFA, souligne le manque de moyens financiers pour répondre à l'augmentation du nombre de personnes pour lesquelles le centre est sollicité. Si la médiatisation des mesures de Grenelle a multiplié les demandes, les budgets peinent à suivre. Ces structures demeurent rares car la prise en charge des auteurs de violences conjugales n'est pas une priorité des pouvoirs publics.

# 94 Les violences faites aux femmes

- Secteur : Lutte contre les violences faites aux femmes
- Public : femmes seules ou avec enfants, victimes de violences conjugales
- Établissement : CHRS
- Ville : Amiens
- Département : Somme (80)

- 
- Date de diffusion : 30/11/2019
  - Heure de diffusion : 12 :05 :10
  - Durée : 00 :08 :08
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : 12 13 Edition Picardie
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : 4573393.001.013



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

Le Grenelle des violences conjugales s'est achevé lundi. Il apporte des solutions concernant les moyens pour venir en aide aux victimes pour qui la vie a basculé, qui ont décidé de fuir comme elles le pouvaient. Comment en arrive-t-elles à prendre cette décision ? Comment dénonce-t-on son agresseur ? Témoignage de femmes battues et immersion dans le service de médecine légale. Elle a fui le domicile sinon elle ferait probablement partie des statistiques. 138 femmes sont mortes pour violences conjugales depuis le début de l'année.

Les coups sont arrivés au bout de quelques mois. Difficile de porter plainte ou de consulter un service d'Urgences quand bien même les preuves sont à même la peau.

Propos ordinaires dans le service de médecine légale. Comme aux urgences ou au commissariat, les victimes consultent librement. Ici, on détermine la cause des lésions. C'est ici aussi que l'incapacité totale de travail va être fixée ; c'est elle qui permet de savoir devant quelle juridiction l'auteur pourra être poursuivi après enquête.

C'est plus difficile de prouver les violences psychologiques. Béatrice a subi les deux. Elle a été obligée de fuir son domicile qu'elle partageait avec son compagnon violent. Sa vie se résume à présent à des sacs dans les quelques mètres carrés de la chambre d'un foyer d'hébergement d'urgence. Mais toute la complexité est de faire en sorte que ces femmes parviennent à raconter l'irracontable. Les femmes battues devront se battre deux fois plus.

Plus de logement, plus ou pas de travail et les enfants, qui en a la garde ? Au foyer, on panse les plaies avant de repenser à la vie. Le premier soir où une femme arrive n'est pas un soir comme les autres. Dans le foyer, les chambres sont rarement inoccupées. 4000 femmes sont battues chaque année en Picardie plus toutes celles qui se taisent. Ce soir l'une d'elles dormira dans un lit du foyer.

### **Commentaire Cnahes**

Ce reportage fait suite au Grenelle des violences faites aux femmes, dont les actions annoncées visent à sortir les victimes de l'isolement pour leur venir en aide. Deux victimes témoignent, dans l'anonymat, des violences subies. Jérémy est éducateur spécialisé dans le foyer d'accueil d'urgence à Amiens, rattaché à l'association AGENA. Cet établissement qui accueille, accompagne et soutient les femmes en difficulté seules ou avec enfants, victimes notamment de violences conjugales. Pour ce professionnel, « la première nécessité c'est la sécurité. La plainte n'amène pas nécessairement à un changement chez l'auteur de violence et que ça n'aboutit pas toujours en justice ». En 2019, en Picardie, 4000 femmes ont été battues. Et les places disponibles en foyer sont rares.

# 95 Une nuit de maraude avec le Samu Social de Lille

- Secteur : Pauvreté /Exclusion
- Public : Personnes sans abri
- Établissement : Samu social
- Ville : Lille, Tourcoing
- Département : Nord (59)

- Date de diffusion : 10/12/2019
- Heure de diffusion : 19 :04 :43
- Durée : 00 :03 :00 :00
- Chaîne : France 3 Pas de Calais
- Collection : 19 20 Edition Nord Pas de Calais
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : 4622091.001.017



## Résumé documentaire Source : France3 Régions

L'hiver approche, les températures dégringolent.... Et malgré l'entrée en vigueur de la veille hivernale, synonyme de places supplémentaires.... Le dispositif d'hébergement pour les SDF sature.... Des nuits très difficiles pour les sans-abris... forcés de rester à la rue.... Laurent Navez et Jean-Marie Barféty ont pu suivre une équipe du Samu social....

C'est une nuit de maraude qui se prépare...des thermos de boissons chaude, des couvertures...un rituel pour les équipes du Samu Social. Ce soir, Jean-Luc et Gauthier sont en binôme... impératif avant de partir... faire le point avec le 115 sur le nombre de places d'hébergement qui restent disponibles. Pour sa première intervention de la soirée, l'équipe part rejoindre un homme sans domicile...Rabbi vient d'appeler le 115 pour une couverture.

Dans un autre quartier de Lille, un autre sans abri, bien connu, lui, du Samu Social. Un peu de chaleur humaine pour Mustapha avant une nuit humide et froide. Il n'a pas appelé le n° d'urgence ce soir mais aurait pu être signalé par qui que ce soit qui l'aurait repéré... des signalements spontanés... très importants pour le Samu Social.

À chaque maraude... son lot de rencontres... ici à Tourcoing, Eugène, demande une couverture pour dormir dehors...il est réfugié africain...autre profil, autre approche.

Dans le Nord Pas de Calais, près de 18 000 places d'hébergement sont disponibles toute l'année. Depuis le 1er novembre et la mise en place de la veille

saisonnaire, 760 places s'y rajoutent... Mais toutes les nuits, des sans-abris continuent à dormir dehors.

### **Commentaire Cnahes**

Le reportage accompagne Laurent Morin et son collègue Mickael, éducateurs du Samu social, à la rencontre des « moins visibles » à Lille et Tourcoing, afin de leur proposer de se mettre à l'abri en cette période de grand froid qui frappe les Hauts-de-France. L'activation Plan Grand froid prévoit normalement des places, notamment l'ouverture de places d'hébergement d'urgence supplémentaires pour les personnes à la rue. Cependant, la recherche de rares places mobilisent fortement les éducateurs, non sans une certaine inquiétude quant au résultat.

## 96

## Prévention pauvreté, l'accompagnement dans la recherche d'un logement

- Secteur : Pauvreté / Exclusion
  - Public : Jeunes en difficulté sociale
  - Établissement : Foyer de Jeunes Travailleur
  - Ville : Arras
  - Département : Pas-de-Calais
- 
- Date de diffusion : 12/12/2019
  - Heure de diffusion : 19 :12 :50
  - Durée : 00 :03 :18
  - Chaîne : France 3 Pas de Calais
  - Collection : 19 20 Edition Nord Pas de Calais
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : 4624984.001.024



### Résumé documentaire

Source : France3 Régions

Pour lutter contre la précarité et la pauvreté, à Arras, une association veille à ce que les jeunes les plus vulnérables échappent à la rue. Mais elle les accompagne aussi sur le long terme dans la recherche d'un logement. Alexandre, 21 ans, rêve de trouver un logement. Un défi presque insurmontable quand on est seul et sans soutien familial. Alors depuis quelques années, il est aidé par cette association. Depuis 3 ans, les éducateurs de cette plateforme ont aidé Alexandre à trouver un travail, un logement provisoire, mais surtout à reprendre confiance en lui. Un soutien essentiel pour ce jeune homme qui a passé une grande partie de sa vie en famille d'accueil et en foyer. Une aide à long terme, mais ici on gère aussi les urgences, comme pour Léna. Cette jeune fille a failli se retrouver sans domicile, à seulement 21 ans, car même en travaillant personne ne voulait lui louer un appartement. C'est l'association qui lui a donc trouvé ce logement provisoire. Comme Léna, plus de 400 jeunes ont été accompagné l'an dernier par cette association avec un objectif : devenir autonome et avoir enfin un chez soi.

### Commentaire Cnahes

La Stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, lancée en 2018, visait à répondre aux problématiques de reproduction de la pauvreté, de la précarité des jeunes, l'insertion et l'accès aux droits. Le document a été réalisé dans le cadre de la conférence régionale qui s'est tenue à Arras en décembre 2019, avec pour tâche de faire le point sur l'avancée de la Stratégie en région Hauts-de-France, après un an de

travaux : les Hauts-de-France étant la région la plus pauvre du pays après la Corse : 1/5 de personnes y vivent sous le seuil de pauvreté.

L'association 4AJ à Arras anime une plateforme logement et trois foyers de jeunes travailleurs. Elle accompagne des jeunes de 16 à 30 ans dans l'accès au logement, comme en témoignent les jeunes Iéna Lopez et Alexandre Taquet. De son côté, Alexandre Wojciechowski, éducateur spécialisé au sein de cette l'association, insiste sur la méconnaissance des jeunes quant aux réalités liées au logement.

# 97 Village d'enfants de la fondation « Action Enfance » – 20 ans

- Secteur : Protection de l'enfance
- Public : Enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance
- Établissement : Village d'Enfants
- Autre métier : Directrice de l'établissement
- Ville : Chaulnes
- Département : Somme (80)



- Date de diffusion : 01/02/2020
- Heure de diffusion : 12 :09 :30
- Durée : 00 :07 :18
- Chaîne : France 3 Picardie
- Collection : 12 13 Edition Picardie
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : 4705307.001.018

## Résumé documentaire Source : France3 Régions

C'est une structure originale qui vient de fêter ses 20 ans à Soissons. Le village d'enfants de la fondation « Action Enfance » accueille des frères et sœurs (des fratries) retirés à la garde de leurs parents. Dans ce lieu où beaucoup vont passer de longues années, tout est fait pour se reconstituer un cadre aussi familial que possible pour leur permettre de devenir des adultes comme les autres.

Dès le matin et lors de la journée avec la fratrie Thiméo, Killian, Logan, Alexandra, Lucie et Jordan et leur éducateur Johann. Johann : être bienveillant avec les enfants.

Le village compte 10 maisons, rassemblées en une sorte de lotissement fermé, qui héberge chacune 6 enfants. 4 éducateurs attitrés se relaient pour assurer une présence permanente dans chaque maison. Certains enfants vont vivre ici de longues années, au maximum jusqu'à leurs 18 ans.

Alexandra et Lucie, les deux sœurs demeurent au village depuis 10 ans. Leur chambre à l'étage, c'est leur domaine. Dans la maison, chacun participe aux tâches quotidiennes. Ici, l'objectif c'est aussi d'éduquer. Ambiance en cuisine avec les plus jeunes. Alexis travaille dans cette maison depuis 4 ans. Il voit les parents, le but est qu'ils retournent avec eux. Difficile de l'évoquer ouvertement avec les enfants, mais derrière l'apparente bonne humeur, se cachent souvent de grandes douleurs. Il faut les gérer, les apaiser. Interview H. Guilbert : des moments où c'est compliqué, comme une audience pour la reconduction du placement, les fêtes et anniversaires.

En lien avec les services sociaux du département, les 60 enfants et adolescents bénéficient d'un suivi constant. Ambiance réunion. Tous les 15 jours, éducateurs, psychologues, chef de service se retrouvent pour faire le point. Interview AC Vivien : un temps de pause pour réfléchir à ce qu'il s'est passé. Des prises en charges personnalisées sont proposées. Depuis peu certains enfants, comme Alexandra, bénéficient ainsi de séances d'équithérapie. ITW G. Murcia : ça lui permet de s'ouvrir, de commencer à s'exprimer, à oser exister et d'affirmer.

Ambiance lors de la fête des rois. Un moment heureux pour le personnel, les enfants et pour Killian en particulier. Rencontre avec Nathalie Roullin, placée ici à 13 ans. Désormais adulte accomplie, elle est venue présenter son enfant à Sylviane ; son ancienne éducatrice : elle garde contact.

### **Commentaire Cnahes**

La fondation Action Enfance administre le Village d'Enfants et d'Adolescents à Soissons, qui fête ses vingt ans d'existence. Elle s'est fixée comme objectif de redonner un cadre de vie aussi familial que possible, en favorisant le maintien des liens entre frères et sœurs. Le Village compte dix maisons rassemblées en une suite de lotissements fermés, accueillant chacune six enfants. Quatre éducateurs « familiaux » se relaient pour assurer une présence permanente, en assurant les différents tâches domestiques. L'un d'eux, Alex, fait part de son impression « de se substituer au rôle parental, mais le but, si possible, est le retour dans la famille ». Ce cadre de vie offre la sécurité aux frères et sœurs, en leur permettant de grandir ensemble, sans risque de séparation, et de maintenir des liens qui favorisent leur reconstruction. Ce qui n'exclut pas, comme le précise Hélène Gilbert, la directrice de l'établissement, des moments douloureux, comme les anniversaires, les fêtes de Noël, qui rappellent aux enfants l'absence des parents. Le reportage souligne également le maintien de liens de certains enfants ayant vécus au Village comme Nathalie Roullin qui, devenue adulte, garde le contact avec les éducateurs.

## 98

## LI Foyer d'enfants à Tourcoing

- Secteur : Protection de l'enfance
- Public : enfants
- Établissement : Maison d'enfants à caractère social
- Ville : Tourcoing
- Département : Nord (59)

- Date de diffusion : 22/04/2020
- Heure de diffusion : 19 :00 :26
- Durée : 00 :01 :53
- Chaîne : France 3 Pas de Calais
- Collection : 19 20 Edition Hauts de France
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : 4820085.001.001



### Résumé documentaire Source : France3 Régions

Une situation également compliquée pour les enfants placés dans des foyers. Eux non plus ne peuvent ni sortir ni voir leurs parents. À Tourcoing dans le Nord les maisons d'accueil ont doublé leurs effectifs d'éducateurs spécialisés pour tenter d'améliorer leur quotidien.

Imaginez un jeu de société où les enfants peuvent exprimer leurs émotions... Prendre le temps de se livrer, c'est essentiel. Surtout en cette période pour ces enfants confiés, qui d'ordinaire voient leurs familles à minima 1 fois par semaine.

Le quotidien de ces enfants a été chamboulé par le confinement : plus d'école, plus d'activités extrascolaires. Les équipes d'éducateurs ont été renforcées pour accompagner au mieux ces 17 jeunes. Une institutrice bénévole vient même chaque jour faire classe : « C'est un bénéfice mutuel... super ». Mais le plus important : garder un lien avec la famille. Des vidéos Skype sont organisées chaque jour... Un vrai soulagement !

Mais le plus dur pour ces petits c'est aussi le manque de tendresse et de contacts. Pour le moment, aucune date n'a été communiquée pour des visites avec les familles. Alors en attendant ce foyer fait tout pour être : la meilleure des maisons pour enfants.

### Commentaire Cnahes

Ce reportage télévisuel est l'un des rares, voire le seul qui évoque les réalités quotidiennes en période de confinement dans une maison d'enfants à caractère social. Ce document, qui a pour cadre la maison d'enfants de Mouvaux, gérée par

l'association « Le Home des Flandres », dont le siège est situé à Tourcoing, est davantage centré sur le bouleversement des repères de la vie des jeunes accueillis. Certains expriment leurs sentiments : « Moi je suis plutôt en colère parce que je ne peux plus voir mes parents et qu'on ne peut plus sortir. », dit un enfant. Du côté des professionnels, Delphine Lantenois (éducatrice jeunes enfants), Caroline Lahutte (coordinatrice Home des Flandres) et Nicole Mackowiak (enseignante bénévole), expliquent quelques aspects de l'adaptation de l'institution au contexte sanitaire : renforcement des équipes éducatives, multiplication des activités, disponibilité plus individuelle auprès des enfants, développement des modalités techniques de communication pour le maintien des liens entre les enfants et leurs parents...

## 99

## M SAMU Social : les sans-abris, le froid et la crise sanitaire

- Secteur : Pauvreté / Exclusion
- Public : Personnes sans abri
- Établissement : SAMU Social
- Ville : Lille
- Département : Nord (59)

- Date de diffusion : 08/11/2020
- Heure de diffusion : 12 :01 :17
- Durée : 00 :02 :13
- Chaîne : France 3 Pas de Calais
- Collection : 12 13 Edition Nord Pas de Calais
- Genre : Journal télévisé
- Identifiant INA : 5269566.001.005



### Résumé documentaire Source : France3 Régions

La crise sanitaire touche aussi les SDF. Confinés dans la rue, souvent sans masques, ils sont plus vulnérables encore. Le Samu social essaie de les mettre à l'abri du virus mais aussi et surtout du froid... Maxime Rochard et Fabien Garreau ont suivi des éducateurs dans leur tournée...

### Commentaire Cnahes

Le reportage évoque le fait de se retrouver à la rue en période de froid et de confinement, en raison de la pandémie de Covid -19. Face à la pénurie de place, les travailleurs sociaux sont confrontés à la nécessité d'établir des priorités. Pour Arnaud Lexa, éducateur spécialisé au Samu social : « Faire un choix c'est hyper compliqué ». La subjectivité entre en ligne de compte. « Ce qui oblige, précise-t-il, à évaluer la situation personnelle, l'ancienneté dans la rue, l'âge, le problème de santé ». Face à ces réalités demeure, en permanence, chez les travailleurs sociaux, la crainte d'être confrontés à des situations complexes sans solution à proposer.

## 100

## Covid : maraudes sanitaires de la Croix rouge auprès des SDF



- Secteur : Pauvreté/Exclusion
- Public : Personnes sans abri
- Établissements : Équipes de maraude (camion mobile de la Croix, Samu social)
- Ville : Amiens
- Département : Somme (80)

- 
- Date de diffusion : 03/12/2020
  - Heure de diffusion : 19:10:49
  - Durée : 00:02:50:00
  - Chaîne : France 3 Picardie
  - Collection : 19 20 Edition Picardie
  - Genre : Journal télévisé
  - Identifiant INA : 5327614.001

### Résumé documentaire (Source : France 3 Régions)

Vivre dans la rue : c'est encore plus difficile en temps de crise sanitaire et de confinement. Depuis le mois de mars, tous les mardis et jeudis, la Croix-Rouge d'Amiens part à la rencontre des sans-abris. Pour tenter de leur apporter son aide. C'est Jour de maraude à destination des sans-abris. Infirmier, aide-soignant préparent une mallette pour les soins courants de ceux qui vivent dans la rue. Le camion mobile de la Croix Rouge ne met pas longtemps à repérer ceux qui ont élu domicile sur un bout de trottoir pour une durée plus ou moins longue. Un éducateur du Samu social a rejoint l'équipe, sa préoccupation : « ce soir tu dors où ? ». L'éducateur essaye de convaincre mais ce soir Rémi est peu enclin à se rendre en foyer. « pour moi ce n'est pas une solution, y'en a qui boivent, c'est une difficulté. En ce moment, c'est compliqué, mais il y a toujours une petite place en foyer ». 100 personnes dorment dehors la nuit à Amiens, une cinquantaine vont en foyer après avoir fait le 115. Andrew Pestaux : « Coronavirus, période hivernale, c'est une période compliquée (..), et forcément on se retrouve face à des impasses logistiques, physiques, budgétaires. Au bout d'un moment, on ne peut plus loger dans des conditions décentes. » La vie dehors met le corps à rude épreuve d'où ce check up rapide mais il s'en sort bien Remi cette semaine. Ce qui le préoccupe le plus, c'est sa survie. « Avec le coronavirus, il y a moins de gens dans la rue pour la manche et c'est malheureusement, la source de revenus pour ces personnes ». On pourrait croire que le port du masque est secondaire lorsqu'on vit dans la rue, mais tous le portent et veillent à leur hygiène. Les travailleurs sociaux connaissent tous les recoins des

sans abri. Mais surtout ils veillent à ce qu'ils aient suffisamment de nourriture. Dans ce domaine les dons sont généreux. Un café chaud ça n'a pas de prix pour Dominique à la rue depuis 2 ans. Des maraudes réconfortantes, sociales aussi. Elles ont pour but que la vie dans la rue ne s'éternise pas.

### **Commentaire Cnahes**

Le reportage suit les interventions d'urgence sociale d'Andrew Pestaux, éducateur à l'Union Départementale d'Accueil et d'Urgence de la Somme (UDAUS 80). Il a rejoint l'équipe de soins de la Croix-Rouge française qui effectue les maraudes sanitaires et sociales à Amiens. En période de confinement lié à la pandémie de Covid-19, les conditions d'extrême précarité des personnes sans -abris s'accroissent. Rendant plus difficile l'accès à l'alimentation, à l'eau, à des toilettes et à un minimum d'hygiène, la crise du Covid-19 aggrave davantage leur isolement social et leur état de santé. Ces maraudes favorisent, dans un cadre partenarial, une rencontre avec un travailleur social pour proposer un hébergement, une aide alimentaire de première nécessité et un accompagnement social, ainsi qu'avec des soignants de la Croix-Rouge pour un bilan sanitaire, dispenser les premiers soins qui s'avèreraient nécessaires et orienter, le cas échéant, vers des structures de soins.



# Index

AI = absence d'information : 1° Le document n'indique aucune information (association, institution publique, établissement, service ou professionnels interviewés). 2° Nos recherches n'ont pas abouti à situer avec certitude le cadre des activités et à identifier les professionnels concernés.

Titre du reportage		Date	
Associations/Institutions publiques	Établissements et autres	Professionnels/Acteurs associatifs	
34 (1)	<a href="#">Enquête sur l'enfance délinquante</a>		13/10/1966
	Association La Sauvegarde du Nord	Centre des Apprentissages/Phalempin	Le Juge Allaert
35 (2)	<a href="#">Amiens : licenciement de 5 éducateurs</a>		09/04/1974
	Centre régional pour l'enfance et l'adolescence inadaptée de Picardie (CREAI Picardie)	Institut Régional Formation aux Fonctions Educatives (I.R.F.F.E)	Raymond Malineau
40 (3)	<a href="#">Foyer éducatif à Dunkerque : enfants difficiles</a>		16/04/1980
	Association d'Action Éducative (AAE)	Maison d'enfants à caractère social (MECS)/Dunkerque	Philippe Basquin, Jean Claude Bernier
41 (4)	<a href="#">Amiens : activités des éducateurs de prévention contre la délinquance</a>		03/06/1980
	AI	Club de prévention spécialisée/Amiens	AI
42 (5)	<a href="#">Centre médico adaptatif à Montigny en Ostrevent</a>		29/04/1981
	APEI (Association de Parents et d'Amis de Personnes Handicapées Mentales)	Institut médico éducatif (IME) Jean Masson/Montigny-en-Ostrevent	AI
43 (6)	<a href="#">Liancourt : grévistes établissements des polyhandicapés</a>		01/12/1981
	Association CESAP (Comité d'Études, d'Éducation et de Soins Auprès des Personnes Polyhandicapées)	IME La Montagne/Liancourt	Jean Luc Chapheau, Alain Dubois, Jo Kurek, Alain Riquet, Marie Claire Vigreux
44 (7)	<a href="#">Escale pour l'espoir : les foyers de l'enfance</a>		07/06/1985
	EPDSEA (Établissement Public Départemental pour Soutenir, Accompagner, Éduquer) /Nord	Foyer l'Escale -service d'accueil d'urgence autonome/Lille	Jean Luc Chapheau, Jo Kurek, Marie Claire Vigreux
46 (8)	<a href="#">Saint-Omer : réinsertion handicapés milieu urbain</a>		24/02/1987
	EPDAHAA (Etablissement Départemental pour l'Accueil du Handicap et l'Accompagnement vers l'Autonomie)	IME/Saint Omer	Gilles Rogin

47	9	<a href="#">Doullens : centre d'éducation pour handicapés adultes</a>		15/04/1988
		ADAPEI 80 (Association Départementale d'Amis et de Parents d'Enfants Inadaptés-Somme)	Centre d'action éducative de d'adaptation (CAEA) /Doullens	Gérard Pruvot
48	10	<a href="#">Villeneuve d'Ascq : Insertion enfants handicapés dans la maternelle</a>		17/11/1988
		Association des Papillons Blancs de Roubaix-Tourcoing	École maternelle/Villeneuve d'Ascq NI	Nadine Wattez
49	11	<a href="#">Amiens : association Yves Lefevre, son activité avant l'inauguration de ses nouveaux locaux</a>		05/01/1989
		Association Yves Lefevre	Service d'action socioéducative/Amiens	AI
54	12	<a href="#">Bruay : congrès national syndicat personnel éducation surveillée</a>		15/03/1990
		Protection Judiciaire de la Jeunesse	Centre d'accueil d'éducation surveillée/ Bruay- la- Buissière	Claude Bertrand, Robert Girier
55	13	<a href="#">Le rap et la lutte contre les drogues</a>		10/04/1991
		AI	Centre social Chanteclair/Saint-Nicolas-les-Arras	Bruno Rosik
56	14	<a href="#">Creil : Grève des éducateurs de l'Oise</a>		30/05/1991
		Protection Judiciaire de la Jeunesse	Service de l'éducation surveillée/ Creil/Beauvais	Gérard Ruby
57	15	<a href="#">Montigny en Ostrevent : autisme, format, parent accueillant enfants</a>		03/09/1991
		Éducation Nationale et APEI du Douaisis	Établissement scolaire et IME/Montigny-en-Ostrevent	AI
58	16	<a href="#">Herlies : l'autisme : le centre de vie oméga</a>		21/09/1991
		Association Sésame Autisme Nord-Pas-de-Calais	Centre de vie Oméga/Herlies	AI
59	17	<a href="#">Tourcoing : portrait d'un travailleur social</a>		15/10/1991
		ARTIM (Association Roubaix-Tourcoing pour l'insertion des malades mentaux)	Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) Agora / Roubaix-Tourcoing	Catherine Maubert
60	18	<a href="#">Lille : problèmes sociaux : portrait éducateur en formation</a>		17/10/1991
		Portrait	Centre social du quartier Moulins/Lille École de Formation d'Animateurs Sociaux (EFAS)/Lille	Dominique Hubert
61	19	<a href="#">Assistants sociaux : protestation après suppression filière Arras</a>		26/10/1991
		CEMEA (Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active) /Arras	CEMEA (Arras)	CEMEA (Arras)
62	20	<a href="#">Raismes : ferme des majors : insertion jeunes</a>		20/06/1992
		Association SOS Villages d'enfants	Ferme urbaine du Major/Raismes	Denis Van Acker

63	(21)	<a href="#">Coopération franco-roumaine : Roumanie enfants d'Europe</a>		18/11/1992
		CEMEA/Picardie	CEMEA/Picardie	Armel Charlet, Bernard Pradal, Carmen Weiss-Rebreanu
64	(22)	<a href="#">Portrait éducatrice de la protection judiciaire à Lille</a>		08/02/1993
		Protection Judiciaire de la Jeunesse	AI	Jannick Darras
65	(23)	<a href="#">Agora centre d'accueil pour handicapés mentaux</a>		28/06/1993
		ARTIM	CHRS Agora	Youcef Boudjémaï
66	(24)	<a href="#">Association ABCD de lutte contre la drogue</a>		15/10/1994
		Association ABCD	Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention Addictologie (CSAPA)/Saint-Omer	AI
67	(25)	<a href="#">Maubeuge : commissariat : portrait déléguée de la prévention</a>		18/11/1997
		AI	Commissariat de Police/Maubeuge	Valérie Lelong
68	(26)	<a href="#">3 minutes du 14 janvier 1999</a>		14/01/1999
		AI	Collège Georges Sand/Beauvais	Tahar Aïb
69	(27)	<a href="#">Travail des éducateurs pour lutter contre la délinquance juvénile à Douai</a>		27/01/1999
		Protection Judiciaire de la Jeunesse	Centre d'action éducative (CAE) /Douai	Michel Decourcelles, Sophie Rocquet
70	(28)	<a href="#">Dossier délinquance des jeunes : le quartier de l'Épimède</a>		28/01/1999
		AI	Centre social (AI)/Amiens	Patrick Canacio, David Tabary
71	(29)	<a href="#">Réactions des éducateurs spécialisés face aux mesures contre la délinquance juvénile</a>		28/01/1999
		Etablissement départemental Enfance et Famille Aisne	Foyer de l'enfance/Saint-Quentin	Françoise Benoist, Maryline Liénard
72	(30)	<a href="#">Nogent-sur-Oise : délinquance... Foyer d'accueil pour jeune égarés</a>		08/02/1999
		Protection Judiciaire de la Jeunesse	CAE/Nogent-sur-Oise	Didier Maclot, Sadia Raki
73	(31)	<a href="#">Les éducateurs spécialisés des maisons d'enfance sont en grève</a>		29/03/2000
		EPDSAE/Nord	MECS/Roubaix/Hem	Philippe Fournier
79	(32)	<a href="#">Le village d'enfants de Soissons</a>		06/10/2000
		Association Mouvement pour les Villages d'Enfants (MVE)	Village d'enfants/Soissons	Véronique Rachon, Philippe Roussel
80	(33)	<a href="#">Invité : Jean-François Fournier</a>		15/05/2001
		Mouvement unitaire des travailleurs sociaux Nord Pas-de- Calais	Établissements de formation en travail social/Hauts-de-France	Jean François Fournier

81	(34)	<a href="#">Invité en duplex de Boulogne : Didier Verbert</a>		10/09/2001
		Association Balise la vie	Activité Association Balise la vie	Didier Verbert
82	(35)	<a href="#">Déclics et des claques – Regard sur le handicap mental au travail</a>		13/10/2001
		Unapei Dunkerque- Les Papillons blancs	Foyer d'hébergement accueillant des adultes en situation de handicap	Régis Lacour
83	(36)	<a href="#">Invité : Jacqueline Réal</a>		30/01/2003
		Association AMSD	Foyer de vie/Auby	Pierre Facon, Jacqueline Real
84	(37)	<a href="#">Les hommes respects</a>		16/02/2003
		AI	Club de prévention/Amiens	AI
85	(38)	<a href="#">Ouverture d'un centre d'accueil pour adultes autistes</a>		04/07/2003
		Association L'Envol Picardie	Centre d'accueil Le Chemin/Margny-lès-Compiègne	Claudine Bénoliel, Ann O' Relly
87	(39)	<a href="#">Beauvais centre fermé journée d'action des éducateurs</a>		18/09/2003
		Protection Judiciaire de la Jeunesse	Centre éducatif fermé (CEF)/Beauvais	Claude Beuzelin, Jacques Laborde
89	(40)	<a href="#">Dossier : voyage en voilier pour les enfants de l'IME</a>		26/11/2003
		Association départementale ADPEP 80	IME - Ville le Marcelet	Claude Bretelle
90	(41)	<a href="#">Des ailes pour les anges</a>		29/11/2003
		Centre Hospitalier de Roubaix	Centre d'Action Médico-Sociale Précoce de Roubaix (CAMSP)/Roubaix	Agnes Deman, Maurice Titran
91	(42)	<a href="#">Les éducateurs en colère contre le projet de loi Sarkozy sur la délinquance</a>		17/03/2004
		Association le Relais	CSAPA/Roubaix	Philippe Dekairel
92	(43)	<a href="#">Les adolescents en crise</a>		18/03/2004
		AI	AI	Philippe Pasco
93	(44)	<a href="#">La maison des apprentis d'Auteuil</a>		23/03/2004
		Fondation Apprentis d'Auteuil	MECS Marcel Callo/Agnetz	Jean Baptiste Sallé
94	(45)	<a href="#">Invité : Olivier Pira</a>		21/04/2004
		Association la Sauvegarde du Nord	Service Droit des jeunes - Dispositif régional d'information aux jeunes étrangers/Lille	Jacky Dumoulin, Olivier Pira
96	(46)	<a href="#">Affluence d'étudiants Français pour s'inscrire à l'Ecole normale de Tournai (B)</a>		06/07/2005
		Fédération Wallonie-Bruxelles	Institut de Tournai d'enseignement de promotion sociale de la communauté française/Tournai	AI

97	(47)	<a href="#">Les SDF durant l'été</a>		20/08/2005
		Coordination Mobile Accueil Orientation (CMAO)	Samu social/Lille	Rémy
98	(48)	<a href="#">Des éducateurs de rue à Arras</a>		19/09/2005
		Conseil régional Nord Pas-de-Calais, Caisse d'allocations familiales /Pas de-Calais Association La Vie Active	Club de prévention spécialisée/Arras	Jérôme De Beugny, Gérard Delevaque
100	(49)	<a href="#">Début des inscriptions pour les étudiants français en Belgique pour donner suite au décret</a>		30/08/2006
		Gouvernement de la Communauté française de Belgique	AI	AI
101	(50)	<a href="#">Centre éducatif fermé de Saint-Venant</a>		16/09/2006
		Association ABCD	Centre éducatif fermé/Saint-Venant	AI
103	(51)	<a href="#">Le quartier des mineurs à la prison de Sequedin</a>		13/02/2007
		Protection Judiciaire de la Jeunesse	Quartier des mineurs de la prison de Sequedin	Stéphane Vatan
104	(52)	<a href="#">Une péniche centre éducatif renforcé (CER) Près de Valenciennes</a>		12/01/2008
		Association Alter-Egautx	Centre éducatif renforcé (CER)/Valenciennes	Jean Pierre Beele, Sébastien Cossart, Daniel Dubois, Isabelle Mairesse
106	(53)	<a href="#">Manifestation des travailleurs sociaux</a>		26/03/2008
		Université Lille 3	Institut universitaire de technologie (IUT) Carrières Sociales/Tourcoing	Nathalie Lovoto
108	(54)	<a href="#">Problèmes de rémunération des stages</a>		02/04/2008
		Collectif des travailleurs sociaux en formation d'Amiens, Institut régional de formation aux fonctions éducatives, Association AGENA		Marie-Pierre Delignieres, Anne-Marie Poulain, Clément Rondot
110	(55)	<a href="#">Étudiants recherchent stage désespérément</a>		10/04/2008
		Collectif des travailleurs sociaux en formation, Association Régionale du Travail Social Hauts-de-France, Association régionale d'étude et d'action sociale pour les gens du voyage (AREAS)	Institut Régional du Travail Social (IRTS)/Loos AREAS/Lille	Philippe Dumoulin, Marie Charlotte Lallemand, Patrick Vigneau
111	(56)	<a href="#">Futurs travailleurs sociaux : une marche à pied de 334km pour protester</a>		16/04/2008
		Collectif des Travailleurs Sociaux en Formation (TSF) du Nord	Établissements de formation en travail social/Nord	Lucille Biraut, Cyril Duriez

113	(57)	<a href="#">Manifestation des futurs travailleurs sociaux contre les stages rémunérés</a>		16/04/2008
		AI	Établissements de formation en travail social/Nord Pas-de-Calais	Saloman Bissiau
115	(58)	<a href="#">Hôpital de jour pour enfants autistes à Lille</a>		17/05/2008
		Centre Hospitalier Universitaire (CHU-Lille)	Hôpital de jour Mosaiques/Lille	Pierre Delion, Christophe Sert
116	(59)	<a href="#">Centre d'accueil d'enfants autistes de la Croix rouge</a>		16/09/2008
		Croix rouge française	Externat médico éducatif (E.M. E) Henri Dunant/(Amiens)	Marie Claire Lefevre, Tony Pitre
117	(60)	<a href="#">Entretien avec Régis Darras sur la grève des éducateurs de la PJJ</a>		15/12/2008
		Protection Judiciaire de la Jeunesse	Services Protection Judiciaire de la Jeunesse/Compiègne/Beauvais	Régis Darras, Marie-Dominique Dewachte, Bruno Etié
122	(61)	<a href="#">L'Accueil Fraternel de Roubaix et les Sans Domicile</a>		16/01/2010
		Association Accueil Fraternel Roubaisien	Accueil de jour -CHRS/Roubaix	AI
123	(62)	<a href="#">Armentières : professionnels de l'urgence sociale en colère</a>		03/03/2011
		Fondation Armée du salut	Centre d'hébergement d'urgence/Armentières	Elias Tabachery
124	(63)	<a href="#">Fin de l'accueil d'urgence hivernale</a>		31/03/2011
		Coordination Mobile Accueil Orientation (CMAO)	Coordination Mobile Accueil Orientation (CMAO)	Bruno Clément, Eric Delhay
126	(64)	<a href="#">Journée du sport adapté à Beauvais</a>		27/05/2011
		Fédération française de sport adapté	AI	Jean François Filipidis, Aouimeir Ben
127	(65)	<a href="#">Journée d'action du SAMU social</a>		02/08/2011
		Coordination Mobile Accueil Orientation (CMAO)	Samu social – 115 – SIAO / Lille	Jérôme Rybinski
128	(66)	<a href="#">Autisme : Centre Camus</a>		05/10/2011
		Association Pas à pas	Centre Camus/Villeneuve-d'Ascq	Sabrina Corbisier
129	(67)	<a href="#">Cpd Assiette Gourm'hand</a>		07/10/2011
		L'Assiette Gourm'hand	AI	Serge Lehembre
131	(68)	<a href="#">L'unité mobile d'addictologie du Mail</a>		17/10/2011
		Association Le Mail	Unité mobile en Addictologie/CSAPA/Somme	Alafya Akbaraly, Thierry Rey
133	(69)	<a href="#">Directs et invités extérieur à Gézaincourt</a>		07/11/2011
		Etablissement Public Social et Médico-social (EPSOMS)	Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) – Site Nicolas-Roussel/Gézaincourt	Luc Decroix

135	(70)	<a href="#">Marche silencieuse en hommage à un éducateur qui s'est suicidé</a>		21/11/2011
		Association d'action éducative et sociale (AAE)	Établissements (AAE) Intersyndicale CGT/CFDT/SUD	Philippe Toulouse
136	(71)	<a href="#">Dunkerque, les éducateurs exercent leur droit de retrait après suicide d'un collègue</a>		29/11/2011
		Association d'action éducative et sociale (AAE)	Association d'action éducative et sociale (AAE)	Fabrice Hrycak
137	(72)	<a href="#">Association Cèdre bleu à Deûlémont</a>		13/12/2011
		Association Cèdre bleu	Centre Thérapeutique Résidentiel, Collectif/Deûlémont	Patrick Calvet, Raphaël Dutriaux
139	(73)	<a href="#">Lille : Espace du possible, centre pour toxicomanes</a>		09/02/2012
		Association La Sauvegarde du Nord	Centre Thérapeutique Résidentiel Prélude/Lille	Karl Heinz Cerny
141	(74)	<a href="#">Les SDF à Lens</a>		17/02/2012
		Centre d'accueil d'information et d'orientation (Lens)	Samu social/Lens, CHRS La Boussole/Lens	Arnaud Goubelle, Christophe Josien, Eric Flitz
143	(75)	<a href="#">Inauguration de l'Ilot rénové</a>		15/01/2013
		Association L'Ilot	CHRS les Augustins/Amiens	Charles Barbezat, Jean François Vicart
144	(76)	<a href="#">Les nouveaux locaux de La Passerelle</a>		05/03/2013
		Association L'Ilot	CHRS La Passerelle/Amiens	Damien Renard, Guy Louis Therese
146	(77)	<a href="#">Tour d'Europe en scooter : le rôle des éducateurs spécialisés</a>		10/07/2013
		Association Picarde d'Action Éducative (APAP)	Club de prévention spécialisée/Amiens	Anne Sophie Christy, Gregory Hembert, Jean-Louis Legal
147	(78)	<a href="#">Chantier jeunes château de Miremont</a>		30/04/2015
		Association La Sauvegarde du Nord	MECS/Marly	Olivier Colasante
148	(79)	<a href="#">70 -ème anniversaire de la PJJ</a>		15/09/2015
		Protection Judiciaire de la Jeunesse	Unité Éducative d'Hébergement Collectif (UEHC)	Stéphanie Andreu, Hervé Brocaille, Caroline Fovet
150	(80)	<a href="#">L'accueil en foyer pour les enfants et adolescents en difficultés</a>		12/12/2015
		Association Yves Lefebvre	MECS Le Moulin/Amiens	Selim Bouafia, Elisabeth Couvois
152	(81)	<a href="#">Calais, plan social à la vie active</a>		13/03/2017
		Association La Vie Active	Service d'Accueil et d'Aide aux Personnes Migrantes (SAPM) du centre Jules Ferry à Sangatte/centre d'accueil provisoire pour migrants/Calais, MECS/Sangatte	Guillaume Alexandre

154	(82)	<a href="#">L'intégration des migrants CAO</a>		09/09/2017
		Association La Vie Active	Centres d'accueil et d'orientation (CAO) Structures d'accueil temporaire pour migrants/Croisilles	Claude Picarda, Alain
155	(83)	<a href="#">L'Aprémis, association de réinsertion des détenus</a>		28/11/2017
		Association Apremis (Accompagnement Prévention Réflexion et Médiation pour l'Insertion Sociale)	Service Placement extérieur/Amiens	Laurent Gambier, Nora Hannou
157	(84)	<a href="#">Addictions, toxicomanie, centre de Beauvais</a>		12/12/2017
		Association SATO-Picardie (Service d'Aide aux Toxicomanes)	Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA)/Creil	Lydia Delan, Hervé Lepicie
159	(85)	<a href="#">Association de Valloires, accueil d'enfants en difficultés</a>		02/02/2018
		Association de Valloires	Institut Thérapeutique, Éducatif et Pédagogique (ITEP)/Argoules	Thérèse Fontaine, Élodie Lerma
161	(86)	<a href="#">France Terre d'Asile prend en charge les mineurs étrangers isolés</a>		20/06/2018
		Association France Terre d'asile	Association France Terre d'asile	Vincent Beaulieu, Alexandre Thiriet
162	(87)	<a href="#">Dossier HDF : la protection judiciaire de la jeunesse</a>		25/11/2018
		Protection Judiciaire de la Jeunesse, Association Yves Lefebvre	Centre éducatif fermé/Ham, Unité éducative/Compiègne	Sélim Bouafia, Pascal Carbillet, Gaëtan Guyomard, Laurent Morin, Jérôme Vaury
164	(88)	<a href="#">Maraudes pour les sans-abris sur Lille</a>		23/01/2019
		Coordination Mobile Accueil Orientation (CMAO)	Samu social – 115 – SIAO/Lille	Laurent Morin, Mickael
166	(89)	<a href="#">Plateau enregistré, N.El Asraoui : présentation de Scène Slam avec Clément Dia</a>		06/02/2019
		Association des Praticiens de l'Accompagnement Professionnel (APAP)	Club de prévention/Amiens	Clément Dia
167	(90)	<a href="#">Livre d'Hanane Bouseta, ancienne musulmane intégriste, aujourd'hui éducatrice</a>		14/09/2019
		IFEP (association Insertion Formation Éducation Prévention)	Club de prévention/Beauvais	Hanane Bouseta
169	(91)	<a href="#">Une classe spécialisée pour les enfants autistes à Chaulnes</a>		17/11/2019
		APAJH (Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés)	ITEP : Institut Thérapeutique, Éducatif et Pédagogique (Chaulnes)	Florence Lacorne

171	(92)	<a href="#">Femmes victimes de violences conjugales</a>	23/11/2019
		SOLFA (association SOLidarité, Femmes, Accueil)	Accueil de jour Rosa Service Écoute Brunehaut. Centre d'accueil d'urgence Brunehaut. CHRS Brunehaut/Lille
			Delphine Beauvais, Gaëlle Gavois, Assia Zaomi
173	(93)	<a href="#">Violences conjugales : foyer d'accueil pour hommes à Arras</a>	25/11/2019
		Association Le Coin familial, Association Solfa (SOLidarité, Femmes, Accueil)	Centre Clotaire/Saint Nicolas-Lez-Arras
			Benoit Durieux, Gregory Godard, Séverine Lescoutre
175	(94)	<a href="#">Les violences faites aux femmes</a>	30/11/2019
		Association AGENA	Centre d'hébergement d'urgence/Amiens
			Jérémy
177	(95)	<a href="#">Une nuit de maraude avec le Samu Social de Lille</a>	10/12/2019
		Coordination Mobile Accueil Orientation (CMAO)	Samu social - 115 - SIAO/Lille
			Jean-Luc, Gauthier
179	(96)	<a href="#">Prévention pauvreté, l'accompagnement dans la recherche d'un logement</a>	12/12/2019
		Association 4A]	Foyer de Jeunes Travailleurs/Arras
			Alexandre Wojciechowski
181	(97)	<a href="#">Village d'enfants de la fondation « Action Enfance » – 20 ans</a>	01/02/2020
		Fondation Action Enfance	Le Village d'Enfants et d'Adolescents/Soissons
			Alex, Hélène Guilbert
183	(98)	<a href="#">LI Foyer d'enfants à Tourcoing</a>	22/04/2020
		Association Home des Flandres	MECS Carnot (Tourcoing)
			Caroline Lahutte, Delephine Lantenois, Nicole Mackowiak
185	(99)	<a href="#">M SAMU Social : les sans-abris, le froid et la crise sanitaire</a>	08/11/2020
		Coordination Mobile Accueil Orientation (CMAO)	Samu social – 115 – SIAO/Lille
			Arnaud Lexa
186	(100)	<a href="#">Covid : maraudes sanitaires de la Croix rouge auprès des SDF</a>	03/12/2020
		Croix Rouge, Union Départementale d'Accueil et d'Urgence Social (UDAUS 80)	
			Andrew Prestaux, Maxence Wicke



# Annexe

## Site INA : Travail social : le métier d'éducateur spécialisé [vidéos en accès libre]

Cette annexe est composée de quatorze documents sélectionnés sur le site de l'INA, qui en comprend cinquante et un, dédiés au travail social, plus particulièrement au métier d'éducateur spécialisé : <https://sites.ina.fr/educateur-specialise/>

Cette sélection donne un aperçu de quelques reportages issus d'autres régions et, pour certains, antérieurs à 1966. Cependant, en cohérence avec l'orientation du présent catalogue, cette sélection s'est limitée aux documents centrés sur les *figures* de l'éducateur dans le cadre d'une prise de parole. Par conséquent, nous avons privilégié les documents où les éducateurs étaient davantage *parlants* que *parlés*. Dans cet esprit, nous avons adapté les illustrations des vidéos. De même, nous avons apporté un complément d'informations techniques et ajouté des renvois à des publications en lien avec les contenus.

Ce site de l'INA, a été réalisé à l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire du diplôme d'éducateur spécialisé, à laquelle se sont associés les partenaires suivants :

- Association pour la Formation, l'Expérimentation et la Recherche en Travail Éducatif et Social (AFERTES)
- Association pour la Professionnalisation, la Recherche, l'Accompagnement et le Développement en Intervention Sociale Picardie (APRADIS)
- CNAHES (Délégation régionale Hauts-de-France)
- École Nationale de Protection Judiciaire de la Jeunesse (ENPJJ)
- École Européenne Supérieur en Travail Social (EESTS)
- Institut Régional du Travail Social Hauts-de-France (IRTS)
- Institut universitaire de technologie Carrières Sociales de l'Université de Lille

Avec le soutien financier de la Direction régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS) et l'aide éditoriale et technique de la délégation Nord de l'INA.

Ce site regroupe cinquante et un reportages, en accès libre, réalisés entre 1945 et 2015, sélectionnés dans les archives audiovisuelles de l'INA. Ils ont été classés en six thèmes retraçant l'histoire du métier d'éducateur spécialisé à l'échelle nationale.

- Évolutions du métier,
- Formations,
- Portraits inspirants,

- Publics, Lieux,
- Pratiques inspirées.

## Liens

- Site INA : Travail social le métier d'éducateur spécialisé :  
<https://sites.ina.fr/educateur-specialise/>
- Conditions générales d'utilisation : <https://www.ina.fr/conditions-generales-d-utilisation>



## Réponses de l'église aux problèmes de l'enfance inadaptée



Lien : <https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/2/medias/CPZ16002768>

- Date de diffusion : 12/11/1961
- Durée : 04:39
- Chaîne : RTF – Magazine du dimanche – Magazine
- Identifiant INA : CPZ16002768
- Région : Île-de-France

**Résumé documentaire** Source : RTF – Magazine du dimanche – Magazine

Dans le cadre de la rubrique « En réponse à votre lettre », Études de la Potterie reçoit une éducatrice, Madame Clément, à propos des réponses de l'église au problème de l'enfance inadaptée.

## Les inadaptés : remèdes appliqués

Lien : <https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/2/medias/CAF95053591>

- Date de diffusion : 27/11/1961
- Durée : 04:48
- Chaîne : RTF – Page de la femme – Magazine
- Identifiant INA : CAF95053591
- Région : Beaumont-sur-Oise/Val-d'Oise/Île de France



**Résumé documentaire** Source : RTF – Page de la femme – Magazine

Le centre national de pédagogie spéciale de Beaumont sur Oise propose une formation d'éducateur spécialisé pour aider les enfants inadaptés.

### Documents en lien

Règles d'administration du Centre National de Pédagogie Spéciale (CNPS)  
[http://dcalin.fr/textoff/cnps\\_1954.html](http://dcalin.fr/textoff/cnps_1954.html)

Mattias GARDET. Éduquer ou instruire. Le choc des cultures entre instituteurs et éducateurs spécialisés 22<sup>e</sup> séminaire de l'AVVEJ, *Association Vers la Vie pour l'Education des Jeunes*, Septembre 2013 – Instruire, éduquer : comment s'institue le sujet dans la cité ? <https://www.avvej.asso.fr/wp-content/uploads/2020/06/mattias-gardet.pdf>

Michel Chauviere, Dominique Fablet. L'instituteur et l'éducateur spécialisés. D'une différenciation historique à une coopération difficile, *Revue française de pédagogie*, volume 134, 2001. Situations de handicaps et institution scolaire : [https://www.persee.fr/docAsPDF/rfp\\_0556-7807\\_2001\\_num\\_134\\_1\\_2773.pdf](https://www.persee.fr/docAsPDF/rfp_0556-7807_2001_num_134_1_2773.pdf/rfp_0556-7807_2001_num_134_1_2773.pdf)

## Un nouveau métier : éducateur



Lien : <https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/2/medias/CPF08006286>

- Date de diffusion : 23/05/1963
- Durée : 05:17
- Chaîne : RTF – L'avenir est à vous – Magazine
- Identifiant INA : CPF08006286
- Région : Savigny-sur-Orge/ Essonne/Île-de-France

**Résumé documentaire** Source : RTF – L'avenir est à vous – Magazine

Découverte du travail de l'éducateur dans un centre de rééducation à Savigny. Un éducateur explique le déroulement d'une journée dans le centre et les activités proposées aux jeunes. Il nous informe sur l'organisation du travail. Interview de deux éducateurs qui témoignent de leur parcours professionnel. L'éducateur est aussi un technicien du loisir qui apporte une activité positive et oeuvre à socialiser les jeunes.

## Congrès de l'association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés

Lien : <https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/2/medias/RBFo2013303>

- Date de diffusion : 26/06/1964
- Durée : 02:12
- Chaîne : ORTF – Journal télévisé
- Identifiant INA : RBFo2013303
- Région : Occitanie/Pyrénées-Méditerranée



### Résumé documentaire Source : ORTF – Journal Télévisé – Journal télévisé

Le premier Congrès éducateurs enfants inadaptés s'est réuni à Toulouse. Le président de l'association nationale des éducateurs, Mr. Guyomard, parle du thème du congrès : l'unité et la diversité de la fonction d'éducateur spécialisé.

### Documents en lien

Samuel Boussion. Les Educateurs spécialisés, naissance d'une profession : le rôle de l'association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés (1947-1959), Presses universitaires de Rennes, 2013.

## Les éducateurs spécialisés



Lien : <https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/3/medias/CAF95054209>

- Date de diffusion : 02/05/1965
- Durée : 03:01
- Chaîne : ORTF – JT13
- Identifiant INA : CAF95009217

**Résumé documentaire** Source : ORTF – JT 13h – Journal télévisé

Le terme d'éducateur spécialisé apparaît à la fin des années 1950. Des éducateurs expliquent leur choix d'orientation professionnelle.

## L'école d'éducatrices spécialisées du Haut du Lièvre

Lien : <https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/3/medias/SXF01022440>

- Date de diffusion : 14/12/1967
- Durée : 06:30
- Chaîne : ORTF – Lorraine Soir
- Identifiant INA : SXF01022440
- Région : Nancy/Lorraine/Grand-Est



**Résumé documentaire**      Source : ORTF – Lorraine soir – Journal télévisé

A Nancy, la nouvelle école d'éducatrices spécialisées est présentée par son directeur. Des élèves expliquent ce métier et leur motivation.

## Portrait d'une éducatrice spécialisée d'enfants handicapés



Lien : <https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/4/medias/17251685>

- Date de diffusion : 27/02/1968
- Durée : 06:56
- Chaîne : ORTF – Magazine de la jeune fille
- Identifiant INA : I17251685
- Région : Paris/Île-de-France

**Résumé documentaire** Source : ORTF – Magazine de la jeune fille

Anne-Marie Leroux, jeune éducatrice spécialisée d'enfants handicapés, parle de sa passion pour son métier.

## Centre pour les inadaptés mentaux Saint-Lambert-des-Bois

Lien : <https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/2/medias/CAF95053998>

- Date de diffusion : 21/06/1970
- Durée : 03 :35
- Chaîne : ORTF – Journal de Paris – Journal télévisé
- Identifiant INA : CAFo6039591
- Région : Yvelines/Île de France



**Résumé documentaire**      Source : ORTF – Journal de Paris – Journal télévisé

Le docteur Bleucher, psychiatre, présente le métier d'éducateur spécialisé et les qualités requises. Un éducateur parle du manque de promotion de ce métier.

## Troisième congrès National de l'ANEJI



Lien : <https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/3/medias/RXF01013189>

- Date de diffusion : 25/05/1973
- Durée : 02:07
- Chaîne : ORTF – Bretagne actualités
- Identifiant INA : RXF01013189
- Région : Saint-Malo/Ille-et-Vilaine/Bretagne

**Résumé documentaire** Source : ORTF – Bretagne actualités – Journal télévisé

À Saint Malo, l'Association Nationale des Éducateurs de Jeunes Inadaptés (ANEJI) organise son troisième congrès sur le thème de la formation professionnelle.

### Documents en lien

Samuel Boussion. Les Éducateurs spécialisés, naissance d'une profession : le rôle de l'association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés (1947-1959), Presses universitaires de Rennes, 2013.

## Une école d'éducateur à Toulouse

Lien : <https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/3/medias/TLC9206301968>

- Date de diffusion : 30/06/1992
- Durée : 03:04
- Chaîne : FR3 – JT Toulouse
- Identifiant INA : TLC9206301968
- Région : Toulouse/ Haute-Garonne/ Occitanie



**Résumé documentaire**      Source : FR3 – JT Toulouse – Journal télévisé

L'institut de Saint Simon à Toulouse forme des éducateurs spécialisés depuis cinquante ans. Le directeur de l'école, Jacques Pineau, parle des trois piliers de l'éducateur spécialisé : éduquer, aider et soigner. Le regard sur les familles à évolué : elles deviennent des acteurs à part entière dans le travail sur l'enfant.

## Déficients visuels : portrait d'une éducatrice



Lien : <https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/5/medias/RBC07046188>

- Date de diffusion : 02 juin 1993
- Durée : 02 : 45
- Chaîne : FR3 – JT Quercy Rouergue Actualités
- Région : Quercy

**Résumé documentaire** Source : FR3 – JT Quercy Rouergue Actualités – Journal télévisé

Simone Lacassagne est éducatrice spécialisée. Elle s'occupe de l'internat à « L'Estrade », centre d'accueil pour les enfants déficients visuels ou aveugles.

## Centre de rééducation renforcée près de Valenciennes

Lien : <https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/6/medias>

- Date de diffusion : 28/01/1999
- Heure de diffusion : 13:06:26
- Durée : 04:58:00
- Chaîne : France 2 – 13 heures le journal
- Identifiant INA : 1030263.001.004
- Région : Raismes/ Nord/ Hauts-de-France



**Résumé documentaire** Source : A2 – 13 heures le journal – Journal télévisé

Le plan Jospin pour lutter contre la délinquance juvénile prévoit la multiplication des centres d'encadrement éducatifs renforcés. Ce sont des lieux réservés aux mineurs multirécidivistes pour qui, ces centres seraient la dernière chance de retrouver des repères et des codes sociaux. Reportage dans un centre situé à Raismes près de Valenciennes.

## Educateur spécialisé aujourd'hui



Lien : [https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/3/medias/R1725192\\_2](https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/3/medias/R1725192_2)

- Date de diffusion : 25/01/2013
- Durée : 03:42
- Chaîne : FR3 l'Édition de l'emploi
- Identifiant INA : R17251922
- Région : Lorraine/Grand-Est

**Résumé documentaire** Source : FR3 – 19 20. Édition Haute Normandie – Journal télévisé

Damien Will, formateur à l'IRTS de Lorraine, présente les objectifs et le contexte de travail des éducateurs spécialisés.

## Le métier d'éducateur à la Protection Judiciaire de la Jeunesse

Lien : [https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/5/medias/G1277647\\_001\\_016](https://sites.ina.fr/educateur-specialise/focus/chapitre/5/medias/G1277647_001_016)

- Date de diffusion : 22/11/2014
- Durée : 02 : 46
- Chaîne : France 3 Haute Normandie
- Région : Rouen/Seine-MaritimE/Normandie
- Identifiant INA : 1277647.003



**Résumé documentaire** Source : FR3 – 19 20. Édition Haute Normandie – Journal télévisé

Le travail d'éducateur à la PJJ (Protection Judiciaire de la Jeunesse) dans l'établissement de placement éducatif de Rouen. Placés par le juge, des mineurs délinquants de la région sont encadrés par des éducateurs spécialisés.



# Présentation Cnahes

## L'association

Depuis 1994, le CNAHES (Conservatoire national des archives et de l'histoire de l'éducation spécialisée et de l'action sociale) rassemble en faveur de leur histoire les énergies à la fois d'acteurs, anciens et nouveaux, des champs de l'éducation spécialisée et de l'action sociale, mais aussi de chercheurs en sciences humaines et sociales travaillant sur ces mêmes champs (voir [Les premiers pas du CNAHES](#)).

Comme toute organisation fonctionnant sous le régime de la loi de 1901, le CNAHES est animé par :

- [Un Bureau de 10 membres](#), qui se réunit quatre à cinq fois par an,
- [Un Conseil d'Administration](#) composé de 15 à 21 membres élus pour six ans par l'Assemblée générale, renouvelable par tiers tous les deux ans, et des délégués régionaux des régions actives : le Conseil se réunit environ trois fois par an, les délégués régionaux se retrouvant en outre une fois dans l'année.

L'Assemblée générale se réunit tous les ans, pour déterminer les orientations et les projets de l'année à venir. Elle est couplée avec une journée d'étude ouverte à toute personne intéressée par le thème choisi, et se tient chaque année dans une région différente.

L'ensemble des activités du CNAHES est assuré en très grande partie à titre bénévole par les membres du Conseil d'Administration et les équipes régionales. Un chargé de mission ayant une formation d'archiviste, salarié par l'association, apporte son concours pour toutes les questions techniques soulevées par ces diverses activités (chantiers d'archives, journées d'études).

## Nos objectifs

Au cours des décennies passées, tout un patrimoine d'expériences a été accumulé par les acteurs et les associations, établissements et organismes qui ont œuvré au bénéfice des personnes en difficulté ou handicapées. Il est apparu vital aux fondateurs du CNAHES de préserver et de transmettre ce patrimoine, constitué d'archives écrites et orales qui pouvaient disparaître, faute d'avoir été recherchées, recueillies, classées, mises à la disposition des historiens, chercheurs, étudiants des écoles du secteur de l'éducation spécialisée et du travail social.

Le CNAHES s'est donc donné plusieurs objectifs :

- Rechercher et recueillir dans toute la France les archives privées, quels que soient leur forme et leur support, et les témoignages des premiers acteurs du

secteur de l'éducation spécialisée et du travail social, que ces acteurs soient des personnes morales ou physiques,

- Les mettre en valeur de plusieurs manières : inventaires, réalisation de colloques, journées d'étude, expositions, site Internet,
- Créer et animer un centre national de repérage, recueil, conservation, exploitation des archives de ce secteur, fonctionnant en réseau sur l'ensemble du territoire national,
- Favoriser dans les régions la mise en place d'une véritable politique d'archives (repérage des différents fonds disponibles dans la région, prise de contact avec les responsables, inventaire, classement...) et de recueil de témoignages, le CNAHES pouvant offrir ses services et ses conseils,
- Faciliter la rencontre de tous ceux qui sont soucieux de l'histoire du secteur, parce qu'ils estiment qu'elle peut contribuer à mieux comprendre les questions qui se posent à nous aujourd'hui et à mieux y répondre,
- Contribuer à la promotion, la diffusion et la valorisation d'études, recherches, et enseignements dans ce domaine,
- Transmettre ce patrimoine aux acteurs d'aujourd'hui et de demain, notamment aux étudiants des centres de formation aux professions du travail social, et aux différents professionnels du secteur dans le cadre de la formation permanente.

Pour plus d'information (actions, délégations régionales...) se reporter au site Web : <https://www.cnahes.org/>

## Cnahes

- 63 rue Croulebarbe, 75013 Paris 07 86 48 57 24
- [info@cnahes.org](mailto:info@cnahes.org)
- [www.cnahes.org](http://www.cnahes.org)
- Président : Bernard Heckel
- Secrétaire : Pierre Merle

## Cnahes Hauts -de-France

<https://www.cnahes.org/le-cnahes-en-regions/hauts-de-france/les-actualites-des-hauts-de-france/>

## Remerciements

- Clément Mouly, délégué régional INA pour les régions Hauts-de-France et Normandie.
- Sylvie Heyte, assistante de Direction INA Nord - Département Territoires et Diversification.
- Bernard Heckel, président Cnahes.
- Roger Bello, président d'honneur Cnahes.
- Mireille Charonnat, déléguée régionale Cnahes Hauts de France.
- Pierre Merle, secrétaire Cnahes.
- Martine Trapon, membre du Cnahes, délégation régionale de Bretagne.



## L'auteur du catalogue



Youcef Boudjémaï,  
membre du Cnahes Hauts-de-France

Éducateur de formation. A dirigé entre 1990 et 2020 des établissements et services sociaux et médico-sociaux dans les secteurs, notamment de la protection de l'enfance, de l'insertion sociale des sortants d'hôpitaux psychiatriques, de l'accès au droit et du développement associatif. Il s'est également impliqué dans la formation professionnelle en tant qu'intervenant et président d'une association régionale de formation de travailleurs sociaux. Il a exercé, par ailleurs, en qualité de délégué du procureur de la République, chargé des discriminations (parquet de Lille). Il a publié divers articles et contribué à des ouvrages liés en particulier aux questions du travail social et du cinéma. Il reste attaché au militantisme associatif.



# Colophon

- Éditeur : CNAHES
- Design graphique : [Protocole astral](#) (Maxime Bouton et Vincent Maillard)
- Caractères typographiques : [Alegreya](#) [Juan Pablo del Peral], [Sporting Grotesque](#) [Lucas Le Bihan]
- Outils : [ProcessWire](#), [PagedJS](#)
- Dépôt du code source : [Dépôt framagit](#)
- Licence du code source : [GNU AGPLv3](#)
- Date de publication : février 2023
- Crédit photo : France 3 Région Hauts-de-France, YB.